

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE
LIVRET DES OUVRIERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 24 janvier 1900 à 2 h. 1/2.

PAR

Alexandre PLANTIER

Président : M. JAY, professeur.

*Suffragants { MM. LARNAUDE, professeur.
 SOUCHON, professeur.*

PARIS
JOUBE ET BOYER

IMPRIMEURS

15, rue Racine, 15

1900

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE
LIVRET DES OUVRIERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 24 janvier 1900 à 2 h. 1/2.

PAR

Alexandre PLANTIER

Président : M. JAY, professeur.

*Suffragants { MM. LARNAUDE, professeur.
SOUCHON, professeur.*



PARIS

JOUBE ET BOYER

IMPRIMEURS

15, rue Racine, 15

1900

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

L'abrogation du livret, réclamée depuis longtemps et qui n'a d'ailleurs donné lieu à aucune discussion sérieuse, n'a fait qu'établir l'égalité entre les parties en cause et supprimer une législation criante d'injustice. Si, au moyen-âge, ses précédents immédiats ont pu trouver un semblant d'excuse dans les difficultés d'une industrie naissante ou d'un commerce qui pour grandir, avait besoin de règles solides, il n'en est plus de même pour les années qui suivirent et on doit condamner sans hésitation la pratique du livret telle que les mœurs l'avaient établie, et les lois, sanctionnée. A l'heure actuelle il ne reste plus rien de cet ensemble de mesures choquantes établies par le législateur de 1803 dans un but d'assujettissement et de surveillance policière, et nous n'avons plus à déplorer des dispositions vexatoires pour les ouvriers et portant atteinte à leur liberté et à leur dignité.

C'est cette histoire du livret que nous voudrions écrire, en remontant très haut pour indiquer les quelques règles qui le précèdent et en relatant les phases successives par lesquelles il a passé jusqu'au jour où une

loi bienfaisante lui a retiré son caractère obligatoire et ne l'a conservé que sous forme de certificat dont l'usage est laissé à la libre disposition des ouvriers.

Une observation préliminaire s'impose, nous n'avons pas entendu faire la critique de l'institution en elle-même, nous ne méconnaissons pas qu'elle puisse rendre de grands services et il est certain, de l'avis de nos maîtres, que dans un avenir relativement court, le livret réapparaîtra sous des formes mieux appropriées. On nous reprochera peut-être de n'avoir pas insisté sur ce point, mais on voudra bien remarquer que notre étude est purement historique et vise uniquement, non le principe du livret ou les applications qui en pourraient être faites, mais celles qui furent faites et que vint définitivement condamner la loi du 2 juillet 1890.

BIBLIOGRAPHIE

Le Moniteur Universel.

Le Journal Officiel.

Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du Conseil d'Etat.

Collection officielle des ordonnances de police, 1800-1880,
2 vol. Paris. Chaix, 1881. Appendice, 1415-1880,
2 vol.

PEUCHET. — Collection des lois, ordonnances et règlements
de police depuis le xiii^e siècle jusqu'à l'année 1818.
Seconde série, Police moderne de 1667 à 1789, 6 vol.
Paris. Lottin, 1818.

Histoire générale de Paris :

xiii^e Siècle. Le Livre des Métiers d'Etienne Boileau,
publié par R. de Lespinasse et F. Bonnardot,
imp. nat., 1879.

xiv^e-xviii^e Siècle. Les Métiers et Corporations de
la ville de Paris. R. de Lespinasse, 2 vol. Impr.
nat., 1886-1892.

DALLOZ. — Répertoire de législation, doctrine et jurisprudence.

— Jurisprudence générale.

SIREY. — Recueil général des lois et arrêts.

- DU CELLIER. — Histoire des classes laborieuses, Paris. Didier, 1859.
- CHAPTAL. — De l'industrie française, 2 vol. Paris. Renouard, 1819.
- COSTAZ. — Essai sur l'administration de l'agriculture, du commerce, des manufactures et des subsistances. Paris. Huzard, 1818.
- Enquête sur les Conseils de Prud'hommes et les livrets d'ouvriers, 2 vol. Paris, imp. nat., 1869.
- FÉRAUD-GIRAUD. — Législation française concernant les ouvriers. Paris, Durand, 1856.
- FIX. — Observations sur l'état des classes ouvrières. Paris, Guillaumin, 1846.
- GOMEL. — De la suppression des livrets d'ouvriers. Journal des Economistes, 1882.
- HAUS. — De la légalité des articles 1 et suivants, 5 et 23 de l'arrêté du 10 novembre 1845. Bruxelles, 1859.
- LÉOPOLD. — Dictionnaire général de police civile et judiciaire de l'Empire français. Paris, Eymery, 1813.
- LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières en France, depuis la conquête de Jules César jusqu'à la Révolution, 2 vol. Depuis 1789 jusqu'à nos jours, 2 vol. Paris, Guillaumin, 1859-1867.
- LOUANDRE. — Du travail et des classes laborieuses dans l'ancienne France. Revue des Deux-Mondes, décembre 1850.
- RENOUARD. — Du droit industriel dans ses rapports avec les principes du droit civil sur les personnes et les choses. Paris, Guillaumin, 1860.

DE TOCQUEVILLE. — L'ancien Régime et la Révolution. Paris, Lévy, 1856.

TURGOT. — Œuvres, 2 vol. Paris, Guillaumin, 1844.

VILLERMÉ. — Tableau de l'état physique et moral des ouvriers dans les manufactures, 2 vol. Paris, Renouard, 1840.

PREMIERE PARTIE

L'ANCIEN RÉGIME

CHAPITRE I

Les Corporations.

§ 1. — *Formation, réglementation intérieure.*

Il n'était point dans mes intentions d'esquisser, même à grands traits, l'histoire des corporations, mais j'ai dû reconnaître l'utilité d'en préciser quelques détails pour mieux mettre en relief l'ensemble des mesures disciplinaires imposées par les statuts des corps de métier aux valets, varlets, sergents, compagnons, en un mot à tous ceux qu'on désigna plus tard sous le nom générique d'ouvriers, notamment dans les ordonnances royales concernant les manufactures. Ce rappel des dispositions restrictives du Moyen-Age fera mieux comprendre l'esprit de réglementation de l'ancienne monarchie qui, trouvant un plan de conduite

tout tracé, se l'est approprié et l'a fortement développé pour en étendre le champ d'application. Nous pourrions ainsi au fur et à mesure de cette étude découvrir les antécédents du livret, et nous rendre exactement compte de cette institution sous tous les aspects qu'elle a revêtus.

J'ignore à quelle date on pourrait faire remonter la création des communautés et des corps de métier. Quant à la confirmation de leur existence légale, elle se rattache au règne de Saint Louis et le meilleur document qu'on en possède, se trouve être le *Livre des Métiers de la ville de Paris*, rédigé vers 1268 par Etienne Boileau, prévôt des marchands dont l'intention fut « a esclairer au miuz, touz les mestiers de Paris, leurs ordenances, la maniere des entrepresures de chascun mestier et leurs amendes ».

Le Moyen-Age fut par excellence le temps des privilèges et des faveurs. On en avait besoin pour vivre, pour assurer sa tranquillité et résister aux ennemis de toute sorte qui vous assaillaient; je crois que l'expression « garantie » vaudrait mieux que « privilège » et définirait plus exactement ces mesures de protection que tout le monde réclamait.

Les gens de même profession, sentant leur faiblesse, cherchèrent à s'unir; petits artisans libérés du servage, ils comprirent que leur unique sauvegarde était l'association, et ils créèrent alors ces embryons de communautés qu'on découvre au début même de la royauté

et qui aidèrent si puissamment au mouvement des communes.

Mais comme à une époque aussi troublée, l'existence n'était guère assurée et qu'il fallait une reconnaissance de ses droits, la première ambition des corps de métier fut d'obtenir d'une façon quelconque l'octroi de privilèges qui leur permissent d'occuper leur rang sans avoir à redouter chaque jour un nouveau danger (1).

L'union des artisans résulta donc, et cela est à noter, d'une pensée d'assistance mutuelle, de protection réciproque, il fallait se défendre de la concurrence étrangère, des officiers du seigneur, lutter contre les exactions et les vexations, on posa des règles protectrices, on se mit à l'abri.

Bientôt l'exagération s'en mêla et l'exercice du métier devint un monopole. Les statuts furent observés avec un soin jaloux, les membres seuls pouvant travailler dans la ville où ils étaient établis et déniaient tout droit au travail à ceux qui ne faisaient point partie de leur corporation.

..

1. Ils rédigèrent des statuts qu'ils parvinrent à faire autoriser dans toutes les villes principales, quelquefois par des lettres patentes dont on leur fit payer l'obtention et la confirmation à chaque nouveau règne, quelquefois par des arrêts de cour, de simples jugements de police et même par le seul usage. — Edit de février, 1776. Métiers de Paris, t. 1, p. 162.

Le réglementation intérieure du métier était plus douce. Le maître et le compagnon vivent ensemble, presque en commun, il n'y a qu'une différence hiérarchique entre eux, l'ouvrier passera maître s'il justifie d'un stage et s'il a « de coi ». Mais cela ne dura pas longtemps, les maîtres n'écoutant que leur intérêt, restreignirent cette faculté en décidant qu'un chef-d'œuvre serait nécessaire et comme c'était à eux qu'incombait naturellement la mission de le juger, on aperçoit les injustices qu'il leur était loisible de commettre (1), sans compter l'indulgence d'usage accordée de tout temps aux fils de maître.

Peu à peu l'ouvrier perd ses prérogatives, il n'aura plus cette place honorable que lui reconnaissaient les premiers statuts dans la corporation. Il fera toujours partie du métier, mais la ligne de démarcation s'accroît, il y a d'une part les maîtres, d'autre part les ouvriers. Ce qui n'était auparavant qu'un stage plus ou moins prolongé, devient perpétuel ; le compagnon qui pouvait toujours espérer passer maître un jour, n'a plus à conserver cet espoir, il est condamné à rester compagnon toute sa vie, et cela à cause de l'égoïsme des maîtres qui, devenant riches, ne fraient plus

1. « Il fallait subir des examens, produire ce qu'on appelait un chef-d'œuvre dont le jugement était remis aux hommes intéressés à repousser les candidats. » Rapport de Regnault (de Saint-Jean-d'Angely) au Corps législatif. *Monit. Univ.*, an XI, p. 869.

avec leurs aides, hérissent l'accès de la maîtrise de difficultés souvent insurmontables et s'efforcent de conserver pour eux seuls tous les avantages de l'institution. Il faut payer des droits exorbitants pour être admis à l'épreuve du chef-d'œuvre, et cette seule condition écarte beaucoup de compagnons qui ne pouvant acquitter les frais, restent ainsi toujours au service d'autrui. Un des buts visés par l'Edit de 1584 est de « donner ordre aux excessives despenses que les pauvres artisans des villes jurées sont contraints de faire ordinairement pour obtenir le degré de maistrise, contre la teneur des anciennes ordonnances, estant quelquefois ung an et davantaige à faire ung chef d'œuvre tel qu'il plaist aux jurez, lequel enfin est par eulx trouvé mauvais et rompu, s'il n'y est remédié par les dis artizans avec infinis présents et banquetz. »

Les bonnes relations ont disparu, il y a maintenant deux classes en présence : l'une très forte, l'autre très faible, mais dont le nombre s'augmente de jour en jour.

Plus tard lorsque la royauté se sentira assez forte, elle mettra la main sur les corps de métier, décidera la création ou la suppression de charges dans l'intérêt du bien public ou du fisc. Mais quoi qu'elle fasse, jusqu'au jour où elle supprimera complètement les maîtrises, elle sera amenée à réglementer les compagnons, elle voudra mater leur turbulence et faire taire les réclamations. La masse ouvrière pouvant devenir un danger et ne comptant aucunement au point de vue politique, la

royauté n'aura ni scrupule ni difficulté à la traiter avec rudesse. Après tout ce ne sont, comme dit Loyseau que « viles personnes du menu peuple ».

§ 2. — *Engagements des ouvriers. Devoirs imposés au maître. Obligation pour l'ouvrier de se munir d'un certificat.*

A l'intérieur du métier, les dispositions ne sont plus prises dans l'intérêt commun mais exclusivement au profit des maîtres, tout devient aristocratie et privilège, et des mesures rigoureuses assurent l'observation des règlements.

En ce qui concerne les engagements des ouvriers, des précautions très sévères viennent empêcher les fraudes et garantir aux maîtres la main d'œuvre dont ils ont besoin, il nous faut noter au passage les applications de cette idée de surveillance qui pèse sur les ouvriers pour la plus grande sauvegarde des intérêts patronaux.

Le maître ne peut employer un ouvrier que s'il est libre de tout engagement « Nul ne puet metre ouvrier en œuvre qui soit aloués ». S'il s'aperçoit de l'erreur commise ou qu'on la lui fasse remarquer « oster le doit en cete meisme journée » et le rendre au maître pour achever son temps. Les statuts insistent beaucoup sur cette défense, il paraît que l'esprit de concurrence s'il

n'était pas possible en dehors du métier, florissait à l'intérieur puisque l'interdiction se répète continuellement de n'avoir pas à débaucher les ouvriers des autres maîtres « Item, se varlet vient en la ville de Paris, de quelque lieu qu'il viengne, que il ne soit mis en œuvre se l'en set qu'il doie servise, ne deniers a aucun entour qui il ait ouvré » (1). « Item, et que aucun du dit mestier ne pourra metre en besoingne varlet d'autrui dudit mestier, sans le sceu, congié et licence de celui a qui il sera alloué sur peine de quinze sols parisis d'amende » (2).

Le maître après avoir entendu les raisons pour lesquelles l'ouvrier a laissé son service, devra se déranger en personne et aller demander au maître précédent s'il est content de son travail. Et ce sous peine d'amende. « Ne pourra doresnavant nul desdits maistres tenir plus d'un ouvrouer ou boutique, ne soubstraire les serviteurs apprentis ou compagnons l'un de l'autre, ne en recevoir aucun que premier il ne s'en soit enquis au maistre du service duquel sera sorti ledit serviteur, s'il luy aura donné congé et s'il est content qu'il le prenne, sur peine d'amende arbitraire » (3).

1. Statuts des fourbisseurs donnés par Jehan de Montigny, prévôt de Paris, décembre 1290. *Métiers de Paris*, t. II, p. 360.

2. Lettres du prévôt de Paris approuvant les statuts des buffetiers vinaigriers, 1412. *Ibid.*, t. I, p. 538.

3. Statuts des épiciers apothicaires du bourg de Saint-Germain des Près lez Paris, 1567. *ibid.* p. 519.

Pour assurer davantage l'observation de cette règle, on astreint l'ouvrier à diverses formalités qui rappellent sensiblement les dispositions du livret. Après avoir prévenu le maître un certain temps à l'avance de son intention de le quitter, il devra obtenir de lui un certificat par écrit constatant l'exécution complète de ses engagements et la façon dont il s'est comporté durant son service. A défaut de ce congé, l'ouvrier ne trouvera pas de travail, le maître qui l'emploierait serait frappé, et lui aussi, d'une peine fixée par les règlements ou même arbitraire « que les compagnons dudit mestier ne pourront quitter le mestre ou ils seront en service pour servir ung autre mestre, sans le congé de son dit mestre, et qu'il n'en ayt certificat par escript à peine de demy escu d'amende, et le mestre qui aura retiré ledit serviteur sans avoir ledit certificat, payera deux escus d'amende (1).

« Ne pourront les maistres boulangers recevoir ni retenir chez eux les compagnons d'un autre maistre, ni les employer qu'auparavant ils ne sçachent si le précédent maistre a été content des services desdits compagnons, et s'il ne veut pas les retenir. Lesdits compagnons seront tenus pour cet effet d'en représenter un certificat et ne pourront quitter ledit maistre sans l'avoir averti quinze jours auparavant, à peine en cas

1. Lettres patentes de Henri III approuvant les nouveaux statuts de la communauté des bouchers de la grande boucherie et de celle du cimetière saint Jean, 1587 *ibid.* p. 283.

de contravention en l'un ou l'autre cas, de vingt livres d'amende payable tant par le compagnon que par le maistre qui l'aura receu et pris à son service » (1).

Cette réglementation n'a qu'un but, assurer la tranquillité des maîtres, il est vrai, pourrait-on dire, que les compagnons en profitent puisque ça leur constitue en quelque sorte le monopole du travail à effectuer, mais encore une fois c'est un résultat détourné auquel on n'a jamais pensé dans la rédaction des derniers statuts « l'ouvrier restait enfermé dans une corporation dont il n'était véritablement pas membre, mais à laquelle il était subordonné » (2). Toutes les questions qui intéressent exclusivement la classe ouvrière sont soigneusement laissées de côté, ou plutôt on les ignore, comment supposer que cette classe ait des intérêts à débattre, elle n'existe pas pour les octroyeurs de privilèges. Aussi ne doit-on pas s'étonner que les statuts ne contiennent aucun détail sur la teneur des contrats de louage et leur durée, ni sur le chiffre des salaires.

1. Lettres patentes de Louis XV confirmant les statuts des boulangers, 1719. *ibid.* p. 218.

2. Enquête de 1868 sur les Conseils de Prud'hommes et les livrets d'ouvriers. Séance du 15 décembre, déposition de M. Levasseur.

§ 3. — *Ingérence du pouvoir royal. Mesures de police concernant la classe ouvrière.*

Il arriva que les ouvriers ne trouvant plus dans le corps de métier l'asile commun d'autrefois, et sentant leur force grandir avec leur nombre, commencèrent à s'agiter et à ne plus obéir strictement aux prescriptions établies par les maîtres. D'ailleurs bien des choses se sont modifiées. La royauté soucieuse d'unité administrative et de concentration, étend sa surveillance sur les corporations; l'édit de 1581 qui donne à l'institution des corps et communautés d'arts et métiers l'étendue et la forme d'une loi générale, marque une phase importante dans l'histoire du travail industriel, de la police duquel la royauté achève par cet acte la prise de possession (1). Elle dispose à son gré du droit au travail qu'elle considère comme un droit royal et domanial. Dans certaines circonstances solennelles, telles que le mariage des princes, l'entrée dans une ville ou la signature d'un traité de paix, en dernier lieu à toute occasion politique de quelque importance, les rois créaient des maîtrises avec dispense du chef-d'œuvre.

Ce fut à l'origine un don gratuit, mais les nécessités du Trésor en firent bientôt une ressource financière qu'on ne prit même point la peine de déguiser. L'Edit

1. Cf. Renouard. *Droit industriel*, p. 43.

d'avril 1597 est rendu d'abord pour que le royaume soit « réduit et policé » et qu'on puisse « esviter aux partiallitez, monopoles, longueurs et excessives despen-
ses » mais aussi, ajoute le roi « pour que nous puis-
sions à l'advenir recevoir le bien qui nous peut prove-
nir de tous lesdits droicts, et nous en servir en l'ex-
trême commodité de nos affaires ». Aussi voit-on éta-
blir à chaque instant des charges nouvelles. Pour l'en-
retien de l'armée, Louis XIV augmente le nombre des
fficiers de police sur les métiers et marchandises. En
1691 les fonctions électives de gardes et jurés sont sup-
primées et remplacées par des titres d'office. La
royauté décide complètement du sort des corporations
et fixe les règles de discipline ; c'est à elle que s'adres-
seront les maîtres pour lui demander d'assurer le bon
ordre et de les protéger contre les exigences et la mau-
vaise volonté des compagnons.

Ces quelques détails étaient nécessaires à connaître
pour comprendre le rôle joué par la monarchie dans la
seconde moitié de l'ancien régime. Elle s'occupe active-
ment du commerce et de l'industrie, elle cherche à
restreindre les abus et à encourager les progrès ; si
on ajoute à ces désirs très nobles, le goût et la posses-
sion d'une autorité sans limites, on saisira les causes
de toutes les dispositions réglementaires dont la royau-
té a fait usage.

..

Il nous reste à voir très rapidement l'ensemble des mesures de police concernant la classe ouvrière. Et d'abord qu'est-ce qui les a provoquées?

A mon avis surtout l'établissement des manufactures et les exagérations du compagnonnage.

Il ne faudrait pas prendre le mot « manufactures » dans le sens que nous lui attribuons aujourd'hui et s'imaginer cette agglomération d'individus dans de grands ateliers. Une manufacture était au temps de Henri II, « non pas un établissement proprement dit, mais un centre de travail » (1).

Elles se sont développées dans la suite grâce à la protection royale qui sut les entourer de privilèges et les mettre à l'abri des règles entravant la petite industrie. L'essor donné à la fabrication par ce perfectionnement

1. Du Cellier. *Histoire des classes laborieuses*. « Le manufacturier créait les échantillons, les dessins des étoffes ; il possédait quelquefois un nouveau métier, un procédé particulier de teinture, mais le plus souvent, il n'avait pas un seul métier à lui. Il passait des marchés pour telle ou telle façon de la matière première avec des maîtres ouvriers, propriétaires de métiers et qui eux-mêmes se faisaient aider par des compagnons ou apprentis pour l'exécution de la tâche convenue. L'innovation réelle consistait en ce que le manufacturier avait une existence indépendante de celle de ses concurrents, et n'était en relation immédiate qu'avec l'autorité royale qui lui concédait un monopole de dix ans le plus souvent, pour la vente de ses produits, soit dans toute la France, soit dans une province. *Ibid*, p. 222,

des procédés industriels multiplie les demandes de bras, les ouvriers affluent et finissent par former un ensemble excessivement nombreux, une véritable classe avec laquelle il faudra désormais compter. Quoique les documents statistiques de l'ancien régime méritent souvent peu de créance, M. de Tocqueville affirme que pendant les soixante ans qui ont précédé la révolution française, le nombre des ouvriers a plus que doublé à Paris, tandis que dans la même période, la population générale de la ville n'augmentait que d'un tiers (1).

La raison en est peut-être dans la liberté dont jouissaient à Paris la plupart des artisans. On n'ignore pas que dans certains faubourgs, notamment ceux de Saint-Antoine et de Montmartre, les ouvriers par faveur spéciale étaient dispensés de se conformer aux règlements des communautés d'arts et métiers. L'Edit de 1776 reconnaissait que cette liberté n'avait pas produit d'effets fâcheux et que les ouvriers des faubourgs et autres lieux privilégiés ne travaillaient pas moins bien que ceux de l'intérieur de Paris (2).

Cette augmentation du nombre des ouvriers, le travail à certains endroits rendu plus libre, l'état de cho-

1. De Tocqueville. *L'anc. Rég. et la Rév.*, p. 138.

2. Citons encore comme travaillant à l'abri des prescriptions des corps de métier, les ouvriers installés dans la galerie du Louvre auxquels Henri IV avait en 1608 accordé des lettres de maîtrise indépendantes, et dont les privilèges furent confirmés par Louis XIV en 1671.

ses nouveau créé par l'établissement des manufactures, tout cela entretient une certaine effervescence dans la classe ouvrière qui s'agite et s'affirme et par là même commence à inquiéter le pouvoir.

Le compagnonnage étend partout ses ramifications. Ecrasés par le monopole des maîtres, les compagnons avaient cherché dans l'association les garanties que leur refusaient les lois ; ils s'étaient organisés en vastes sociétés secrètes et liés entre eux par des cérémonies mystérieuses. L'habitude de se déplacer, de voyager pour compléter l'instruction professionnelle et courir les chances de la fortune devient générale et chaque compagnon tient à honneur de faire son tour de France.

L'institution du compagnonnage rend aux ouvriers les mêmes services que la corporation aux maîtres, on s'entend pour se procurer de l'ouvrage, pour refuser les mauvaises corditions, on va même jusqu'à imposer ses volcntés et sile patron refuse, on prononcera la damnation de sa boutique. Cette quarantaine s'étend jusqu'aux villes dont les compagnons croient avoir à se plaindre, et les magistrats municipaux seront quelquefois obligés de présenter des excuses et de faire des concessions.

Les choses vont plus loin. Les ouvriers se réunissent, concertent un prix et refusent de travailler plutôt que de diminuer leurs prétentions. De toutes parts on signale « un désordre extraordinaire qui mérite

repréhension ». On oublie que c'est la conséquence naturelle d'un régime d'oppression, mais « au lieu de prévenir les émeutes par de sages mesures et d'utiles améliorations, au lieu de rechercher les causes morales de ces soulèvements, de ces coalitions la royauté ne songe qu'à étouffer les tentatives et punir les malheureux qui osent réclamer » (1).

Aussi n'est-il pas étonnant que des excès se produisent. Les ouvriers de bâtiments et les garçons tailleurs qui ont coutume de s'assembler à la place de Grève non seulement ne veulent pas travailler « à prix raisonnable » mais ils empêchent les nouveaux venus de le faire et à ce sujet « battent et outragent ceux qui ne sont pas de leur cabale » (2).

Le désordre est général, un édit du roi de 1702 constate l'altération de la police des corps de marchands, l'inexécution des édits de 1581 et 1597, et ordonne aux gardes, syndics et jurés des corps, de remettre aux intendants les mémoires de ce qu'ils jugeront nécessaire pour établir et maintenir la discipline.

Le pouvoir royal prend sérieusement ombrage et les mesures de police s'efforcent d'attacher l'ouvrier à son métier comme autrefois le serf à la glèbe.

Un arrêt du conseil du 27 décembre 1729 fait dé-

1. Ch. Louandre. *Revue des Deux Mondes*, N° de décembre 1850.

2. Ordonnance de police du 21 mai 1667.

fense sous peine de trois cents livres d'amende aux voituriers et ouvriers des fourneaux et des forges « faisant œuvre de fer dans l'étendue du royaume » d'abandonner le travail lorsque les fourneaux seront allumés, jusqu'à ce qu'ils aient été mis dehors par les maîtres de forges. (1)

Un arrêt du Parlement du 30 septembre 1730 cherchant à prendre les précautions les plus convenables pour prévenir les vols de plomb qui se commettaient dans Paris et qu'on devait, à cause de leur fréquence, attribuer aux ouvriers du bâtiment, enjoint à tous les compagnons et apprentis de ces métiers de faire enregistrer au bureau de la communauté leurs « noms, surnoms et demeures, même leur changement de domicile, aussitôt qu'ils en changeront, le tout sur un registre qui sera tenu à cet effet, et parafé par première et dernière, par le lieutenant général de police » (2).

Citons encore une ordonnance du roi du 23 août 1733 enjoignant d'arrêter dans les auberges et logis, tant de la ville et faubourgs de Paris que dans les environs, tous les mendiants et gens sans aveu, ouvriers et domestiques, qui s'y trouveront, s'ils ne sont munis de certificats de fidélité signés des maîtres qui les emploient ou auront employés, ou au service desquels ils seront « lesquels certificats lesdits ouvriers et do-

1. Peuchet. T. III, p. 440.

2. *Ibid.*, p. 449.

mestiques seront tenus de représenter lors des visites de nuit, comme aussi de les faire renouveler de quinzaine en quinzaine, à peine d'être procédé contre eux comme vagabonds et gens sans aveu » (1).

1. Peuchet. T. IV, p. 76.

CHAPITRE II

Réglementation générale.

§ 1. — *Edit du Roi de 1749.*

Malgré leur nombre considérable, toutes les mesures particulières prises pour assurer l'ordre dans la rue et la discipline à l'intérieur du métier, furent jugées insuffisantes. Le pouvoir crut nécessaire, d'édicter une règle générale, c'est à cette pensée qu'il faut attribuer la création du livret dont on trouve l'indication très nette dans l'édit du roi de 1781. Mais en fait la mesure date de 1749, l'année où furent enregistrées les lettres patentes de Louis XV sur arrêt portant règlement pour les compagnons et ouvriers qui travaillent dans les fabriques et manufactures du royaume.

Dans le préambule qui est très intéressant parce qu'il laisse bien à entendre que les torts ne sont pas d'un seul côté, le roi déclare vouloir arrêter le cours des abus préjudiciables.

Les ouvriers, en majeure partie, quittent les fabricants et les entrepreneurs qui les emploient sans

avoir pris d'eux un congé par écrit. Beaucoup s'en vont sans avoir achevé l'ouvrage qu'ils ont commencé, et même le plus ordinairement sans avoir rendu les avances qui leur ont été faites sur leur salaire.

La conduite des fabricants n'est pas non plus à l'abri des reproches, et l'excès de licence qu'on a signalé, provient pour une bonne part de leur mauvaise façon d'agir. La grande majorité reçoivent chez eux des compagnons et des ouvriers sans s'embarrasser d'où ils sortent et sans s'informer des raisons qu'ils ont eues pour quitter leurs maîtres. Les uns le font par insouciance, par ennui de se déranger ou par simple limitation, les autres parce qu'ils peuvent se procurer ainsi des ouvriers à bon compte, souvent même gêner leurs collègues en les privant au moment opportun de la quantité de bras qui leur est nécessaire.

Pour toutes ces raisons « Faisons très expresses inhibitions et défenses à tous compagnons et ouvriers employés dans les fabriques et manufactures de quelque espèce qu'elles soient, de les quitter pour aller travailler ailleurs, sans en avoir obtenu un congé exprès et par écrit de leurs maîtres, à peine contre les dits compagnons et ouvriers de cent livres d'amende, au paiement de laquelle ils seront contraints par corps.

« Pourront néanmoins les dits compagnons et ouvriers dans les cas où ils ne seraient pas payés de leurs salaires par leurs maîtres, et qu'ils essuyeraient de mauvais traitements, qu'ils les laisseraient sans ouvra-

ge, ou pour d'autres causes légitimes, se pourvoir par devant les juges de police des lieux pour en obtenir, si le cas y échet, un billet de congé, qui ne pourra cependant leur être délivré en aucun cas, qu'il n'aient achevé les ouvrages qu'ils auraient commencés chez leurs maîtres et acquitté les avances qui pourraient leur avoir été faites ».

« Faisons aussi très expresse défense à tous fabricants et entrepreneurs de fabriques et manufactures, de prendre à leur service aucuns compagnons et ouvriers ayant travaillé chez d'autres de leur état et profession dans notre royaume, sans qu'il leur soit apparu d'un congé par écrit des maîtres qu'ils auront quitté, ou des juges de police en certains cas, à peine de trois cents livres d'amende pour chaque contravention, et de tous dépens, dommages et intérêts.... ».

∴

§ 2. — *Abolition des corporations.*

L'influence de ces mesures se fit sentir pendant quelque temps, mais les désordres ne tardèrent pas à renaître ; d'ailleurs le régime de réglementation auquel était soumis le travail, commençait à peser lourdement à tout le monde. Les premières réclamations timides s'accrochèrent, une école leur prêta l'appui de ses doctrines et en 1776 Turgot « osa porter la hache au pied

de cette forêt de corporations dont l'ombre couvrait nos cités et empêchait la fécondité de nos arts ». (1)

Louis XVI par son célèbre Edit de février posa le principe de la liberté du travail et affirma sa volonté d'assurer à tous ses sujets la jouissance pleine et entière de leurs droits ; il reconnaissait devoir cette protection surtout « à cette classe d'hommes qui n'ayant de propriété que leur travail et leur industrie, ont d'autant le besoin et le droit d'employer dans toute leur étendue les seules ressources qu'ils aient pour subsister. »

Par suite l'Edit condamnait tous les abus des corporations depuis la grande difficulté pour les ouvriers d'arriver à la maîtrise jusqu'aux embarras créés aux citoyens par cette privation du droit de choisir à leur gré les ouvriers qu'ils voudraient employer. L'ensemble de ces règles empêchait la concurrence, gênait la perfection du travail et réduisait ceux dont la fortune ne pouvait suffire à solder les droits arbitrairement fixés « à n'avoir qu'une existence précaire sous l'empire des maîtrises, à languir dans l'indigence ou à porter hors de leur patrie une industrie qu'ils auraient pu rendre utile à l'Etat. »

Comme conséquence, l'Edit décrétait la suppression des jurandes et communautés de commerce, arts et métiers, et de « ces espèces de codes obscurs rédigés

1. Rapport Regnault, *loc. cit.*

par l'avidité, adoptés sans examen dans des temps d'ignorance, et auxquels il n'a manqué, pour être l'objet de l'indignation publique, que d'être connus. »

Citons en passant la mesure de police prise à l'égard des simples ouvriers travaillant pour le compte des maîtres et entrepreneurs d'ouvrages. Ces derniers étaient tenus à toute réquisition, d'en représenter au lieutenant-général de police, un état contenant le nom, le domicile et le genre d'industrie de chacun d'eux.

La réforme tentée n'était malheureusement pas mûre, et les esprits s'insurgèrent contre cette destruction radicale de l'ancien état de choses (1). On accueillit par des protestations violentes l'édit de libération et le roi n'osant soutenir jusqu'au bout la politique de son ministre, rapporta une partie de ses décisions dans un Edit du mois d'août 1776, qui créait de nouveau six corps de marchands et quelques communautés, tout en

1. « Dès que l'esprit de subordination sera perdu, l'amour de l'indépendance va germer dans tous les cœurs. Tout ouvrier voudra travailler pour son compte ; les maîtres actuels verront leurs boutiques et leurs magasins abandonnés, le défaut d'ouvrage et la disette qui en sera la suite, amènera cette foule de compagnons échappés des ateliers où ils trouvaient leur subsistance et la multitude que rien ne pourra contenir, causera les plus grands désordres... »

Discours de l'avocat général Séguier au Parlement appelé à Versailles pour enregistrer l'Edit de février 1776. *Œuvres de Turgot.*, t. II. p. 335 en note.

conservant libres certains genres de métiers ou de commerces.

Sans insister aucunement sur les modifications introduites, nous devons noter, car cela rentre dans le cadre de notre étude, que ce nouvel édit remettait en vigueur les règlements concernant la police des compagnons d'arts et métiers et notamment les lettres patentes du 2 janvier 1749, c'est-à-dire qu'il faisait défense aux compagnons de quitter leurs maîtres sans les avoir avertis dans le temps fixé et sans avoir obtenu d'eux un certificat de congé. De leur côté, les maîtres étaient tenus d'accorder ces certificats après le temps de l'avertissement expiré, et il leur était interdit de les refuser sous quelque prétexte que ce fût.

Naturellement les maîtres ne pouvaient recevoir aucun compagnon qu'il ne leur eût représenté le certificat de congé prescrit ou la permission qui en tiendrait lieu « sous telle peine qu'il appartiendra contre les maîtres, garçons ou compagnons ».

§ 3. — *Edit du Roi de 1781. Etablissement officiel du livret.*

Malgré toutes les mesures édictées contre elle, la population ouvrière en qui fermentaient des idées de révolte, continuait de s'agiter ; le pouvoir voyait se dresser peu à peu devant lui cette collectivité dont on avait

si longtemps abusé et qui finissait par prendre conscience de sa force. « C'était elle qui sous le ministère Turgot s'était soulevée à l'instigation des mécontents et qui avait été presque dans Versailles étaler le spectacle de sa misère et effrayer tout à coup la cour au souvenir de ces fureurs oubliées depuis plusieurs siècles. »

Les difficultés se reproduisirent et Louis XVI jugea nécessaire de renouveler les lettres de son prédécesseur en y ajoutant des prescriptions nouvelles « pour entretenir la subordination parmi les ouvriers dans les pays manufacturiers ». Tel est l'objet de l'Edit du 17 septembre 1781.

« Les conventions qui auront été faites entre les maîtres et les ouvriers seront fidèlement exécutées, en conséquence les maîtres ne pourront renvoyer leurs ouvriers et réciproquement les ouvriers ne pourront quitter leurs maîtres, avant le terme fixé par les engagements, s'il n'y a cause légitime ».

« Dans le cas où les engagements n'auraient pas de terme fixe, les ouvriers ne pourront quitter leurs maîtres qu'après avoir achevé les ouvrages qu'ils auront commencés, avoir remboursé les avances qui auront pu leur être faites, et avoir averti les maîtres huit jours auparavant ».

« Lorsque les ouvriers auront rempli le terme de leurs engagements et qu'à défaut de terme convenu entre eux et leurs maîtres, ils se seront conformés à

ce qui est prescrit par l'article précédent, les maîtres seront tenus de leur délivrer un billet de congé ».

L'Edit ajoutait défense pour tous entrepreneurs des manufactures, fabricants, contre-maîtres de fabrique ou maîtres ouvriers tenant boutique de débaucher directement ou indirectement aucun ouvrier et même de lui donner de l'ouvrage, sans la représentation préalable du billet de congé.

Ce sont bien là toutes les dispositions de l'Edit de 1749, mais il y a en plus dans l'Edit de 1781 deux dispositions qu'il importe essentiellement de mettre en relief.

Pour prévenir, sans doute les coalitions et les bruits, en tout cas pour en faciliter la répression et fournir à la police des moyens de recherche, l'Edit ordonne à tout ouvrier qui voudra travailler dans une ville de se faire enregistrer lors de son arrivée par nom et surnom au greffe de police.

Enfin pour assurer la conservation des différents certificats que l'ouvrier pourra recevoir dans le cours de sa vie professionnelle, et avoir ainsi la possibilité de contrôler ses états de service, l'Edit veut que les ouvriers aient un « livre ou cahier » sur lequel seront portés successivement les certificats délivrés par les maîtres chez lesquels ils auront travaillé.

Voilà donc l'établissement du livret, mais combien peu semblable à celui de 1803, d'ailleurs il n'y a pas grand chose de changé à ce qui existait auparavant. L'ouvrier devait présenter à son nouveau maître un billet de congé délivré par le précédent, jusqu'alors le dernier billet suffisait, les autres n'ayant plus de valeur propre ni d'utilité pratique.

Pour mieux connaître le passé de l'ouvrier et se rendre compte de sa conduite dès le début, on exige dorénavant la collection de tous les billets et au lieu de les conserver sous forme de feuilles volantes, ce qui présenterait des inconvénients, l'ouvrier possédera un petit carnet qui les contiendra tous et sur lequel seront portées les indications prescrites. C'est tout.

La plupart des auteurs s'accordent néanmoins à déclarer très importante l'innovation de l'Edit de 1781 et vont même jusqu'à lui attribuer la création du livret, or, à notre avis, il n'a fait que sanctionner une coutume qui s'était établie spontanément, nous ne pensons donc pas qu'il faille tant affirmer : en prescrivant l'usage du livret, l'Edit l'a généralisé et étendu à tous les ouvriers, mais on peut trouver trace de l'institution dans des documents antérieurs. Il suffira de citer deux ordonnances de police, l'une du 22 juillet 1778 portant règlement tant pour le service du carreau de la halle que pour les garçons traiteurs, rôtisseurs et pâtissiers, l'autre du 6 mars 1779 concernant les distillateurs, li-

monadiers et vinaigriers de la ville, faubourgs et banlieue de Paris (1).

La première décide qu'un maître ne pourra sous aucun prétexte prendre un garçon qu'après s'être fait représenter le livret dudit garçon pour connaître s'il a obtenu le congé de son dernier maître, et qu'avant d'enregistrer au bureau de placement l'entrée du garçon dans une nouvelle maison, le préposé se fera représenter son livret pour connaître s'il a obtenu le certificat de congé de son dernier maître.

La seconde porte qu'aucun garçon ne pourra quitter le maître chez lequel il demeure qu'après l'avoir averti huit jours avant sa sortie, duquel avertissement le maître sera tenu à l'instant d'en faire mention sur le livret dudit garçon et en sa présence, et lors de la sortie de ce dernier, le maître sera pareillement tenu de certifier à la suite de ladite mention que le garçon a fait les huit jours prescrits par le règlement, et de déclarer succinctement dans le certificat qui sera inscrit sur ledit livret s'il a été satisfait ou non de la conduite dudit garçon (2).

Pour nous donc le livret de cette époque n'a pas une signification précise ni surtout le rôle spécial qu'on lui attribuera en 1803 et que nous aurons à étudier. Le li-

1. *Coll. off. des Ord. de police*, p. 124 et 129.

2. On retrouve des dispositions semblables dans l'ordonnance du lieutenant-général de police, du 15 mars 1779, concernant les garçons marchands de vin.

vret institué par la loi du 22 germinal an XI et l'arrêté du 9 frimaire an XII contient réunies la formalité du congé d'acquit et la déclaration à la police, alors que sous l'ancien régime ces formalités étaient absolument distinctes. Jusque-là c'est le billet de congé qu'on réclame, c'est lui seul qu'on a en vue : le livret de 1781 n'est qu'une forme nouvelle donnée à une vieille institution.

DEUXIÈME PARTIE

LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE

CHAPITRE I

Liberté du travail. Désordres de la classe ouvrière. Décret des 14, 17 juin 1791. Disparition du livret.

Nous arrivons à la fin de l'ancien régime, les événements se précipitent, le roi est obligé de convoquer les Etats généraux et ceux-ci réclament la liberté générale. Dans la fameuse nuit du 4 août se prononce la condamnation de tous les privilèges, une ère nouvelle commence, le vent de la révolution balaie les derniers abus et l'égalité des citoyens se trouve pour la première fois inscrite dans la loi.

Spécialement en ce qui concerne la classe ouvrière, la rédaction des vœux du 4 août réclamait la réformation des jurandes, mais le décret qui résume ces décisions, se bornait à la promettre. D'où provient cette

lenteur et pourquoi la liberté du travail n'a-t-elle pas été sanctionnée aussi vite que tous les autres droits. Je crois qu'il est bon de s'arrêter devant cette indécision qui étonne au premier abord et d'en rechercher les motifs.

Il ne faut pas oublier que la Révolution est le fait du Tiers-Etat, autrement dit de la bourgeoisie, la population ouvrière, on s'en est bien servi pour accomplir les actes d'énergie nécessaires, mais on ne s'y intéresse pas, il n'y a pas de chef qui la commande et qui formule l'ensemble de ses revendications. Et puis il faut bien le dire, la question du travail ne se présente pas, ne pouvait pas se présenter dans toute son ampleur. Pendant la période réglementaire des corporations, tout s'est trouvé fixé par les statuts, les gens du dehors ne s'en occupent pas, certes ils ont eu à en souffrir mais presque inconsciemment et les paroles de l'avocat général Séguier reflètent bien la pensée du grand nombre, la liberté du travail n'apparaît pas comme un bien pour les acheteurs. En fin de compte, et quelle qu'en soit la raison, les esprits ne lui accordent qu'une utilité de second plan. « Evidemment tandis que pour tout le monde, l'abolition de la féodalité est une question nationale, la réforme du régime industriel ne s'élève pas au-dessus des questions de police locale (1). »

1. Du Cellier, *op. cit.* p. 313.

La preuve en est que c'est seulement pas le décret des 2-17 mars 1791 que la liberté du travail est formellement acquise. Jusque-là subsistent les règles anciennes, bien qu'en fait elles ne soient plus observées.

Les compagnons quittent leurs maîtres sans les prévenir ni leur réclamer de certificat, les patrons agissent avec la même désinvolture, se souciant peu des prescriptions gênantes et cherchant à tirer le plus grand profit de cette anarchie industrielle.

Les ouvriers rendus tout à coup libres, arrivent en foule à Paris, les agitations du moment, les troubles qui se généralisent, arrêtent l'essor des affaires et des masses d'ouvriers sans travail augmentent encore le désordre.

L'instruction professionnelle très négligée pendant les dernières années, est presque nulle, les patrons s'arrachent les quelques bons travailleurs qui restent, la concurrence réduit les salaires à l'extrême, la misère devient générale et les grèves éclatent suscitées par la paresse des ouvriers, leur mauvaise volonté et l'absence de toute mesure d'ordre.

∴

Nous avons dit plus haut que l'abolition définitive de tous les droits d'aides, de toutes les maîtrises et jurandes remontait au décret des 2-17 mars. Ce dernier porte établissement des patentes, reconnaît à toute personne la liberté de faire tel négoce ou d'exercer

telle profession qu'il lui plaira, elle ne sera tenue qu'à deux choses 1° se pourvoir d'une patente et en acquitter le prix et 2° se conformer aux règlements de police qui sont ou pourront être faits.

Ce droit d'établir des restrictions dans l'intérêt public fut bientôt mis en pratique. L'Assemblée nationale par un décret du 26 juillet 1791 défendit provisoirement sous peine d'amende aux compagnons et ouvriers papetiers de quitter leurs maîtres pour aller chez d'autres s'ils ne les ont avertis six semaines auparavant en présence de deux témoins; de leur côté les maîtres ne pourront renvoyer leurs ouvriers sans avoir rempli la même formalité. Pour l'engagement, le décret exige le congé par écrit du dernier maître, et punit d'une amende de 300 livres ceux qui recevraient à leur service ou engageraient des compagnons qui ne le leur auraient point représenté (1).

..

Dans la revue très rapide de cette période intermédiaire qui ne doit pas nous retenir longtemps, il nous faut cependant signaler le décret des 14-17 juin 1791, plus connu sous le nom de loi Chapelier.

Les ouvriers qui avaient délaissé le travail et orga-

1. Mêmes dispositions dans l'arrêté du Directoire exécutif du 16 fructidor an IV contenant règlement pour la police des papeteries.

nisé des grèves, cherchaient à s'entendre sur leurs intérêts réciproques afin de prendre des résolutions en conséquence. L'esprit de réunion et de discussion était bien dans le goût du jour, le nombre incalculable des clubs suffirait à le prouver.

L'Assemblée nationale crut la liberté du travail en danger, elle vit dans ces associations libres comme une tentative de retour aux anciennes corporations ; c'était une erreur grossière mais qui prévalut et sur le rapport de Chapelier fut votée la loi qui défend aux citoyens d'un même état ou profession de se nommer des présidents, tenir des registres, prendre des arrêtés ou délibérations et de former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs.

∴

Il était bien évident qu'après l'abolition des maîtrises et des jurandes, toutes les règles qui s'y rattachaient, tomberaient en désuétude, c'est ce qui advint notamment pour l'institution du livret, les patrons ne sentirent pas la nécessité d'en conserver l'usage, les ouvriers ne tentèrent pas d'en fixer l'habitude, les uns par dégoût d'une pratique gênante, les autres par constatation de l'inutilité de leurs efforts puisque le certificat qu'ils présentaient ne leur était d'aucun profit. Le livret tomba donc en désuétude. Il devait être rétabli par Napoléon et non plus uniquement comme

preuve de bon travail et d'acquit des engagements mais encore comme mesure de police et fiche d'immatriculation. Nous l'envisagerons sous cet aspect dans les chapitres suivants et nous espérons démontrer que tel était bien le but de l'œuvre consulaire.

TROISIÈME PARTIE

LA LÉGISLATION DU CONSULAT

CHAPITRE I

§ 1. — *Plaintes des industriels. — Exposé de la situation, rapport Chaptal et rapport Régnault.*

Au moment où nous reprenons notre étude, l'ordre se trouve à peu près rétabli, les coalitions étrangères ont été repoussées, la victoire sourit à nos armes, et si l'on n'ose opérer une paix de longue durée, on a du moins confiance dans la stabilité du nouveau gouvernement, l'industrie et le commerce longtemps comprimés par les dangers extérieurs et aussi par les agitations du dedans semblent renaître et refleurir, mais les industriels ne veulent pas s'aventurer sans l'assurance d'une protection efficace, sans la certitude même qu'ils réussiront. Que craignent-ils surtout à l'intérieur ? la mauvaise volonté des ouvriers, leur irrégularité au travail, que veulent-ils ? la main mise sur les

artisans, les pouvoirs nécessaires à leur domination, le droit de les choisir, de les renvoyer et le droit de les retenir à l'atelier. Aussi réclament-ils des mesures énergiques ; il faut avouer qu'ils ne pouvaient mieux s'adresser qu'au premier Consul.

Certes Napoléon fut un excellent administrateur, mais il détestait par trop les idéologues et l'idée de liberté. Considérant la France comme un vaste camp, il eut pour unique souci d'embrigader ses sujets et de leur imposer à tous sans distinction une discipline de fer. Cette ignorance voulue de l'individu lui est particulière, et on en retrouve la trace dans toutes les institutions de l'Empire dont les mœurs et le style ont subi l'empreinte des vieux clichés romains.

Les commerçants adressèrent des pétitions au ministre de l'Intérieur, et celui-ci, c'était alors Chaptal que l'Empire devait faire comte, présenta aux consuls de la République, le 13 ventôse de l'an X un rapport concernant les manufactures et les gens de travail de toute profession(1).

Après avoir rappelé le temps funeste des corporations et des règlements, et salué l'ère de liberté créée par la Constituante, le ministre fait un tableau très sombre du nouvel état de choses.

Sans doute, dit-il, on ne peut contester que dans cet état de liberté, plusieurs arts n'aient été inventés ou considérablement perfectionnés, et qu'il ne se soit for-

1. *Moniteur* de l'an X, p. 668.

mé des établissements importants malgré des circonstances d'ailleurs très défavorables résultant soit de l'instabilité des signes monétaires, soit de l'évanouissement d'énormes capitaux. Mais en décrétant l'indépendance la plus absolue de l'industrie, l'Assemblée constituante pouvait prévoir que la mauvaise foi ne tarderait pas à combiner les fraudes possibles dans la nouvelle situation où son décret mettait un grand nombre d'intérêts majeurs. Elle aurait dû y pourvoir par une loi appropriée à cette situation, cependant elle négligea de le faire, de là sont nés les désordres contre lesquels dans ces derniers temps on a porté les plaintes les plus vives.

Entre autre choses, le ministre citait la violation des contrats consentis pour raison d'apprentissage, qui faisait qu'on n'osait plus engager d'apprentis ; les infidélités commises sur les matières premières confiées pour être mises en œuvre ; les spéculations frauduleuses d'hommes cupides abusant de l'inexpérience des consommateurs.

Enfin en ce qui nous concerne spécialement, Chaptal affirmait que l'habitude de violer les engagements relatifs au travail était devenue si universelle parmi les ouvriers qu'on ne pouvait plus compter sur leur coopération, d'où il résultait que les fabricants étaient détournés de toutes les entreprises de quelque étendue par la crainte de se voir obligés d'y renoncer avant de les avoir consommées,

Le ministre n'ajoutait pas que la faute en incombait pour une grande part à ces même fabricants qui cherchaient par tous les moyens possibles à s'enlever des ouvriers et à se nuire ainsi les uns aux autres. Cette manœuvre qui privait quelquefois les entrepreneurs du travail de leurs ouvriers au moment où ils en avaient le plus besoin, était l'une de celles qui avaient fait naître le plus de plaintes.

Chaptal avait adressé le projet de loi aux conseils d'agriculture, arts et commerce formés par ses ordres soit dans les chefs-lieux de département, soit dans les villes de fabrique, et il constate avec une digne émotion que ces conseils « composés de fabricants et de négociants distingués dont les fonctions n'ont d'autre salaire que le plaisir bien doux, sans doute de faire le bien » se sont livrés avec le plus grand zèle à l'examen demandé.

Les réponses ne pouvaient être différentes de ce qu'elles furent. Ainsi le bureau de commerce de Lyon, dans son avis du 24 brumaire, admire que rien n'ait été négligé ni omis de ce qui pouvait consacrer à la fois les intérêts respectifs des chefs de manufactures et des ouvriers. Pour ces derniers, la phrase est jolie, elle montre ou bien qu'on ne les jugeait vraiment pas difficiles à contenter, ou bien, ce qui est plus exact, qu'on ne se souciait pas d'eux et qu'on ne tenait aucun compte de leurs intérêts, la preuve en est qu'ils ne furent jamais consultés.

Toujours est-il que de l'avis unanime des opinants, il était urgent d'agir, car, et c'est ainsi que se termine le rapport Chaptal, on sentait vivement le besoin de remplacer par des règlements sages, l'anarchie et l'arbitraire qui dévoraient les ateliers.

Dans son rapport au Corps législatif du 10 germinal pour la présentation du projet de loi, Regnault (de Saint-Jean d'Angely) s'élève contre les mêmes désordres et présente les mêmes observations (1).

Il reconnaît bien que sous le régime des corporations chaque mouvement des ouvriers de toutes les classes était soumis à une police trop rigoureuse, mais il s'empresse d'ajouter que les temps d'anarchie les ont livrés à un funeste oubli de leurs devoirs. Les conventions entre les ouvriers et ceux qui les emploient étaient soumises à des règles observées avec un superstitieux respect, depuis on s'en est joué impunément « C'est ainsi que nous avons vu des lois de police méconnues par des ouvriers qui portaient le désordre dans les ateliers et les cités. C'est ainsi que des propriétaires qui avaient rassemblé autour d'eux une famille d'ouvriers dont ils étaient les pères, ont vu des prétentions injustes altérer ou détruire le patrimoine qu'un honorable travail leur avait acquis ».

Certes les ouvriers sont coupables, mais ils n'assument pas tous les torts et Regnault, avec plus de jus-

1. Rapp. Regnault, *loc. cit.*

tice ou de franchise que Chaptal, fait le procès des patrons malhonnêtes et s'indigne « qu'un voisin envieux, stupide et sans honneur, débauche (pour me servir d'une expression qui peint le mieux la lâcheté de son action) débauche l'ouvrier que forma son voisin, et cherche à édifier ses succès sur des ruines, sa fortune sur des malheurs. »

§ 2. — *La loi du 22 germinal an XI, l'arrêté du 9 frimaire an XII.*

Le 19 germinal le projet de loi fut voté à l'unanimité par le Tribunat et adopté le 22 par le Corps législatif.

La loi du 22 germinal an XI dans son titre 1^{er} autorise l'établissement, dans les lieux où le Gouvernement le jugera convenable, de chambres consultatives dont les fonctions seront de faire connaître les besoins et les moyens d'amélioration des manufactures, fabriques et arts et métiers.

Le Titre II règle la police des manufactures, fabriques et ateliers, et réprime sévèrement les coalitions.

Le Titre III fixe les obligations entre les ouvriers et ceux qui les emploient, relativement au contrat d'apprentissage, à l'institution du livret, à l'exécution des conventions faites de bonne foi, et à la durée des engagements.

Le Titre IV assure la protection des marques de fabrique et la répression des contrefaçons.

Enfin le Titre V traite de la juridiction ; nous en reproduirons les articles quand nous essaierons de déterminer la compétence des contestations qui s'élèvent entre patrons et ouvriers.

..

L'article 12 de la loi du 22 germinal an XI décide que nul ne pourra, sous peine de dommages-intérêts, recevoir un ouvrier s'il n'est porteur d'un livret portant le certificat d'acquit de ses engagements, délivré par celui de chez qui il sort, et l'article 13 ajoute : « La forme de ces livrets et les règles à suivre pour leur délivrance, leur tenue et leur renouvellement seront déterminées par le Gouvernement de la manière prescrite pour les règlements d'administration publique ».

En conformité à la loi, le Gouvernement prit un arrêté relatif au livret dont les ouvriers travaillant en qualité de compagnons ou garçons devraient être pourvus.

Voici le texte de cet arrêté qui règle toute la matière :

TITRE I. — *Dispositions générales.*

Art. 1. — A compter de la publication du présent arrêté, tout ouvrier travaillant en qualité de compagnon ou garçon devra se pourvoir d'un livret.

Art. 2. — Ce livret sera en papier libre, coté et parafé sans frais savoir, à Paris, Lyon et Marseille par un commissaire de police, et dans les autres villes, par le maire ou l'un de ses adjoints. Le premier feuillet portera le sceau de la municipalité, et contiendra le nom et le prénom de l'ouvrier, son âge, le lieu de sa naissance, son signalement, la désignation de sa profession, et le nom du maître chez lequel il travaille.

Art. 3. — Indépendamment de l'exécution de la loi sur les passeports, l'ouvrier sera tenu de faire viser son dernier congé par le maire ou son adjoint et de faire indiquer le lieu où il se propose de se rendre.

Tout ouvrier qui voyagerait sans être muni d'un livret ainsi visé sera réputé vagabond et pourra être arrêté et puni comme tel.

TITRE II. — De l'inscription des congés sur le livret et des obligations imposées à cet égard aux ouvriers et à ceux qui les emploient.

Art. 4. — Tout manufacturier, entrepreneur et généralement toutes personnes employant des ouvriers, seront tenus, quand ces ouvriers sortiront de chez eux, d'inscrire sur leurs livrets un congé portant acquit de leurs engagements, s'ils les ont remplis.

Ces congés seront inscrits sans lacune à la suite les uns des autres ; ils énonceront le jour de la sortie de l'ouvrier.

Art. 5. — L'ouvrier sera tenu de faire inscrire le jour de son entrée sur son livret, par le maître chez lequel il se propose de travailler, ou à son défaut par les fonctionnaires

publics désignés en l'article 2, et sans frais, et de déposer le livret entre les mains de son maître s'il l'exige.

Art. 6. — Si la personne qui a occupé l'ouvrier, refuse sans motif légitime, de remettre le livret ou de délivrer le congé, il sera procédé contre elle de la manière et suivant le mode établis par le titre V de la loi du 22 germinal. En cas de condamnation, les dommages-intérêts adjugés à l'ouvrier seront payés sur-le-champ.

Art. 7. — L'ouvrier qui aura reçu des avances sur son salaire, ou contracté l'engagement de travailler un certain temps, ne pourra exiger la remise de son livret et la délivrance de son congé qu'après avoir acquitté sa dette par son travail et rempli ses engagements si son maître l'exige.

Art. 8. — S'il arrive que l'ouvrier soit obligé de se retirer parce qu'on lui refuse du travail ou son salaire, son livret et son congé lui seront remis, encore qu'il n'ait pas remboursé les avances qui lui ont été faites : seulement le créancier aura le droit de mentionner la dette sur le livret.

Art. 9. — Dans le cas de l'article précédent ceux qui emploieront ultérieurement l'ouvrier feront, jusqu'à entière libération, sur le produit de son travail une retenue au profit du créancier.

Cette retenue ne pourra en aucun cas, excéder les deux dixièmes du salaire de l'ouvrier ; lorsque la dette sera acquittée, il en sera fait mention sur le livret.

Celui qui aura exercé la retenue sera tenu d'en prévenir le maître au profit duquel elle aura été faite, et d'en tenir le montant à sa disposition.

Art. 10. — Lorsque celui pour lequel l'ouvrier a travaillé ne saura ou ne pourra écrire, ou lorsqu'il sera décédé, le

congé sera délivré, après vérification, par le commissaire de police, le maire du lieu ou l'un de ses adjoints, et sans frais.

TITRE III. — *Des formalités à remplir pour se procurer le livret.*

Art. 11. — Le premier livret d'un ouvrier lui sera expédié : 1° sur la présentation de son acquit d'apprentissage ; 2° ou sur la demande de la personne chez laquelle il aura travaillé ; 3° ou enfin sur l'affirmation de deux citoyens patentés de sa profession et domiciliés, portant que le pétitionnaire est libre de tout engagement soit pour raison d'apprentissage, soit pour raison d'obligation de travailler comme ouvrier.

Art. 12. — Lorsqu'un ouvrier voudra faire coter et parafer un nouveau livret, il représentera l'ancien. Le nouveau livret ne sera délivré qu'après qu'il aura été vérifié que l'ancien est rempli ou hors d'état de servir. Les mentions des dettes seront transportées de l'ancien livret sur le nouveau.

Art. 13. — Si le livret de l'ouvrier était perdu, il pourra sur la représentation de son passeport en règle, obtenir la permission provisoire de travailler, mais sans pouvoir être autorisé à aller dans un autre lieu, et à la charge de donner à l'officier de police du lieu la preuve qu'il est libre de tout engagement et tous les renseignements nécessaires pour autoriser la délivrance d'un nouveau livret sans lequel il ne pourra partir.

Le livret peut être envisagé à un double point de vue, comme mesure de police, puis comme certificat d'engagements et de la vie professionnelle de l'ouvrier.

Avant de le considérer sous son premier aspect, tranchons d'abord une question importante. A qui s'applique-t-il ?

A quels ouvriers ? La loi du 22 germinal d'après son intitulé, est relative aux manufactures, fabriques et ateliers. Donc elle laisse en dehors de son action la plus grande partie des populations ouvrières, par exemple les ouvriers de toutes les corporations du bâtiment et les gens employés dans les entreprises agricoles. Donc par suite les prescriptions relatives aux patrons ne s'appliquent qu'à ceux spécialement visés par la loi. Ainsi la disposition de l'art. 12 n'est pas applicable au simple cultivateur, elle ne concerne uniquement que les manufacturiers, fabricants et autres personnes se livrant à des opérations ou entreprises industrielles. Cela résulte de toutes les dispositions de la loi de germinal, de l'exposé des motifs de cette loi et de l'arrêté du 9 frimaire an XII, art. 1^{er} (1).

1. « Attendu que si la loi du 22 germ. an XI et l'arrêté du 9 frimaire an XII astreignent les manufacturiers et toutes les personnes se livrant à des opérations industrielles, à se faire représenter les livrets des ouvriers avant de les recevoir dans leurs manufactures ou ateliers, les dispositions de cette loi, soit que l'on en consulte l'esprit ou même les termes, ne peuvent jamais s'appliquer au simple cultivateur qui n'ayant

A quelle catégorie d'ouvriers? L'art. 1^{er} de l'arrêté porte, nous l'avons vu, qu'à compter de la promulgation dudit arrêté, tout ouvrier travaillant en qualité de compagnon ou garçon devra se pourvoir d'un livret. Donc ne sont pas astreints à cette obligation les femmes mariées ou les filles, les enfants du plus bas âge, les chefs d'atelier, les contre-maîtres, (ouvriers supérieurs qui dirigent les autres pour le compte du fabricant) (2) les journaliers employés dans une manufacture, les ouvriers patentés ou entrepreneurs à façon qui payant patente et travaillant chez eux, ne peuvent être considérés comme de simples ouvriers, d'autant qu'ils emploient souvent eux-mêmes un certain nombre d'ouvriers.

Quant aux apprentis, l'article 10 de la loi du 22 germinal an XI règle leur situation d'une façon spéciale, il porte que le maître ne pourra sous peine de dommages-intérêts, retenir l'apprenti au delà de son temps ni lui refuser un congé d'acquit quand il aura rempli

pas le droit d'exiger la représentation d'un livret, puisqu'il n'en donne pas lui-même, ne saurait encourir aucune responsabilité vis-à-vis d'un manufacturier chez lequel aurait pu être antérieurement occupé l'homme qui vient lui offrir ses services ». C. C. Ch. req. 30 juin 1836. D. 36, 1.554.

2. « Le fabricant qui l'emploie, n'est pas tenu d'exiger de lui la représentation de son livret, ni par conséquent de s'assurer s'il a rempli ses engagements envers son précédent maître ». Rennes 2 août 1845, D. 45. 4.383.

ses engagements, et l'art. 11 ajoute la défense pour tout individu employant des ouvriers de recevoir un apprenti sans congé d'acquit, sous peine de dommages-intérêts envers son maître. Donc de par la loi, l'apprenti n'a pas de livret, il n'y sera soumis qu'une fois son apprentissage terminé.

§ 3. — *Le livret considéré comme mesure de police.
Législation générale défavorable aux ouvriers.*

Le livret est principalement une mesure de police (police politique et administrative et police industrielle) (1). Ce fut une arme très forte pour les patrons qui la plupart d'ailleurs en abusèrent. Pour le Gouvernement ce fut un merveilleux instrument de surveillance qui mettait les ouvriers sous l'autorité directe de la police et servait mieux que les passeports ou tous autres certificats à déterminer l'identité des individus.

On a beaucoup critiqué cette façon de comprendre le livret, alors que, paraît-il, il aurait été principalement créé pour offrir aux ouvriers une preuve de leur bon travail.

Nous verrons que pour les ouvriers, ces avantages

1. « Les livrets d'ouvriers ne touchent qu'incidemment au droit civil. » Glasson, *le Code civil et la question ouvrière*, 1883. En effet le livret ne constate ni le genre d'ouvrage, ni la durée de l'engagement, ni le prix.

n'ont jamais existé qu'à l'état théorique, et que l'institution faite soi-disant en leur faveur n'a tendu qu'à les asservir et à les mettre hors la loi commune.

Il ne faut pas s'en étonner, le premier Consul dont l'intransigeance devait se développer et s'affirmer avec l'établissement de l'Empire, avait trop l'amour de l'autorité sans limites pour admettre la possibilité des revendications ouvrières. C'était pour lui se révolter que discuter et l'ordre devait régner absolu du haut en bas de l'échelle sociale, puisque lui dirigeant, tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes. Or évidemment c'est dans les derniers échelons que les causes de mécontentement sont les plus nombreuses, les ouvriers étaient donc à surveiller d'autant que les troubles menaçants et les graves désordres des années précédentes ne les présentaient pas comme des gens assagis et contents de leur sort.

Les industriels au contraire étaient bien dans la main du gouvernement dont ils avaient besoin, et celui-ci, à les protéger, sentait qu'il y gagnerait en force et en durée.

Disons d'ailleurs que cette manière de voir était appliquée à tous les Français, puisqu'il existait un ministère spécial de la police dont la direction avait été confiée à Fouché. Premier consul ou empereur, Napoléon le considérait comme son plus important ministère, comme le rouage essentiel de son administration et il

cherchait toujours à compléter cette organisation d'une police de fer.

∴

En ce qui concerne spécialement les ouvriers, il est facile de noter les mesures prises contre eux et de constater qu'au point de vue du droit et de l'égalité, ils furent toujours tenus dans un état d'infériorité marquée. « Faire prospérer l'industrie, mais en maintenant chacun à sa place, et surtout à son atelier, fut la pensée de Napoléon. Jusqu'au jour de ses revers, celui-ci chercha de propos délibéré son point d'appui dans la classe des manufacturiers beaucoup plus que dans la classe des ouvriers dont il appréhendait la turbulence » (1).

Prenons pour exemple l'art. 1781 du Code civil « Le maître est cru sur son affirmation pour la quotité des gages ; pour le paiement du salaire de l'année échue et pour les à-compte donnés pour l'année courante. » Ces dispositions qui n'ont été abrogées qu'en 1868 par la loi du 2 août, furent appliquées aux ouvriers, bien que d'après l'esprit et le texte, cela ne concernât que les domestiques ou journaliers, employés à l'année, et non le salarié proprement dit, travaillant à la journée.

L'ouvrier n'était donc pas sur un pied d'égalité pour traiter avec son patron et lorsque des contestations

1. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières*, t. II, p. 285.

s'élevaient, son témoignage était jugé sans force, délaissé, et la parole du maître faisait foi « l'ouvrier n'était plus un citoyen traitant d'égal à égal avec un autre citoyen du prix de son travail, mais un subordonné qui ne peut opposer sa parole à la parole d'un supérieur » (1).

De même pour la répression des coalitions. La loi du 22 germinal an XI, consacre plusieurs articles à la police des manufactures, fabriques et ateliers, on pourrait s'imaginer en toute justice qu'elle s'est inquiétée au même titre d'une part de la coalition des ouvriers, et d'autre part, de la coalition des patrons. Or il n'en a rien été, les articles 6, 7 et 8, de la loi de germinal qui règlent la matière, créent au patron une situation de faveur inadmissible, ils sont ainsi conçus :

« Art. 6. — Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement ou abusivement l'abaissement des salaires et suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution, sera punie d'une amende de cent francs au moins, de trois mille francs au plus, et s'il y a lieu, d'un emprisonnement qui ne pourra excéder un mois ».

« Art. 7. — Toute coalition de la part des ouvriers pour cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans certains ateliers, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après de certaines heures et en

1. Du Cellier, *op. cit.*, p. 341.

général pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, sera punie, s'il y a tentative ou commencement d'exécution, d'un emprisonnement qui ne pourra excéder trois mois ».

« Art. 8. — Si les actes prévus dans l'article précédent, ont été accompagnés de violences, voies de fait, attroupements, les auteurs et complices seront punis des peines portées au code de police correctionnelle ou au code pénal suivant la nature des délits. »

Ainsi d'abord la coalition des maîtres n'est punie que d'une amende, l'article 6 ajoute bien « et s'il y a lieu, d'un emprisonnement... » Mais cette sanction facultative n'est pas pour effrayer les patrons qui savent parfaitement que les tribunaux ne prononceront contre eux que les peines obligatoires.

En outre, ceci est à signaler, la coalition des maîtres n'est pas toujours punissable, pour qu'elle soit considérée comme un délit, il faut qu'elle ait tendu à forcer « injustement » ou « abusivement » l'abaissement des salaires.

Au contraire lorsqu'il s'agit d'ouvriers, leurs coalitions sont toujours coupables, et la pénalité encourue est un emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois mois, ici la peine ne sera pas prononcée « s'il y a lieu » elle est obligatoire.

L'article 8 renvoie au code pénal pour la répression du délit de coalition dans le cas où il serait accompagné de violences, voies de fait ou attroupements. La

disposition ne s'applique pas au patron mais uniquement aux « actes prévus dans l'article précédent », c'est-à-dire aux actes des ouvriers.

Que leurs réclamations soient justes ou non, la coalition de leur part est toujours un délit, on ne s'occupe pas si elle a des tendances injustes ou abusives, on la punit parce que coalition. C'est ainsi qu'on condamnera à l'emprisonnement des ouvriers qui auront uniquement cessé de travailler, il est si facile de crier à la coalition ! le fait seul de s'entendre est reprehensible, on avouera que c'est bien là une mesure de rigueur envers les ouvriers que rien ne justifie, sinon le désir évident de les mettre à la merci des pouvoirs publics et des patrons (1).

Le code pénal de 1810 ajouta bien pour la coalition des maîtres, un emprisonnement de six jours à un mois à l'amende, mais il éleva aussi les peines frappant les ouvriers et conserva l'inégalité de la loi de germinal dans les éléments du délit. Ce n'est qu'en 1849 que

1. « La loi du 22 germinal an XI et le code pénal établissent contre les auteurs de cessations combinées de travail des peines d'une sévérité si grande qu'il est difficile de concevoir comment, après leur publication, il a été encore commis des délits de cette nature. Rien n'est cependant plus certain, tant il est vrai que les hommes ne sont pas toujours retenus par la crainte des châtimens ». — Costaz. *Essai sur l'administration de l'agriculture, du commerce, des manufactures et des subsistances*, 1818, p. 149.

furent assimilées les coalitions de patrons aux coalitions d'ouvriers.

∴

Le même esprit de défiance se révèle dans une institution qui pourtant devrait être d'une équité parfaite, je veux parler des conseils de prud'hommes établis par la loi du 18 mars 1806 qui en crée un à Lyon et autorise le gouvernement à former des établissements semblables dans les villes de fabriques où il le jugera convenable.

Sont justiciables des conseils de prud'hommes les marchands fabricants, chefs d'atelier, contre-maitres, teinturiers, ouvriers, compagnons ou apprentis, dans les contestations portant sur les affaires relatives à la branche d'industrie qu'ils cultivent, et aux conventions dont cette industrie aura été l'objet. Or les ouvriers ne prennent aucune part aux élections des conseils de prud'hommes, à plus forte raison n'en font-ils pas partie. Le décret du 11 juin 1809 posa des bases un peu plus larges en autorisant les ouvriers patentés à concourir à sa formation, mais il ne faut pas oublier que d'une part les ouvriers patentés sont des petits patrons et que d'autre part, leur nombre était si peu considérable que dans beaucoup d'endroits, la disposition resta lettre morte.

Ces quelques exemples donnés, nous croyons qu'il n'est pas utile d'insister pour faire remarquer qu'une certaine étroitesse de vue caractérisait l'ensemble des mesures applicables aux ouvriers.

CHAPITRE II

§1. — *Dispositions générales de l'arrêté du 9 frimaire an XII*

Revenons au livret et étudions les dispositions générales de l'arrêté du 9 frimaire. Le livret, est-il dit, sera sur papier libre, c'est-à-dire non timbré, coté et paraphé sans frais savoir à Paris, Lyon et Marseille par un commissaire de police, et dans les autres villes par le maire ou l'un de ses adjoints (1). Ces formalités de la cote et du parafe empêchent la soustraction des pages.

Le premier feuillet porte le sceau de la municipalité et contient le nom et le prénom de l'ouvrier, son âge, le lieu de sa naissance, son signalement, la désignation

1. « L'art. 2 de l'arrêté du 9 frimaire est applicable aux villes dans lesquelles il a été ou sera établi des commissaires généraux de police; en conséquence le livret dont les ouvriers, compagnons ou garçons doivent être pourvus y sera coté et paraphé sans frais, par un commissaire de police ainsi qu'à Paris, Lyon et Marseille ». Arrêté municipal du 10 ventôse, an XII.

de sa profession et le nom du maître chez lequel il travaille. Le livret est donc un document auquel il ne manque rien pour être complet et pour servir aux investigations policières. S'il n'était vraiment destiné qu'à certifier des engagements, pourquoi ce luxe de précautions, la crainte seule de la substitution du livret n'est pas suffisante pour en faire admettre l'emploi. Mais encore une fois, ce n'est pas le but qu'on s'est proposé, l'intérêt des manufacturiers a bien pu être la cause initiale ou plutôt le prétexte de l'institution du livret, mais il n'était pas seul en vue, et dans la rédaction des textes une large place fut attribuée aux mesures de surveillance chères au premier consul. Le livret, quoiqu'on dise, est bien une sorte d'enregistrement à la police, ce qu'on désignera plus tard par cette rude expression, l'encartage des ouvriers.

Autre remarque, toutes les personnes désirant voyager devaient se munir d'un passeport, c'était l'indispensable mais aussi l'unique pièce que l'on dût se procurer ; une seule exception à la règle, concernant les ouvriers. Indépendamment de l'exécution de la loi sur les passeports, les ouvriers sont tenus de faire viser leur dernier congé par le maire ou son adjoint et de faire indiquer le lieu où ils se proposent de se rendre. Du moment que l'on considérait le livret comme une feuille de route, il eût été très simple de supprimer pour les ouvriers l'obligation du passeport, on pensa sans doute que deux précautions valaient mieux qu'une

et c'est ainsi que fut ordonné le visa du livret.

Le Gouvernement ne manqua pas d'attacher à l'accomplissement de cette formalité une sanction terriblement sévère. L'article 8, dernier alinéa, porte que tout ouvrier qui voyagerait sans être muni d'un livret ainsi visé serait réputé vagabond et pourrait être arrêté et puni comme tel ; cela montre bien qu'au point de vue de la police le livret paraissait d'une importance capitale, puisque pour ce seul fait d'omission, leur passeport fût-il en règle, les ouvriers étaient traités comme ayant commis le délit de vagabondage et traduits devant le procureur impérial. Or on sait que le code pénal dans son ancien article 271, punissait les vagabonds ou gens sans aveu déclarés tels, d'un emprisonnement de trois à six mois, et les faisait demeurer, après avoir subi leur peine, à la disposition du gouvernement pendant le temps qu'il déterminerait, eu égard à leur conduite. Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que tant qu'ait duré la pratique du livret dans ces conditions, les ouvriers se soient toujours révoltés contre un pareil assujettissement.

..

Une fois la publication faite, les auteurs ne tarirent pas sur l'éloge de la loi du 22 germinal et de l'arrêté du 9 frimaire. Il ne pouvait en être différemment, il fallait louer ou se taire. Le même concert de louanges s'éleva des chambres consultatives, celles-là directement inté-

ressées à la question. Comme on ne prit pas la peine de consulter les ouvriers, toutes les enquêtes et tous les rapports se montrèrent extrêmement favorables à la nouvelle législation.

Le ministre se déclare enchanté, enfin on a fini par ramener l'ordre dans les manufactures et par en rétablir la police, l'anarchie a disparu, on va pouvoir être tranquille, la loi veille et l'avenir se présente sous les couleurs les plus brillantes.

Chaptal affirme que ces mesures très sages en elles-mêmes ne sont ni onéreuses ni gênantes, cependant il ajoute, et nous ne saurions trouver un juge moins suspect, que ces mesures ont l'avantage de mettre l'administration à portée de suivre et de surveiller la classe nombreuse des ouvriers. « Le gouvernement doit en assurer l'exécution non seulement parce qu'elles intéressent essentiellement le bien de l'industrie, mais encore parce qu'elles mettent en ses mains un moyen efficace d'exercer une bonne police » (1).

D'autres disent que les ouvriers sont fort attachés à leur livret, et que l'administration s'est prévaluée de cet attachement pour en faire le moyen le plus puissant d'ordre dans les manufactures.

Il est facile de voir, et la remarque n'est pas sans intérêt, que la plupart des auteurs, tout en reconnaissant que l'industrie y a profité, mettent l'intérêt de la

1. Chaptal. *De l'industrie française*, 1819, t. II, p. 344.

police au premier rang des causes déterminantes de la législation. Ils reconnaissent que depuis la suppression des corporations, il a été établi un excellent système de police, ils s'empressent d'ajouter, ce qui prête un peu à sourire, qu'il n'est pas le moins du monde oppressif pour les ouvriers, cependant ils reconnaissent qu'il suffit largement pour les contenir dans le devoir. « Des mesures aussi sévères ne sont pas certes émanées d'un gouvernement qui a toléré le désordre » (1).

Notre opinion s'appuie donc sur des faits probants, sur des exemples multiples, Napoléon en créant le livret, avait pour but d'empêcher toute tentative de rébellion. C'est principalement une mesure de police, si on y trouve des articles concernant le patron et protégeant l'industrie, c'est pour mieux assurer encore la main mise sur les ouvriers dont on voulait mater la turbulence. Le livret est pour l'ouvrier un signe d'abaissement et de servitude, c'est un instrument de surveillance et de police et non comme on a voulu le soutenir « un certificat honorable de sa moralité et de sa capacité ».

§ 2. — *Des formalités à remplir pour se procurer le livret.*

Après avoir créé le livret, la loi devait indiquer de quelle façon en seraient décernés les premiers exem-

1. Costaz, *op. cit.*

plaires. Elle n'y manqua point, et même il faut dire qu'elle offrit toutes les facilités pour en permettre l'obtention. C'est ainsi que l'apprenti recevait son livret sur la seule présentation de son acquit d'apprentissage, c'est-à-dire du certificat constatant qu'il avait rempli ses engagements auprès du maître qui l'avait employé. Pour l'ouvrier, le livret devait lui être expédié sur la simple demande de la personne chez laquelle il aurait travaillé, comme on le voit, la parole du patron obtenait toujours un grand crédit, ou enfin sur l'affirmation de deux citoyens patentés de sa profession et domiciliés, portant que le postulant était libre de tout engagement soit pour raison d'apprentissage, soit pour raison d'obligation de travailler comme ouvrier.

Ainsi les meilleures formalités se trouvaient être la présentation de l'acquit d'apprentissage ou la demande du patron. A défaut et comme pis-aller, la déclaration de deux ouvriers de la même profession, mais entendons-nous, pas de deux ouvriers ordinaires, leur témoignage même solennel n'aurait eu aucune valeur, parce qu'il n'inspirait aucune confiance, c'était des gens peu croyables et qui n'avaient pas qualité pour témoigner en l'affaire. Il fallait non seulement deux ouvriers domiciliés dans l'endroit, ce qui à la rigueur pourrait s'admettre, mais encore deux ouvriers patentés c'est-à-dire considérés presque comme des patrons puisqu'ils travaillaient chez eux, employaient des compagnons et des garçons et payaient patente.

Supposons le livret rempli, comment en obtenir un nouveau et le faire coter et parafer, suivant les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté de frimaire. Pour cela l'ouvrier était tenu de représenter l'ancien, le nouveau ne devant être délivré qu'après qu'il aurait été vérifié que l'ancien était rempli et hors d'état de servir. On a sans doute craint sans cette remise et sans cette vérification, l'utilisation possible du vieux livret, l'ouvrier se servant des deux et présentant à son gré tantôt l'un, tantôt l'autre, si par hasard il avait pu obtenir un nouveau livret, alors que les pages de l'ancien n'auraient pas été complètement remplies.

Comme nous le verrons plus loin, les mentions des dettes devaient être transportées de l'ancien livret sur le nouveau.

En cas de perte de son livret, l'ouvrier pouvait sur la représentation de son passe-port en règle, obtenir la permission de travailler, mais une permission provisoire, essentiellement révocable et qui ne s'appliquait d'ailleurs qu'à l'endroit de sa délivrance, l'ouvrier ne pouvant être autorisé à aller dans un autre lieu. Il devait aussi fournir à l'officier de police, la preuve qu'il était libre de tout engagement, ainsi que tous les renseignements nécessaires pour autoriser la délivrance d'un nouveau livret sans lequel il ne pourrait partir.

Une ordonnance du préfet de police de la ville de Paris, en date du 2 pluviôse an XII, porte que les ou-

vriers domiciliés dans le ressort de la préfecture de police, seront tenus de se pourvoir d'un livret, savoir à Paris dans les délais fixés par des avis particuliers pour chaque classe d'ouvriers et dans les communes rurales, dans un mois à compter du jour de la publication de ladite ordonnance.

Le livret devait être délivré, nous le savons, à Paris par les commissaires de police préposés à cet effet, et dans les communes où il n'existait point de commissaire de police par les maires ou adjoints, d'après l'art. 2 de l'arrêté du 9 frimaire. Chaque ouvrier devait payer la somme de 75 centimes pour prix de son livret.

Indépendamment des formalités exigées par les lois et règlements concernant les passeports, tout ouvrier qui voulait travailler dans le ressort de la préfecture de police, était tenu de se présenter dans les trois jours de son arrivée à Paris, devant le commissaire de police préposé pour les ouvriers de sa classe et dans les communes rurales devant le maire ou adjoint à l'effet d'obtenir un livret.

Tout ouvrier sortant d'une manufacture, d'une fabrique, d'un atelier ou d'une boutique, après avoir rempli ses engagements et fait porter son congé sur son livret, devait faire viser ce livret par les autorités désignées ci-dessus.

Ajoutons que l'ouvrier désirant voyager était tenu :
1° de faire viser son dernier congé par le commissaire

de police ou le maire, suivant les cas ; 2° de prendre un permis de voyage qui devait être visé à la suite de ce visa.

En cas de perte de son livret, hypothèse que nous n'avons pas encore envisagée, l'ouvrier ne pouvait en obtenir un second que sur le certificat d'acquit, cette fois des deux derniers maîtres chez lesquels il aurait travaillé. Si le livret avait été perdu en voyage ou au retour d'un voyage, le duplicata ne devait être délivré que sur une attestation de moralité donnée par quatre maîtres patentés de la même profession.

L'ordonnance de police que nous avons citée, déclare qu'il sera pris envers les contrevenants telle mesure disciplinaire administrative qu'il appartiendra sans préjudice des poursuites à exercer contre eux conformément à la loi du 22 germinal an XI.

L'énoncé de ces dispositions suffit à démontrer que tout fut bien calculé pour assurer une surveillance active et de tous les instants de la classe ouvrière. Il est difficile de soutenir après cela que l'intervention de la police ne joue qu'un rôle secondaire, et sans insister nous pouvons admettre, car c'est l'évidence même, qu'aux yeux du gouvernement d'alors la police des ouvriers était « une des plus importantes branches de l'ordre public » (1).

1. Léopold. *Dict. gén. de pol. civ. et jud. de l'Empire franç.* 1813.

§ 3. — *De l'inscription du congé et des obligations imposées à cet égard aux ouvriers et à ceux qui les emploient.*

Le livret, a-t-on dit, présente un caractère de protection paternelle pour l'ouvrier. Il faut reconnaître qu'à première vue, il semble lui offrir des avantages assez sérieux. En effet c'est pour lui le moyen de justifier de sa conduite et de son honnêteté, sans compter que retraçant l'histoire de sa vie professionnelle, le livret ne peut que favoriser le bon ouvrier et lui faire ouvrir la porte de tous les ateliers. Sans cet ensemble de détails sur sa vie, l'homme intègre, habile dans sa profession, plein de dévouement se trouverait au même rang que le paresseux et l'inhabile, et les patrons ne sauraient, à moins de nombreuses recherches personnelles, souvent impossibles, l'employer de préférence à un autre, et rassembler ainsi le personnel de choix qui contribue puissamment à la fortune d'une maison. C'est donc un stimulant au travail et à la bonne conduite, les mauvais ouvriers seront forcés de s'amender, s'ils veulent être embauchés et gagner leur pain, cela permettra la bonne sélection des bras et tous les ouvriers consciencieux seront sûrs du lendemain.

Voilà une belle conception mais qui malheureusement ne devait subsister qu'à l'état théorique, la pra-

tique se chargea de donner un démenti cruel aux quelques aspirations généreuses qui avaient pu guider le législateur. Toutes les dispositions qui, au début, n'étaient pas franchement défavorables à l'ouvrier, devaient se tourner contre lui à cause des erreurs humaines et de la mauvaise foi intéressée d'un grand nombre de patrons, c'est ce que nous allons voir en étudiant le titre II de l'arrêté du 9 frimaire.

..

L'ouvrier vient d'être engagé, quelle formalité doit-il remplir tout d'abord? L'art. 5 lui ordonne de faire inscrire le jour de son entrée sur son livret par le maître chez lequel il se propose de travailler, ou à son défaut c'est-à-dire si ce dernier ne veut ou ne peut le faire, par les fonctionnaires publics désignés en l'article 2, commissaires de police dans les villes où il en existe, maires ou adjoints dans les autres; l'inscription comme la cote et le paraphe n'entraînera aucun frais.

Prenons maintenant l'hypothèse du départ, l'ouvrier tient pour une raison ou pour une autre à s'en aller. Le manufacturier, l'entrepreneur et généralement toutes personnes employant des ouvriers, seront tenus, quand ces ouvriers sortiront de chez eux, d'inscrire sur leurs livrets un congé portant acquit de leurs engagements. Cette formalité est absolument nécessaire pour permettre à l'ouvrier de trouver du travail dans une autre maison, en effet l'article 12 de la loi du 22

germinal an XI déjà cité, défend sous peine de dommages-intérêts de recevoir un ouvrier dont le livret ne porterait pas le certificat d'acquit de ses engagements délivré par celui de chez qui il sort. Ces congés doivent être inscrits sans lacune, à la suite les uns des autres et énoncer le jour de la sortie de l'ouvrier.

Pour que l'ouvrier n'eût ni la tentation ni la possibilité de se soustraire à ses engagements, la loi le forçait à déposer son livret entre les mains de son maître si ce dernier l'exigeait, inutile d'ajouter qu'aucun patron ne négligeait cette mesure de précaution et que tous réclamaient immédiatement le dépôt. D'ailleurs cette remise du livret présentait pour le fabricant un grand intérêt, c'était à moins de preuve contraire difficile à fournir pour l'ouvrier, l'affirmation de l'existence du louage. C'était déjà une main-mise du patron, ce dernier, sur les réclamations de l'ouvrier, ne se faisant pas faute de refuser la remise du livret et la délivrance du congé, ou en tout cas traînant en longueur, lorsque l'intérêt s'en faisait sentir.

Heureusement que la loi avait prévu l'évènement et quand le refus ne se basait pas sur un motif légitime, il devait être procédé contre le maître de la manière et suivant le mode établis par le titre V de la loi du 22 germinal, nous y reviendrons dans notre étude sur la compétence des contestations. Cependant il est une chose à signaler de suite, c'est qu'en cas de condamnation, les dommages-intérêts adjugés à l'ouvrier, de-

vraient être payés sur le champ, de façon que le malheureux n'eût pas à souffrir de la faim après avoir subi les exigences et la mauvaise volonté du patron.

De même que pour l'inscription du jour d'entrée, lorsque celui pour lequel l'ouvrier aura travaillé ne saura ou ne pourra écrire, ou lorsqu'il sera décédé, le congé sera délivré sans frais par le commissaire de police, le maire du lieu ou l'un de ses adjoints. Cette délivrance n'aura lieu bien entendu qu'après une minutieuse enquête.

∴

§ 4. — *Rétention du livret. Pratique des avances.
Privilège des patrons.*

J'ai dit plus haut que la loi obligeait les patrons à inscrire sur le livret un congé portant acquit des engagements. Pour cela il faut que lesdits engagements soient remplis, sinon l'ouvrier ne pourra exiger ni la remise de son livret, ni la délivrance de son congé. Donc la non exécution des engagements constitue un motif légitime qui s'oppose à la demande de l'ouvrier.

L'arrêté du 9 frimaire reconnaît deux faits susceptibles d'entraîner ce refus, d'abord l'obligation contractée de travailler un certain temps, et en second lieu le

non remboursement intégral des sommes empruntées par l'ouvrier au patron. Cette dernière cause a donné naissance à des abus inqualifiables qui, avec les mesures de police, ont amené la ruine de l'institution.

Les art. 14 et 15 de la loi du 22 germinal sont ainsi conçus : « Les conventions faites de bonne foi entre les ouvriers et ceux qui les emploient seront exécutées. — L'engagement d'un ouvrier ne pourra excéder un an, à moins qu'il ne soit contre-maître, conducteur des autres ouvriers ou qu'il n'ait un traitement et des conditions stipulées par un acte exprès. »

L'art. 1780 porte qu'on ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée.

L'ouvrier loue donc son travail pour un ouvrage défini, comme la construction d'une maison, pour une période indéterminée comme la durée de l'allumage des feux d'un fourneau, ou pour une période fixe, de telle date à telle date.

Quel que soit le mode d'engagement il est certain que l'employeur a le droit de compter sur l'ouvrier durant tout le temps convenu, aussi est-ce une mesure très sage, celle qui donne au patron le moyen de forcer l'ouvrier à tenir sa parole et à fournir la somme de travail stipulée. Si les ouvriers n'avaient contre eux aucune arme de ce genre, ils pourraient, certains du moins, ne tenir aucun compte de leur engagement, quitter l'atelier et laisser interrompu l'ouvrage commencé. Mais le dépôt du livret entre les mains du pa-

tron est pour ce dernier un sûr garant de tranquillité, les ouvriers sachant parfaitement que leur livret ne leur sera rendu qu'après complète exécution de leur contrat.

Telle est la théorie mise en vigueur par l'arrêté de frimaire, et qu'il faut rejeter, parce qu'elle crée un privilège inouï pour le patron et qu'elle constitue une dérogation formelle au droit commun.

En effet la règle générale inscrite au Code, c'est que toute obligation de faire ou de ne pas faire se résoud en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur; ici la règle ne s'applique plus, le maître a le droit de retenir le livret et par suite de forcer l'ouvrier à exécuter son obligation. Comment se fait-il que dès qu'il s'agit d'ouvriers, les règles du Code civil, les lois qui garantissent pour la masse des citoyens l'accomplissement des obligations, ne suffisent plus? Quel est le motif de cette dérogation, sinon d'engager l'ouvrier envers le maître, alors que celui-ci ne l'est pas envers l'ouvrier. J'admets qu'il embauche ce dernier pour un mois, au bout de deux jours il pourra lui refuser de l'ouvrage et le renvoyer sans avoir besoin de motiver sa conduite, tandis que l'ouvrier au contraire sera tenu d'accomplir point par point son engagement! C'est là une injustice choquante que rien ne peut excuser.

Avec ce système de rétention du livret, aucun préjudice n'est à craindre du côté de l'ouvrier, mais il

fallait se mettre en garde contre la mauvaise foi possible des patrons. Cette mesure de protection aurait pu devenir illusoire si les employeurs, ne se souciant pas de la présentation ou de l'absence du livret, avaient embauché des ouvriers sans le leur réclamer. La loi y mit bon ordre en défendant à tout individu qui emploie des ouvriers d'en admettre aucun s'il n'est porteur d'un livret et s'il n'y est fait mention du congé de son dernier maître, ce à peine de dommages-intérêts envers celui-ci (1).

Certains patrons auraient pu avoir la tentation de désobéir à la loi et de recevoir des ouvriers sans livret soit pour se procurer le bon personnel qui leur eût manqué, soit uniquement pour désorganiser le travail chez un concurrent. La sanction civile attachée par la loi à l'observation de cette formalité, parut suffisante pour éloigner les mauvaises idées et assurer l'honnêteté des rapports entre patrons.

D'ailleurs aussitôt après l'admission le maître était tenu, de par la loi, de faire viser le livret par le com-

1. La loi et l'arrêté se bornent à soumettre les maîtres à des dommages-intérêts et n'accordent donc qu'une action civile que le premier maître a seul qualité d'exercer. Le ministère public n'a pas action pour poursuivre le contrevenant, ni le commissaire de police, ce droit appartient exclusivement à la partie lésée. CC. ch. crim., 9 juillet 1829. D. 29. 1. 297.

missaire de police de l'arrondissement de son domicile, et par le maire dans les communes.

..

Nous arrivons à la question des avances. On pourrait dire que les auteurs de la loi ne se sont en aucune façon intéressés aux ouvriers et que les prétendues mesures édictées en leur faveur n'ont eu pour but que d'offrir aux patrons les moyens les plus capables de les dominer. Je n'emploierai pas une façon de critiquer aussi affirmative, mais je penserai à peu près de même en disant que le législateur, s'il a vraiment eu l'idée de venir en aide aux ouvriers et de leur faciliter l'existence, a bien mal compris son rôle et qu'il a laissé une œuvre trop imparfaite pour qu'elle pût produire les résultats espérés. Le législateur aurait dû songer que l'intérêt et l'égoïsme sont de grands moteurs, et qu'il était facile sous couleur de bienveillance et de générosité, de tourner la loi et d'en faire un instrument terrible contre la liberté des ouvriers.

Il est des circonstances inévitables où le travailleur a besoin d'argent, les frais de naissance, de maladie, de décès dont le poids se fait sentir dans toutes les classes de la société, sont particulièrement onéreux pour les ouvriers. L'homme qui n'a pour vivre que son salaire journalier et qui doit entretenir une famille souvent nombreuse, peut juste y suffire et joindre les deux bouts, il ne faut donc pas que rien vienne alourdir la

charge qu'il supporte, la vie est pénible pour les pauvres gens et leur somme de misères est grande. Qu'on admette la nécessité imprévue d'une dépense, et le budget déjà si mince se trouve désorganisé et insuffisant.

A ces causes naturelles de déficit, il faut malheureusement ajouter les défauts de l'espèce humaine et je ne crois pas qu'ils soient jamais plus excusables que chez l'ouvrier. Les moralistes s'en vont prêchant contre les vices qui corrompent la classe ouvrière, ils n'ont point l'air de se douter que ces êtres moins raffinés qu'eux et qui ne peuvent approfondir la psychologie de leurs actes, ont parfois besoin de plaisirs violents, d'excitations passagères très fortes qui leur fassent oublier, pendant un court instant il est vrai, mais aussi, complètement, leur rude existence journalière.

Et quand même on pourrait soustraire l'ouvrier à l'influence de ces penchants mauvais, penchants auxquels la plupart des hommes ne résistent pas et s'abandonnent, avec simplement plus ou moins de correction, et d'indulgence dans l'appréciation, quand même on ferait comprendre à l'ouvrier qu'il est des plaisirs honnêtes préférables à tous, on ne lui donnerait pas la qualité qui lui manque nécessairement, la prévoyance.

Vivant au jour le jour, il ne songe pas au lendemain, son travail l'a nourri jusqu'à présent, son travail le nourrira dans l'avenir, à chaque jour suffit sa peine et

le gain doit être la dépense. D'ailleurs l'ouvrier, au moins celui des villes, est facilement disposé à prêter, les camarades s'entraident, l'argent roule, on dépense et quand on songe à enrayer on s'aperçoit qu'il est bien tard, car le courant est difficile à remonter. Le salaire, quoi qu'on dise, et à part quelques professions spéciales, ne s'élève jamais bien au-dessus des nécessités de la vie, les économies possibles à réaliser ne constituent pas un gros appoint et il faut longtemps pour ramasser une somme qui compte.

Toutes ces considérations sont encore vraies maintenant, mais combien plus saisissantes à l'époque de la création du livret, où l'industrie vient de naître, où le montant des salaires est infime.

Il peut donc paraître étrange que nous voulions nous insurger contre la pratique des avances et on serait porté au contraire à glorifier les patrons qui, aux époques difficiles, se montrèrent d'une générosité et d'une obligeance devenues si rares à notre temps. Comme il ne serait pas exact de prétendre que nous sommes plus égoïstes que nos devanciers, il est bon d'examiner la question à fond, et de faire ressortir les vrais mobiles que les patrons d'alors dissimulaient sous des apparences humanitaires.

Il est avéré qu'ils prêtaient beaucoup et que parfois les avances atteignaient un chiffre très élevé par rapport à la puissance de solvabilité des emprunteurs. En tout état de cause et sans discuter encore les condi-

tions du prêt, on peut à juste titre adresser une critique à cette façon d'opérer, les patrons sont pour la plupart plus instruits que les ouvriers, et la prévoyance qu'ils appliquent à leurs affaires aurait dû leur servir de règle de conduite pour modérer les avances qu'ils consentaient.

L'ouvrier qui reçoit une certaine somme, ne songe pas dès le premier moment qu'il s'engage dans la voie des emprunts, qu'un jour ou l'autre il devra la rembourser ; que la somme corresponde à ses besoins immédiats ou qu'elle les dépasse, il s'en servira quand même entièrement, le surplus satisfera des besoins moins pressants ou moins réels qu'il contentera néanmoins parce qu'il a la possibilité de le faire.

Puis, ayant employé une fois ce moyen de se procurer de l'argent et sentant toute latitude d'y recourir encore, l'ouvrier ne tardera pas à emprunter à nouveau, il finira par dépasser les limites qu'il s'était à lui-même fixées, et s'endettera sans espoir de remboursement par ses seules économies futures.

Donc les patrons, alors que leur but eût été exclusivement humanitaire, et pour répondre à ces aspirations mêmes, auraient dû veiller sur l'ouvrier et ne lui consentir que les prêts strictement nécessaires, c'eût été une bonne action que de lui faire comprendre les dangers de son imprévoyance, et de lui refuser tout secours dont ils n'auraient eux-mêmes contrôlé la spéciale urgence. Or, cette sage conduite est loin d'a-

voir été observée ; quelle explication faut-il en donner et comment se fait-il que les patrons se soient montrés si larges dans leurs rapports avec les ouvriers ? Il est très facile de s'en rendre compte.

L'art. 7 de l'arrêté de frimaire porte que l'ouvrier qui aura reçu des avances sur son salaire, ne pourra exiger la remise de son livret et la délivrance de son congé qu'après avoir acquitté sa dette par son travail. Voilà la véritable raison des générosités patronales, l'employeur faisant des avances sur les salaires n'avait aucune crainte de perdre son argent, il consentait simplement à payer avant le jour fixé le travail de ses ouvriers, et la sûreté dont il jouissait ne devait lui laisser aucune inquiétude dans l'esprit. Théoriquement on pourrait soutenir que ceci n'est pas une mauvaise chose l'ouvrier se trouvant dans la gêne cherche à emprunter, personne ne le fera si le remboursement n'est pas assuré d'une façon formelle. Or, rien n'est meilleur pour tranquilliser le prêteur que de l'autoriser à se payer sur le travail même de l'emprunteur, l'ouvrier continuera à travailler chez son patron jusqu'à ce qu'il ait acquitté intégralement la dette contractée.

Mais on voit alors combien cette disposition peut facilement tourner au désavantage des ouvriers et combien il peut se produire d'abus, si les patrons ne sont pas absolument consciencieux. Pousser l'ouvrier aux emprunts, lui offrir toutes les facilités de se procurer de l'argent au moment même où il en désirera,

c'est lui enlever la liberté et complètement l'assujettir. Supposons qu'un patron ait avancé une certaine somme à l'un de ses ouvriers, il pourra par la suite lui imposer n'importe quel travail et le traiter aussi mal que possible, ce dernier ne pourra ni réclamer, ses observations ne seraient pas admises, ni quitter un maître aussi dur, puisque pour gagner son pain chez un autre, il lui faudrait présenter un livret avec l'inscription du congé, et que son patron actuel le détenant, est autorisé par la loi, à le lui refuser jusqu'à remboursement par le travail. Il faut préciser ce point, car c'est là que ressort nettement le but dissimulé des avances, la loi dit textuellement que l'ouvrier ne pourra réclamer la remise de son livret et la délivrance de son congé qu'après avoir acquitté sa dette par son travail, si le maître l'exige. Supposons par exemple que l'ouvrier ait reçu une avance de 60 fr. et que par un hasard heureux, il ait recueilli cette somme qu'il offre en remboursement à son patron. Ce dernier s'il veut abuser de la situation et maintenir l'homme à son atelier, pourra refuser le paiement en argent et l'exiger en travail, contrairement à toutes les règles du droit et du bon sens. « L'ouvrier est donc retenu pour un temps illimité, de telle sorte que la loi qui restreint à un an la durée des engagements, et le principe de la liberté des contrats sont également violés au nom de la bienveillance et

de la générosité. » (1) Un autre abus très préjudiciable, c'est que le patron qui avait engagé des ouvriers à une époque de l'année où les salaires sont forcément très bas, dans la morte saison par exemple, et qui avait pu leur procurer quelque avance, se payait par la suite sur le travail journalier, ce travail restant réglé au taux du primitif engagement, si bien que de bons ouvriers se trouvaient recevoir au moment de la pleine production, un salaire dérisoire et ne correspondant en rien à leur activité professionnelle. « On conçoit tout ce que cette situation a de pénible pour l'ouvrier contraint de travailler chez un maître détesté qui le plus souvent, il faut bien le dire, ne lui a fait des avances que pour le retenir plus tard sans augmentation de salaire, lors des hausses dans le prix de la main-d'œuvre, ou pour lui donner à exécuter de mauvaises pièces qu'un ouvrier libre refuserait (2). »

On doit donc beaucoup en rabattre sur l'opinion élogieuse qu'on pourrait avoir des patrons de cette époque, ils sont au contraire passibles de très graves reproches car la plupart ne s'occupèrent ni des sentiments ni du sort de leurs ouvriers. Les avances d'argent produisirent un résultat désastreux, elles plaçaient le travailleur dans la plus déplorable situation quand le

1. Rapport Beugnot, *Monit. Univ.*, 1845, p. 1377.

2. Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers dans les manufactures*, 1841, t. II, p. 129.

maître abusait, ce qui n'arrivait que trop souvent, de sa qualité de créancier.

M. le comte Beugnot dans son rapport à la Chambre des Pairs affirmait qu'il existait des maisons où le patron spéculant sur les vices de l'ouvrier, l'enchaînait à son atelier par des facilités trompeuses. Dans plusieurs villes manufacturières les avances montaient à la somme totale de trois ou quatre cent mille francs par an ; le rapporteur en cita même une où des ouvrières en dentelles qui gagnaient 40 centimes par jour, recevaient des avances s'élevant jusqu'au chiffre fantastique de 300 francs.

On voit donc combien d'un principe généreux, les applications peuvent être mauvaises, la responsabilité en incombe au législateur qui ne sut ou ne voulut prendre les précautions nécessaires pour éviter la possibilité de ces abus scandaleux.

..

Ce n'est pas tout encore, car si la loi semble ne s'être guère soucée des ouvriers, elle n'a par contre omis aucune des mesures pouvant assurer les patrons et les mettre à l'abri de toute perte, outre le dépôt du livret entre leurs mains et l'inscription des dettes contractées, elle a fait en leur faveur une dérogation formelle au droit commun, en accordant un privilège à leurs créances et un privilège de tout premier ordre. Voici comment :

Le patron a le droit de forcer l'ouvrier à rester chez lui, tant que ce dernier ne s'est pas acquitté de sa dette par son travail, mais on peut supposer que pour une raison quelconque le patron ne veuille pas le retenir, du moins jusqu'au remboursement complet. Une des raisons les plus simples, c'est que l'ouvrier travaillant par contrainte ne met aucune ardeur à l'accomplissement de sa tâche, néglige l'ouvrage, gâche les pièces qu'on lui donne à faire, en un mot n'est le plus souvent d'aucun profit pour celui qui l'emploie. Or si la loi n'avait qu'autorisé le patron à retenir l'ouvrier à son atelier, celui-ci ne trouvant que dans cette mesure la certitude d'être payé, aurait été obligé d'en user et de conserver l'ouvrier malgré le mauvais travail fourni, c'eût été pour le patron un ennui et il fallait à tout prix lui éviter les contrariétés de ce genre, le législateur prenant trop en considération son intérêt pour ne pas mettre bon ordre à pareille éventualité.

Donc il admet que l'ouvrier soit obligé de se retirer parce qu'on lui refuse du travail ou son salaire, en ce cas son livret et son congé lui seront remis, il sera libre d'aller demander du travail autre part et les maîtres auxquels il s'adressera pourront le recevoir puisqu'il leur présentera les pièces nécessaires à son admission. Mais alors l'ancien patron sera lésé puisque l'ouvrier n'aura pas remboursé les avances qui lui furent faites ? Non, l'ancien patron peut être tranquille, car c'est ici qu'intervient le privilège dont nous avons parlé.

Dans le cas où l'ouvrier n'aura pas remboursé les avances au moment de son départ, le créancier aura le droit de mentionner la dette sur le livret. Que se passera-t-il ? L'art. 9 de l'arrêté nous le dit : « Ceux qui emploieront ultérieurement l'ouvrier, feront jusqu'à entière libération sur le produit de son travail, une retenue au profit du créancier.... » Ainsi l'inscription suivra l'ouvrier partout où il se présentera, si son livret est rempli il sera fait mention des dettes sur le nouveau et l'inscription ne sera biffée qu'après remboursement. C'est une obligation que la loi impose au dernier patron, mais comme ils sont tous solidaires d'intérêt les uns des autres et que semblable aventure peut leur arriver, les patrons accepteront facilement cette charge qui se ramènera d'ailleurs en gros à une opération de comptabilité.

C'est donc véritablement une saisie-arrêt formée sur le salaire ; heureusement encore que la loi n'a pas laissé au patron le soin de décider quel serait le montant de la retenue à effectuer et qu'elle en a elle-même fixé les limites. Cette retenue ne peut en aucun cas excéder les deux dixièmes du salaire journalier, ce qui est déjà considérable.

L'ancien maître n'aura à s'occuper de rien, une fois la mention inscrite sur le livret, son rôle est achevé, il n'a plus qu'à attendre l'annonce de son collègue. En effet celui qui aura exercé la retenue, est obligé d'en prévenir le maître au profit duquel elle aura été faite

et d'en tenir le montant à sa disposition, donc tôt ou tard le créancier rentrera dans ses fonds et cela, sans dérangements, sans démarches entraînant une perte de temps et sans frais.

L'ouvrier qui quitte ainsi son ancien patron, ne gagne pas grand chose, peut-être un peu plus de liberté morale et une tâche moins rebutante, mais rien n'empêche que son nouveau maître ne le tienne en suspicion et ne profite de ses antécédents pour abuser à son tour de la position. Et puis cette solidarité de la dette ne plaît pas à tout le monde, beaucoup de patrons refuseront d'embaucher un ouvrier dont le livret portera mention des avances, pour ne pas se plier à des dispositions gênantes, si bien qu'en fin de compte cet ouvrier ne trouvera que difficilement à se replacer.

Voilà où conduit le système des avances ainsi pratiqué ; après ces explications il est aisé de comprendre l'attitude des patrons qui, en prêtant, ne cherchaient qu'à satisfaire leur intérêt et en tout cas ne risquaient rien, puisqu'ils ne pouvaient rien perdre.

Citons de suite une dernière précaution prise par le législateur, l'ouvrier aurait peut-être été tenté pour se soustraire au paiement de sa dette, de supprimer purement et simplement son livret et de changer de résidence. Il aurait raconté qu'il avait perdu son livret en route, comme il est difficile de soumettre un tel fait à vérification, on lui en aurait délivré un nouveau sans que la mention des dettes pût y être transcrite, le pa-

tron qui l'aurait embauché, n'aurait eu à opérer aucune retenue et l'ouvrier se serait ainsi trouvé libéré de sa dette ancienne.

L'article 13 de l'arrêté, que nous avons déjà cité, prévient cette supercherie en édictant que l'ouvrier qui aura perdu son livret ne pourra obtenir qu'une permission provisoire de travailler, sans pouvoir être autorisé à aller dans un autre lieu, et à charge de fournir à l'officier de police, la preuve qu'il est libre de tout engagement et tous les renseignements nécessaires pour autoriser la délivrance d'un nouveau livret sans lequel il ne pourrait partir.

■
* *

Pour résumer d'une façon impartiale le jugement à porter sur cette pratique des avances, il suffit de parcourir les divers écrits antérieurs à notre époque, qui y ont fait allusion. Aucun des auteurs ne traite à fond la question, loin de là, mais l'opinion qu'ils en donnent en passant nous paraît caractéristique. Tous, à l'envi, blâment cette exploitation de l'homme par l'homme et nous ne pouvons que nous associer à leur critique.

Les avances sur le salaire ne sont vraiment bien-faisantes que lorsqu'elles sont provoquées uniquement par un sentiment d'humanité et de désintéressement. Honneur aux patrons, s'il en fut, qui n'ayant d'autre but que de secourir leurs ouvriers dans des cas difficiles ou dans des moments de détresse, prêtèrent leur

argent sans l'arrière-pensée d'en tirer profit, sans l'idée mesquine d'en faire immédiatement mention sur le livret.

On ne peut que regretter profondément ces déviations infligées à un principe salulaire en soi. Car enfin l'institution est excellente et sans ce misérable égoïsme qui dirigeait les patrons, on eût assisté à un spectacle admirable et vraiment reconfortant. De quels éloges n'eût-on pas couvert le patron qui par pure générosité aurait avancé quelques pièces d'or ou d'argent à ses ouvriers et remonté ainsi leur moral aux périodes de gêne et de découragement. Qu'a-t-il manqué pour que cela se produisît ? Un peu d'attention chez le législateur, ou peut-être ce qui serait plus grave, le désir de prendre sous sa sauvegarde les intérêts sacrés de la classe ouvrière.

Je reconnais qu'au moment où la loi s'établissait, il devait rester dans les esprits un certain ressentiment légitimé par les violences auxquelles s'étaient livrés les ouvriers sous le gouvernement précédent, j'admets encore que jusqu'à un certain point on ait pu juger nécessaire de calmer la turbulence des salariés et de poser des règles sévères pour assurer la tranquillité publique, j'admettrais donc qu'on eût pris différentes mesures de rigueur, mais je ne saurais comprendre cette sorte de désintéressement systématique, manifesté à l'égard des ouvriers. On n'a, semble-t-il, songé qu'à les mettre sous la coupe de tous ceux

avec qui ils devaient avoir des rapports, et à les tenir hors du droit commun.

Il était cependant bien simple de rendre avantageuse la pratique des avances ; quels dangers fallait-il éviter, d'une part la trop grande facilité pour les ouvriers de pouvoir emprunter et d'autre part la tentation pour les patrons de prêter outre mesure et d'abuser des garanties que leur offrait la loi, donc imprévoyance du débiteur et spéculation du créancier.

Dans sa belle Etude faite à la demande de l'Académie des Sciences morales et politiques, sur l'état physique et moral des ouvriers dans les manufactures, M. Villermé s'attaque à trois usages pernicieux qui régnaient dans les ateliers : le mélange des sexes, la durée journalière beaucoup trop longue du travail pour les enfants, et les prêts d'argent faits par certains maîtres à leurs ouvriers, à titre d'avance sur les salaires. Pour ce dernier usage que nous avons seul à étudier, le savant académicien souhaitait pour couper le mal dans sa racine qu'une loi particulière « déclarât non privilégiées toutes les créances des maîtres inscrites sur les livrets des ouvriers, lorsque ces créances dépasseraient une certaine somme ». Le remède proposé est excellent et nous verrons que le législateur se l'est plus tard approprié. En effet, rien de mieux pour restreindre les demandes des ouvriers que de fixer une somme au-dessus de laquelle il leur serait difficile d'emprunter, puisque les prêteurs n'auraient à compter

que sur leur solvabilité naturelle et les sûretés ordinaires, d'un autre côté les patrons n'auraient plus à leur disposition les moyens d'asservir les ouvriers, puisque la loi ne leur accorderait de privilège que sur une somme déterminée. Le nombre des prêts n'aurait point diminué, mais leur montant, les ouvriers se seraient forcément montrés plus économes, et la plupart des patrons n'auraient jamais eu la faculté d'user ouvertement de leurs mauvais instincts pour leur plus grand profit. « Il est vrai, que les ouvriers ne trouveraient plus les mêmes facilités auprès des entrepreneurs. Ce serait un inconvénient sans doute, mais lorsqu'on sait que très souvent les entrepreneurs conduisent l'ouvrier sur cette pente glissante pour l'exploiter ensuite et pour lui imposer les plus dures conditions, on conviendra facilement que les avantages exceptionnels que les ouvriers trouvent dans le mode actuellement usité, ne peuvent compenser les résultats funestes qui accompagnent presque invariablement les avances qu'ils ont reçues » (1). J'ai tenu à reproduire cette opinion pour qu'on ne puisse m'accuser de présenter les choses sous des couleurs trop noires, il est malheureusement exact que des abus détestables ont été commis, notre devoir était de les signaler.

1. Th. Fix. *Observations sur l'état des classes ouvrières*, 1846, p. 282.

CHAPITRE III

§ 1. — *Caractères de la sanction édictée par la loi.*

L'article 12 de la loi de germinal porte que nul ne pourra sous peine de dommages-intérêts recevoir un ouvrier, s'il n'est porteur d'un livret portant le certificat d'acquit de ses engagements délivré par celui de chez qui il sort. L'arrêté du Gouvernement pris en exécution de la loi, prévoit aussi des dommages-intérêts et renvoie au Titre V de la loi de germinal qui fixe les autorités compétentes pour en statuer. Or, au sujet de cette pénalité une remarque peut être faite.

La loi semble viser uniquement les patrons, ainsi dans l'art. 12 ci-dessus comment s'expliquer qu'elle n'ait pas soumis également l'ouvrier à la même disposition et qu'elle ne lui ait pas défendu sous peine de dommages-intérêts d'entrer chez un nouveau maître si son livret n'est pas complètement en règle. La raison en est simple à fournir et on conçoit pourquoi le législateur a traité de l'acquit d'engagement sur le livret, relativement au maître et non pas quant à l'ouvrier.

Pour ce qui regarde le patron, il n'était pas lié envers celui de chez qui l'ouvrier sortait, et ne pouvait

partant être tenu envers lui à des dommages-intérêts : pour donner lieu à ce lien juridique et à ces dommages, il fallait l'intervention de la loi, c'est-à-dire l'article 12.

Quant à l'ouvrier, était-il nécessaire de le soumettre à une disposition telle que celle-ci. « Il est défendu à tout ouvrier sous peine de dommages-intérêts de travailler chez un maître s'il n'est porteur d'un livret portant le certificat d'acquit de ses engagements, délivré par celui de chez qui il sort ».

Un pareil article prononçant des dommages-intérêts contre l'ouvrier envers un précédent maître eût été inutile, par cela même que les règles générales sur l'inexécution des conventions sanctionnaient cette espèce de la même manière (Cc. art. 1147) (1).

« En deux mots dans le système de la loi, c'est au maître seul que s'est adressé le législateur. Il lui a fait défense de recevoir aucun ouvrier non muni d'un livret sous peine de dommages-intérêts ; quant à l'ouvrier lui-même, la loi ne s'en est pas occupée et ne devait pas s'en occuper, car celui-ci sera suffisamment puni par le défaut de travail, par le refus du maître de l'accepter » (2).

1. On trouvera cette discussion dans la brochure de M. Haus. *De la légalité des art. 1 et suivants, 5 et 23 de l'arrêté du 10 novembre 1845*, Bruxelles 1859.

2. Chambre des représentants belges, séance du 20 janvier 1846, discours de M. Verhaegen, *ibid.*

Autre question, le Gouvernement peut-il, dans le but d'assurer la stricte observation de la loi, édicter une pénalité nouvelle non prévue par cette loi même ?

Le problème s'est posé en Belgique dans les conditions suivantes : l'article 23 de l'arrêté du 10 novembre 1845 relatif aux livrets d'ouvriers, est ainsi conçu : « Sans préjudice de dommages-intérêts sur le cas prévu par l'article 12 de la loi du 22 germinal an XI, toute contravention à l'une ou à l'autre disposition du présent arrêté, sera punie des peines établies par l'article 1^{er} de la loi du 6 mars 1818 » (1).

Un patron qui avait commis la faute de recevoir dans ses ateliers un ouvrier sans qu'il fût porteur d'un livret et auquel on avait appliqué les sévérités de la loi de 1818 fit appel du jugement qui le condamnait en s'appuyant sur ce que l'arrêté de 1845 était illégal.

1. Loi du 6 mars 1818 « Les infractions aux dispositions arrêtées par les mesures générales ou règlements d'administration intérieure de l'Etat, mentionnées dans l'art. 73 de la loi fondamentale, à l'égard desquelles les lois n'ont point déterminé et ne détermineront pas dans la suite des peines particulières, seront punies par les tribunaux d'après la nature de l'objet, la gravité de l'infraction et les circonstances qui l'auront accompagnée, d'une amende qui ne pourra excéder 100 florins ni être moindre de 10 florins, ou d'un emprisonnement d'un jour au moins et de quatorze jours au plus, ou enfin d'une amende et d'un emprisonnement réunis, mais qui ne pourront respectivement excéder le maximum qui vient d'être indiqué » *ibid.*

Il est bien certain que ce patron était en contravention, l'art. 12 de la loi du 22 germinal en défendant au maître de recevoir un ouvrier non porteur d'un livret en règle, défendait à plus forte raison de recevoir l'ouvrier sans livret du tout. Par une conséquence semblable ce même fait était également prévu par l'art. 5 de l'arrêté royal du 10 novembre 1845. Mais la cour d'appel de Bruxelles fit remarquer dans son arrêt (13 mars 1847) que la loi de l'an XI avait pour ce fait établi elle-même sa sanction et qu'elle s'était contentée à cet égard de la pénalité purement civile de dommages-intérêts dont la poursuite n'appartient pas au ministère public, et la Cour ajoutait : « Attendu qu'il importe peu que les dommages-intérêts constituent ou non une véritable peine ; qu'il suffit que l'art. 12 de la loi du 22 germinal an XI n'ait pas voulu d'autre peine que celle-là, pour en induire la conséquence nécessaire qu'il n'a pu appartenir au pouvoir exécutif, en prévoyant le même fait dans l'art. 5 de l'arrêté précité, d'ajouter une pénalité à la sanction que le législateur avait lui-même établie et jugée suffisante dans l'art. 12 de la prédite loi. »

La Cour de cassation de Belgique, saisie de la question déclara qu'en refusant d'appliquer les pénalités de la loi de 1818 au fait qui faisait l'objet des poursuites dirigées contre le défendeur, la cour d'appel de Bruxelles n'avait contrevenu à aucune loi, (arrêt du 14 juin 1847). En effet l'art. 12 de la loi de germinal parle de dommages-intérêts, et l'art. 13 de la même

loi n'a laissé au Gouvernement que le soin de déterminer de la manière prescrite pour les règlements d'administration publique, la forme de ces livrets et les règles à suivre pour leur délivrance, leur tenue et leur renouvellement.

En France la même déclaration de principe aurait pu être faite à propos de l'ordonnance de police du 25 mars 1818 qui tentait d'établir une sanction pénale à côté de la sanction civile prévue par la loi, mais jamais tentative de ce genre ne fut suivie d'application. Un seul exemple à notre connaissance, peut être cité, l'excès de pouvoir provient d'une autorité administrative et fut d'ailleurs, comme il est à penser, jugé illégal par la Cour de cassation. Il s'agissait d'un arrêté municipal visant le défaut par les maîtres de se faire remettre les livrets et le punissant d'une amende. La Cour reconnut que le fait incriminé donne bien lieu à une action civile à fin de dommages-intérêts mais qu'il n'entraîne aucune peine et qu'un arrêté municipal ne peut en créer une ; la police sur les livrets des ouvriers réglée par une loi spéciale, n'est pas au rang des objets confiés à la vigilance des maires : « Attendu que la contravention à un arrêté municipal sur un fait prévu par une loi, ne peut pas entraîner une peine que cette loi ne prononce pas... »

On s'est étonné que le législateur de l'an XI n'ait prononcé d'autre peine contre les violations de la loi que des dommages-intérêts, aussi l'a-t-on accusé de

ne lui avoir pas donné une sanction efficace, mais cette critique est-elle bien juste, « Le législateur pouvait-il donner à la violation d'un contrat civil une sanction autre qu'une sanction civile. Car après tout il faut bien le reconnaître, il ne s'agit que de garantir l'exécution d'un contrat civil, de punir son inexécution, et non de réprimer un crime ou un délit quelconque. Que des ouvriers puissent se soustraire plus facilement que d'autres à l'exécution de leurs engagements, cela est vrai, mais est-ce une raison suffisante pour ériger cette inexécution en fait tombant sous le coup de la loi pénale, et pour créer contre eux dans un intérêt privé une pénalité exorbitante du droit commun ? ». (1)

Plus tard on tenta d'inscrire une peine dans des projets nouveaux, tel celui de 1845 qui n'aboutit pas, mais jusqu'en 1854 le fait de recevoir un ouvrier qui n'aurait pas un livret portant certificat d'acquit de ses engagements délivré par celui de chez qui il sort, ou encore le fait pour l'ouvrier de se faire embaucher sans être en règle, n'a jamais pu être sanctionné par une peine de police.

1. Dalloz, *Répertoire* 1839, *Industrie* n° 139.

§ 2. — *Des autorités chargées de statuer en matière de contestations relatives au livret.*

Le titre V de la loi du 22 germinal qui traite de la juridiction fixe de la manière suivante les règles de compétence :

« Art. 19. — Toutes les affaires de simple police entre les ouvriers et apprentis, les manufacturiers, fabricants et artisans, seront portées à Paris devant le préfet de police, devant les commissaires généraux de police dans les villes où il y en a d'établis, et dans les autres lieux devant le maire ou un des adjoints. Ils prononceront sans appel les peines applicables aux divers cas selon le code de police municipale.

Si l'affaire est du ressort des tribunaux de police correctionnelle ou criminelle ils pourront ordonner l'arrestation des détenus et les faire traduire devant le magistrat de sûreté ».

« Art. 20. — Les autres contestations seront portées devant les tribunaux auxquels la connaissance en est attribuée par la loi ».

Donc la loi institue pour les ouvriers une juridiction particulière, et on admira fort à ce sujet la sollicitude du gouvernement. Dans son rapport au Corps législatif le conseiller d'Etat Regnault fit le plus grand éloge de ces dispositions qui « remettent entre les mains des officiers municipaux une espèce de pouvoir domes-

tique qui les investit seuls à l'exclusion des tribunaux de police, de l'autorité nécessaire pour régler les différends entre les ouvriers mêmes et entre eux et ceux qui les emploient, de manière à ce que les affaires considérées comme discussions de famille en conservent le caractère et soient décidées par une autorité presque paternelle, sans les formes plus ou moins dispendieuses qui suivent les procédures devant les tribunaux ». L'idée est certainement bonne, outre que ces sortes de litiges revêtent rarement un caractère de grave importance, la célérité indispensable en cette matière ne peut se concilier avec les formes et les délais à observer devant les tribunaux.

En ce qui concerne les livrets, la compétence est donc exclusivement administrative et les tribunaux ne peuvent en connaître, c'est aux commissaires généraux et aux maires à statuer et à personne autre. Les dispositions de la loi sont formelles et on ne s'explique pas que des difficultés aient pu surgir par la suite justement à propos de cette détermination des autorités compétentes. Ceci présente assez d'intérêt, nous devons nous y arrêter quelques instants et montrer que peu d'esprits restèrent d'accord sur la véritable juridiction.

Jusqu'en 1809 tout alla bien, il n'y avait qu'un texte de loi et on n'hésitait pas à l'appliquer, mais le doute commença avec l'établissement des conseils de prud'hommes et s'accrut jusqu'à la confusion quand parut

la loi de 1838 sur les justices de paix ; il fallut une ordonnance du conseil d'Etat pour remettre les choses au point et rendre à la juridiction primitive la force et l'autorité qu'elle n'aurait jamais dû perdre.

On a donné pour cause à ces interprétations diverses le manque de précision de la loi de germinal, les articles que nous avons rappelés ci-dessus montrent évidemment que le législateur n'a pas seulement admis la juridiction administrative et qu'il a laissé aux tribunaux ordinaires le soin de juger les contestations importantes.

Relativement au livret, l'arrêté de frimaire n'a pas dit expressément que dans tous les cas, c'est à la juridiction administrative à statuer, mais il l'a suffisamment laissé entendre puisque chaque fois qu'il a pris la peine d'indiquer l'autorité compétente, c'est toujours l'autorité administrative qui a été désignée. Ainsi le livret se délivre au commissariat ou à la mairie, c'est là que les premières mentions sont établies, c'est le maire qui vise le dernier congé, de même pour l'inscription du jour d'entrée qui n'aurait pas été effectuée par le maître. Ce sont encore ces fonctionnaires publics qui délivrent le congé quand le maître ne sait ou ne peut écrire ou qu'il est décédé, ce sont eux toujours qui accordent les permissions provisoires de travailler.

Alors pourquoi dans les contestations relatives à la remise du livret ou à la délivrance des congés, n'au-

raient-ils point qualité pour juger ? On a prétendu que tout le reste n'est que formalités, tandis qu'ici on se trouve en présence d'un contrat civil et qu'il appartient aux tribunaux ordinaires d'étudier les termes de l'engagement.

Il s'agit bien effectivement d'un contrat mais justement l'arrêté a déterminé une juridiction spéciale qui doit être seule compétente, sinon on ne s'expliquerait ni ce « pouvoir domestique » dont parle Regnault et que la loi attribue aux officiers municipaux, ni cette « autorité nécessaire pour régler les différends entre les ouvriers mêmes et entre eux et ceux qui les emploient ». Si le texte de la loi n'est pas formel, il suffit d'en étudier l'esprit pour comprendre que telle a bien été la pensée du législateur.

..

La création des conseils de prud'hommes donna naissance aux premières hésitations et fit croire à l'abrogation de l'arrêté du 9 frimaire.

En combinant la loi du 18 mai 1806 et les décrets des 11 juin 1809 et 20 février 1810, on voit que le conseil de prud'hommes est institué pour terminer par la voie de conciliation les petits différends qui s'élèvent journellement soit entre des fabricants et des ouvriers, soit entre des chefs d'atelier et des compagnons ou apprentis. L'article 6 de la loi l'autorise également à juger jusqu'à la somme de soixante francs sans forme

ni frais de procédure et sans appel, les différends à l'égard desquels la voie de conciliation aura été sans effets.

Les décrets de 1809 et 1810 portent que seront justiciables des conseils de prud'hommes les « marchands fabricants, chefs d'atelier, contre-maîtres, teinturiers, ouvriers, compagnons ou apprentis ». On conclut de ces textes que l'arrêté du 9 frimaire en vertu duquel les maires étaient chargés de statuer sur les refus de remise de livrets avait été abrogé et que cette attribution avait été transportée aux prud hommes.

Mais là s'élève une difficulté. S'il est possible d'admettre que les conseils de prud'hommes, dans les lieux où il en existe, sont substitués aux officiers municipaux, comment résoudre la question dans les lieux où des décrets particuliers n'ont pas établi de conseil ? Faut-il dire que les conseils de prudhommes, où il en existe, connaîtront des contestations relatives aux livrets, mais que pour les autres localités, les dispositions antérieures semblent devoir conserver leur force obligatoire (1).

Cette décision ne pouvait être capable de dissiper les doutes d'autant qu'un avis du conseil d'Etat approuvé le 20 février 1810 portait que les maires n'ont en

1. C'est dans ce dernier sens (compétence administrative), que s'est prononcée la Cour de Cassation, par un arrêt du 23 juin 1812.

aucun cas à remplir les fonctions des conseils de prud'hommes, il faudrait choisir entre les deux solutions et ne pas admettre que l'arrêté si vraiment il avait été abrogé, pût rester en vigueur quelque part.

On crut trouver un terme à cette incertitude spéciale dans la loi du 25 mai 1838 sur les justices de paix où il est dit, art. 5, § 3 que les juges de paix connaîtront des contestations « relatives aux engagements respectifs... des maîtres et de leurs ouvriers ou apprentis, sans néanmoins qu'il soit dérogé aux lois et règlements relatifs à la juridiction des prud'hommes ». On en tira des arguments pour l'abrogation complète de l'arrêté, puisque, disait-on, la loi attribue formellement aux juges de paix le droit de connaître des contestations en général. Là où il existe un conseil de prud'hommes, ils n'auront pas compétence pour les matières soumises à la juridiction de ce conseil, mais dans les lieux où il n'en existe point, les juges de paix seront seuls compétents.

Ce raisonnement est parfait pour les contestations dont le législateur ne s'est pas occupé particulièrement, mais prétendre que la loi nouvelle, en attribuant au juge de paix la connaissance des contestations relatives aux engagements respectifs des maîtres et de leurs ouvriers, leur a donné compétence en matières de contestations relatives aux congés ou livrets, c'est méconnaître le principe que les lois générales telle que la loi du 25 mai

1838, ne dérogent point implicitement aux lois spéciales telle que celle du 22 germinal an XI (1).

Dans la pratique on usa des trois juridictions sans s'inquiéter de leur compétence ou de leur incompétence et en se basant uniquement sur le plus ou moins de commodité à s'adresser à l'une ou à l'autre.

En 1836 le ministre de la justice et des cultes pour motiver l'avis qu'on lui demandait à ce sujet, consulta les procureurs généraux de Douai, Lyon, Paris et Rouen. « Il résulte des renseignements que m'ont adressés ces magistrats qu'avant comme depuis la loi du 25 mai 1838, les conseils de prud'hommes ont généralement, dans les villes où il en est établi, été seuls appelés à connaître les difficultés survenues entre les ouvriers et leurs maîtres concernant la remise des livrets et la délivrance des congés; que dans la majeure partie des autres cantons, elles ont été portées devant les juges de paix, même avant la loi de 1838, et surtout depuis la promulgation de cette loi, mais que le plus souvent ces magistrats ne sont intervenus que par voie de conciliation; enfin que dans quelques localités seulement les commissaires de police ou les maires ont été saisis de ces différends. A Paris, le préfet de police paraît n'avoir pas exercé depuis fort longtemps la juridic-

1. V. Dalloz. Rép. Compétence civile des tribunaux de paix n° 179.

tion que lui conférait l'art. 19 de la loi du 22 germinal an XI » (1).

Enfin le Conseil d'Etat par une ordonnance du 14 juillet 1841, vint régler définitivement la question et affirmer que les attributions conférées aux autorités administratives par la loi du 22 germinal et l'arrêté du 9 frimaire, rendu en exécution de cette loi, n'avaient été modifiées par aucun texte et que par conséquent elles devaient conserver toute leur vigueur.

Il est probable que la disposition présentait certains avantages puisque le projet de réforme gouvernemental de 1845 qui tendait à modifier la loi sur plusieurs points, maintenait intégralement cette juridiction (2) et l'état de choses dura jusqu'en 1851 où la loi du 14 mai attribua la compétence des contestations aux conseils de prud'hommes et à défaut aux juges de paix.

∴

Disons en terminant que d'après la loi de germinal (art. 21) et en quelque lieu que réside l'ouvrier, la ju-

1. Cité dans Dalloz, Compétence administrative, p. 553.

2. « Les contestations qui pourraient s'élever entre les chefs d'établissement et les ouvriers, relativement au livret, seront jugées par le maire sans recours et sans frais, les parties présentes ou appelées par voie de simple avertissement. La décision sera exécutoire sur minute et sans aucun délai... ». Art. 8 du projet de loi présenté par le ministre de l'agriculture et du commerce le 31 janvier 1845.

ridiction est déterminée par le lieu de la situation des manufactures ou ateliers dans lesquels l'ouvrier a pris du travail. Cette disposition est contraire à la maxime « *actor sequitur forum rei* » mais on comprend le but poursuivi par la loi, elle a voulu qu'on perdît le moins de temps possible et que les contestations fussent réglées par une autorité qui, résidant dans le lieu du travail, et par conséquent connue de tout le monde, pût souvent adoucir les querelles et concilier les parties, suivant le rôle bienveillant que lui avait tracé le législateur.

§ 3. — *Annotation des livrets.*

Il nous faut dire deux mots en passant d'une habitude qu'on essaya d'introduire et qui ne pouvait qu'être nuisible à la masse des ouvriers, je veux parler des annotations portées au livret et concernant soit les mœurs, soit la probité, l'habileté ou l'assiduité du titulaire. La loi fixant limitativement les mentions à effectuer, il n'aurait jamais dû venir à l'esprit des patrons d'augmenter encore le nombre de leurs prérogatives.

Cependant il se crurent ou tentèrent de se faire croire autorisés à inscrire sur le livret telles notes qu'il leur conviendrait, inutile d'ajouter que c'était dans une intention défavorable si bien que les premières annotations furent réservées à ceux de leurs ouvriers dont ils se disaient mécontents.

Une circulaire du Ministre de l'intérieur aux préfets des départements vint en 1809 rappeler les industriels à la stricte observation de la loi, elle affirmait très justement qu'un manufacturier n'a point le droit d'entacher « arbitrairement » un individu. L'expression n'est certes pas trop forte, si l'on avait permis aux patrons de rédiger les notes à leur gré, c'eût été le règne de l'arbitraire le plus absolu. Tout ouvrier qui aurait voulu quitter l'usine à la fin de son engagement, après avoir bien entendu, rempli les conditions nécessaires, se serait peut-être heurté à la mauvaise humeur du patron mécontent de ce départ, et la lecture de son livret couvert d'une mention désobligeante dont l'exactitude ne pouvait être soumise à contrôle, lui aurait fermé les portes de nombreux ateliers où l'on n'avait cure de recevoir un ouvrier mal noté.

La circulaire expliquait nettement que si un patron avait à formuler une plainte sérieuse contre un ouvrier soit qu'il le suspectât d'infidélité, soit qu'il lui reprochât des manœuvres tendant à désorganiser ses ateliers, il n'avait qu'à user de son droit et le traduire devant les tribunaux, seuls juges en pareille matière. « Il n'est point besoin d'insister sur les inconvénients qui résulteraient d'un tel ordre de choses, et sur la position désavantageuse dans laquelle il placerait l'ouvrier dont le maître n'aurait ni le désintéressement ni l'esprit d'équité désirables ». Ce sont là des paroles très sages sous lesquelles on devine le pressentiment des

conflits inévitables qui s'élèveraient si les maîtres s'autorisaient à noter leurs ouvriers.

Malheureusement la circulaire n'allait pas aussi loin qu'on l'eût désiré. Elle défendait bien les annotations défavorables, parce que trop sujettes à caution, mais elle indiquait elle-même le moyen de distinguer l'ouvrier fidèle et laborieux de celui qui ne l'est pas. « S'il n'est pas permis, dit-elle, d'inscrire sur le livret des notes désavantageuses, rien n'empêche de délivrer des congés favorables ». Alors le danger subsiste, s'il est admis que les bons ouvriers recevront une mention flatteuse, il s'en suivra par là même que l'absence d'annotations, le simple silence correspondra à un blâme tacite. C'est encore une sélection arbitraire qui s'établit et que la loi n'autorise pas, le moyen est moins brutal, mais pour détourné qu'il soit, il n'en est pas moins susceptible de produire des résultats nuisibles. On ne s'explique pas une semblable dérogation, pourtant le texte de la loi est formel par son silence et il faut l'interpréter restrictivement, on doit dans les congés délivrés s'en tenir à une déclaration sur le fait de l'accomplissement des engagements précédemment contractés par le porteur du livret.

..

Nous venons ainsi d'étudier les principales dispositions de la législation de 1803, non sans en avoir critiqué la majeure partie. Cependant nous ne méritons

pas d'être taxé de partialité car les reproches adressés à l'œuvre consulaire nous paraissent absolument fondés, et nous pensons que l'examen approfondi auquel nous nous sommes livré, a fait suffisamment ressortir les vices de l'institution, vices résultant de la conception étroite qui a présidé à l'élaboration de la loi.

Il ne pouvait en être autrement à l'époque où fut pris l'arrêté de frimaire, et on n'aurait en somme qu'à accepter la chose sans récriminations si le législateur n'avait tenté de dissimuler ses intentions et de faire croire à un accès de bonté de sa part. Il semblerait d'après l'exposé des motifs que le seul mobile qui l'ait guidé, c'est le souci d'assurer la tranquillité publique et de redonner confiance aux industriels tout en respectant les droits sacrés de chacun. Point de faveur pour une classe au détriment d'une autre, la sauvegarde entière des intérêts en présence, l'égale justice pour tous, c'était là un beau programme, mais qui par malheur ne fut pas observé. Toutes les mesures édictées tendirent à consolider la toute puissance des patrons et on n'en pourrait citer une seule qui fût favorable aux ouvriers; procurer aux manufacturiers la main-d'œuvre qui leur était nécessaire et leur garantir le remboursement des avances au moyen desquels ils enchaînaient la liberté des emprunteurs, telle fut certainement la volonté du législateur. Toutes les formalités relatives au livret convergent vers ce but, d'autant que cela servait merveilleusement les intérêts de la police et que sous

couleur de protéger l'industrie, il était aisé d'imposer à la classe ouvrière des règles spéciales qui en assurassent la surveillance et la domination.

Tous les privilèges sans exception sont établis en faveur du patron, l'ouvrier ne reçoit en échange aucune clause de garantie ; c'est un être d'une espèce inférieure qui n'a pas de rang social et dont le sort est abandonné à l'arbitraire de ceux qui l'utilisent, de ceux qui veulent bien l'utiliser. A ce point de vue l'institution du livret n'innove rien. C'est une application partielle des idées courantes, c'est la résultante de la législation générale de l'époque.

QUATRIÈME PARTIE

LA RESTAURATION ET LA MONARCHIE DE JUILLET

CHAPITRE I

§ 1. — *Absence de sanction pénale. Ses conséquences quant à l'application de la loi.*

Il est indiscutable qu'au point de vue théorique, la loi, telle qu'elle se présentait ne devait produire que des résultats fâcheux, et les raisons ne manquaient point d'envisager l'avenir avec inquiétude et de redouter les complications toujours possibles. Aussi n'est-il pas étonnant que des abus furent signalés en grand nombre et que la classe ouvrière eut beaucoup à souffrir des menées patronales.

Mais en fin de compte, et nous sommes très heureux d'en convenir, la pratique ne vint pas confirmer sur tous les points les appréhensions qui avaient envahi les esprits. Nous ne voulons pas dire que tout se passa de la meilleure façon du monde, loin de là, mais encore une fois, et c'est notre pensée intime, on pouvait s'atten-

dre à pis et les évènements ne vinrent pas complètement corroborer les craintes qu'on s'était forgées.

La cause essentielle à notre avis de cette sorte de trêve sociale que rien ne faisait espérer, c'est l'absence de toute sanction pénale, en effet ni dans la loi de germinal ni par suite dans l'arrêté de l'an XII, on ne trouve trace d'une pénalité quelconque, pécuniaire ou corporelle. Cette affirmation peut sembler étrange en présence de l'article 3 de l'arrêté de frimaire qui répute vagabond l'ouvrier voyageant sans être muni d'un livret portant visa du maire. Il faut remarquer que c'était là le complément d'une mesure de police qui, destinée à contrôler les déplacements ne devait s'appliquer qu'aux ouvriers nomades, c'est-à-dire à une portion infime de la population. Les ouvriers sédentaires n'y étaient pas astreints, d'ailleurs même pour les autres, cette disposition par trop rigoureuse ne fut jamais strictement exécutée, l'habitude se prit d'exiger uniquement le passeport des ouvriers changeant de résidence (1). Notre remarque s'applique à l'obligation du

1. Habitude que vint confirmer l'ordonnance de police du 1^{er} avril 1831, art. 5, « tout ouvrier voyageant sans être muni d'un livret ainsi visé, pourra être réputé vagabond et être arrêté et puni comme tel, à moins qu'il ne soit porteur d'un passeport ou d'autres papiers de sûreté réguliers ou qu'il ne justifie de l'une des exceptions portées par l'art. 20 du Code pénal. »

livret, or, il est bien exact que cette obligation n'est pas sanctionnée.

Faut-il simplement se féliciter d'un oubli du législateur, doit-on au contraire lui savoir gré de sa bienveillance et penser qu'il a sincèrement réfléchi aux tristes conséquences qu'aurait entraînées l'établissement d'une peine, il est difficile de résoudre la question, mais il faut reconnaître que toutes les fois où il s'est occupé du livret, le Gouvernement a observé le silence relativement à la pénalité. Dans l'ordonnance du 14 mars 1803 concernant les garçons boulangers de Paris, il est dit que ces derniers seront tenus de se faire inscrire et qu'il leur sera remis à chacun un livret contenant leur signalement et la mention de cette inscription ; il est dit que les patrons boulangers se feront remettre les livrets des garçons à l'instant qu'ils entreront à leur service et qu'ils y inscriront ou feront inscrire l'entrée des garçons chez eux. Il est dit encore que les livrets seront déposés dans les vingt-quatre heures au bureau du commissaire de police de la division sur laquelle les garçons se trouveront placés et que les livrets y resteront tant que les garçons travailleront chez les mêmes boulangers, on ne niera pas l'esprit policier de cette disposition, mais de sanction proprement dite, il n'en existe pas (1).

1. Mêmes dispositions dans l'ordonnance concernant les étaliers et les garçons bouchers du 17 novembre 1803.

On a signalé une dérogation importante qui se trouverait dans le décret du 3 janvier 1813 contenant des dispositions de police relatives à l'exploitation des mines, dispositions dont les unes tendent à prévenir les accidents, dont les autres fixent les mesures à prendre en cas d'accidents arrivés, dont les troisièmes enfin concernent la police du personnel. Pour remédier, entre autres, au défaut d'insubordination des ouvriers, il est enjoint à tout mineur ou ouvrier quelconque employé soit à l'intérieur, soit à l'extérieur dans l'exploitation des mines et minières, usines et ateliers qui en dépendent, de se pourvoir d'un livret et de se conformer aux dispositions de l'arrêté du 9 frimaire, et le décret ajoute (art. 31) « les contraventions aux dispositions de police ci-dessus, lors même qu'elles n'auraient pas été suivies d'accidents, seront poursuivies et jugées conformément au titre X de la loi du 21 avril 1810 sur les mines, minières et usines » c'est-à-dire qu'elles sont passibles d'une amende de 100 à 500 fr., double en cas de récidive et d'un emprisonnement qui ne pourra excéder la durée fixée par le code de police correctionnelle, cinq ans.

Un doute s'est élevé et subsiste encore, dans notre esprit, sur le point de savoir si l'article 31 était applicable aux ouvriers qui n'auraient commis d'autre faute que celle de ne pas se pourvoir d'un livret. En effet le décret semble à première vue viser par cet article, uniquement les contraventions qui pourraient être suivies

d'accidents, puisqu'il les punit d'une peine moindre quoique déjà très sévère, alors même qu'elles ne l'auraient pas été. Or le fait de ne pas se munir d'un livret n'implique en aucun cas la possibilité de provoquer un accident, cependant la majorité des auteurs estime que l'art. 31 ayant le caractère d'une disposition générale, affirmé par l'intitulé même de son titre, devait s'appliquer à toutes les contraventions prévues par le décret précité ; nous reconnaissons la grande autorité qui s'attache à cette opinion, mais nous avouons qu'elle ne nous a pas convaincu et nous maintenons nos réserves.

Quoi qu'il en soit, cette absence de sanction, dans la loi de germinal, eut un effet bienfaisant. Nous ne parlons pas des avances dont les abus signalés ne furent que trop réels, les patrons pour la plupart, employèrent ce moyen d'exploitation que la loi leur offrait sans doute inconsciemment, ce que nous avons en vue, c'est l'attitude du Gouvernement qui ne disposant d'aucune espèce de pénalité, ne put que laisser les gens agir à leur guise et observer ou non les prescriptions qu'il avait établies.

Peu à peu la crainte de la loi disparut, le plus souvent la coutume du lieu servait seule de règle, le livret était ou non réclamé suivant les besoins des industries, les patrons qui n'y voyaient pas leur intérêt en jeu ne prenaient pas la peine de l'exiger de leurs ouvriers, et ceux-ci, quand ils le pouvaient, s'affran-

chissaient avec plaisir de ces formalités qu'ils jugeaient humiliantes et vexatoires. Les parties contractantes s'entendaient à ce sujet, aussi l'exécution de la loi étant laissée au libre arbitre de chacun, n'est-il pas étonnant qu'elle dût rapidement tomber en désuétude, au moins dans certaines professions.

Dépourvue de sanction pénale, la loi ne put s'imposer d'où cette conséquence que les gens se trouverent par le fait libres d'y obéir ou de ne pas s'y soumettre; l'institution répugnant aux patrons qui communiquaient plus particulièrement avec leurs ouvriers, on préférait prendre des renseignements ou demander un certificat, c'était en somme la pratique usitée pour les domestiques et personne ne s'en plaignait. Quant aux patrons qui auraient souhaité l'observation intégrale des mesures prescrites, il leur était difficile de l'obtenir, à moins d'interter une action en dommages-intérêts contre leurs collègues récalcitrants, action dont les frais pouvaient s'élever dans la plupart des cas au-delà des dommages-intérêts eux-mêmes; d'où une certaine hésitation, avec la seule ressource de réclamer une législation plus énergique et plus protectrice en fait de leurs prérogatives.

Cette liberté d'appréciation, si elle ne correspondait pas aux intentions du législateur, servit en tout cas à renseigner parfaitement sur l'état d'esprit des ouvriers qui ne se laissèrent pas prendre aux pseudo avanta-

ges de la loi et opposèrent une résistance passive à son application (1).

..

Le gouvernement de la Restauration ne chercha pas à modifier l'œuvre consulaire, heureusement pour les ouvriers car c'eût été dans le sens de l'aggravation. Le seul document de l'époque relatif au livret confirme pleinement notre opinion, c'est l'ordonnance de police du 15 mars 1818, rendue pour rappeler aux ouvriers de Paris les prescriptions de l'arrêté du 9 frimaire.

Elle reproduit les principaux articles de l'ordonnance du 2 pluviose an X11 que nous avons citée, et y

1. On nous objectera peut-être qu'il n'était pas nécessaire de déplorer les rigueurs d'une législation dont nous semblons affirmer si délibérément la non application. Qu'on veuille bien admettre que cette contradiction n'est qu'apparente, nous n'avons pas voulu dire que la loi sur les livrets fut inappliquée, loin de là, les plaintes incessantes des ouvriers prouvent qu'ils eurent à en souffrir et beaucoup, nous avons voulu seulement indiquer l'esprit de résistance qui animait ces mêmes ouvriers et qui fut assez fort pour enfin triompher de la législation. Si nos affirmations semblent trop catégoriques, cela tient à ce que nous devons préciser en quelques mots la physionomie d'une époque et en signaler surtout les tendances caractéristiques, or il est certain que les ouvriers ont toujours tenté d'échapper à l'obligation du livret, c'est ce que nous avons tenu à établir.

ajoute quelques mesures très sévères non prévues dans l'arrêté.

Ainsi, l'art. 8 défend à tout individu qui emploie des ouvriers, d'en admettre aucun s'il n'est pourvu d'un livret et s'il n'y est fait mention du congé de son dernier maître, à peine de dommages intérêts envers celui-ci « et d'amende ». Comme nous l'avons montré dans une discussion précédente, cette amende était foncièrement illégale et n'aurait pu être appliquée sans donner lieu à cassation.

Outre l'inscription du jour d'entrée sur le livret, le maître devait aussitôt l'admission, faire viser ce livret par le commissaire de police du quartier de son domicile et par le maire dans les communes rurales.

En cas de perte simple du livret, l'ouvrier ne pourra en obtenir un second que sur le certificat d'acquit des deux derniers maîtres chez lesquels il aura travaillé. Si ce livret a été perdu en voyage ou au retour d'un voyage, le duplicata n'en sera délivré que sur une attestation de moralité donnée par quatre maîtres patentés de la même profession.

Donc l'ordonnance créait une pénalité pécuniaire, établissait un visa supplémentaire et compliquait les formalités d'obtention du livret. Il est aisé de voir qu'une réglementation nouvelle n'eût pas tourné à l'avantage de la classe ouvrière.

§ 2. — *La révolution de 1830, agitations de la classe ouvrière.*

Lorsqu'éclata la révolution de 1830, le peuple de Paris y prit une part très active et la bravoure des combattants de juillet n'eut d'égal que leur désintéressement « Le peuple s'est couvert de gloire, écrivait La Fayette et quand je dis le peuple, c'est ce que l'on appelle les dernières classes de la société, qui, cette fois-ci, ont été les premières ». (1)

Il eût été juste de lui en savoir gré, et le gouvernement issu des barricades aurait dû payer sa dette de reconnaissance en améliorant la condition sociale de ceux qui l'avaient aidé à s'établir. Il n'en fut rien, au contraire la bourgeoisie triomphante chercha à consolider son pouvoir au détriment du peuple et celui-ci frappé dans ses illusions s'aperçut vite que le principe de liberté inscrit dans la charte n'arrêterait ni les mesures de rigueur ni les lois d'exception.

Nous avons constaté quelques lignes plus haut que la loi sur les livrets perdait de jour en jour de son autorité, les ouvriers s'étaient accoutumés à en négliger les prescriptions et il semblait que la révolution dût porter le coup de grâce à une institution aussi peu en harmonie avec le droit commun.

Les ouvriers confiant dans les promesses qu'on leur

1. H. Martin. *Hist. de France*, t. V, p. 513.

avait faites, crurent qu'ils n'auraient plus à souffrir des règles spéciales imposées par les précédents régimes et « pensant qu'on allait les débarrasser des livrets obligatoires négligèrent soit d'en prendre, soit de les tenir en règle » (1).

Le gouvernement nouveau ne l'entendait pas ainsi, et sa rigueur à l'égard des ouvriers devait dépasser celle des conseillers de la Restauration. Il faut dire à sa décharge que les troubles de la rue menaçaient de devenir périodiques, les clubs excitaient l'effervescence et les agitateurs persuadaient au peuple qu'il n'y avait pas d'autre moyen d'obtenir des réformes que d'exprimer son mécontentement d'une façon bruyante et d'inspirer ainsi aux détenteurs du pouvoir une crainte salutaire qui activât l'étude des solutions promises.

Par contre il faut dire aussi que le peuple méritait bien un peu qu'on s'occupât de lui; la révolution était en grande partie son œuvre et on conçoit qu'il devait augurer du changement un bien-être social dont on l'avait jusqu'alors sevré. Ayant pris conscience de leur force et soucieux des améliorations nécessaires, se croyant d'autre part assurés d'une certaine sympathie des classes dirigeantes, les ouvriers pensèrent que le moment était venu de revendiquer leurs droits et ils se crurent autorisés à repousser ouvertement les exigences patronales. C'est ainsi que des grèves éclatè-

1. Gomel. *Journal des Economistes*, 1882, p. 229.

rent et que des échauffourées se produisirent. Quelquefois même les revendications suscitèrent des bagarres sanglantes et donnèrent l'image de la guerre civile, on n'a pas oublié le soulèvement des ouvriers de Lyon en 1831, qui dégénéra en émeute et coûta la vie à un grand nombre de personnes; la classe ouvrière qui avait lutté pour les autres prenait maintenant les armes pour la défense de sa propre cause, les Lyonnais affamés et réduits aux pires conditions exigeaient un travail qui leur permît de vivre, ou déclaraient vouloir mourir en combattant.

A Paris, les mouvements de la population ne présentèrent jamais ce caractère d'acuité, mais à chaque instant des plaintes se faisaient entendre et les rangs des mécontents grossis par des chômages partiels, entretenaient une agitation qui finissait par énerver le peuple et surexciter les esprits. Le gouvernement, au lieu de parer au danger par des mesures sages et conciliatrices, crut qu'il valait mieux employer la sévérité et son premier soin fut de renforcer les dispositions de frimaire, notamment dans les ordonnances de police des 1^{er} avril 1831 et 30 décembre 1834.

Il est à nouveau expressément défendu à tout maître d'admettre un ouvrier même pourvu d'un livret, si ce livret n'est pas revêtu d'un congé d'acquit du maître qu'il vient de quitter. C'est la répétition de l'art. 12 de la loi de germinal, mais on étend son application en y soumettant les maîtres, même d'une autre pro-

fession que celle qu'aurait exercée l'ouvrier jusqu'alors, ainsi par exemple le cultivateur qui ne donne pas de livret devrait en exiger un de l'ouvrier qu'il embauche. La loi de germinal ne lui faisait encourir aucune responsabilité de ce genre, et l'illégalité d'une pareille disposition fut affirmée dans un arrêt de la Cour de cassation (30 juin 1836).

Nous arrivons à la mesure de police qui contribua le plus à rendre le livret impopulaire et à soulever les masses contre son application. L'ordonnance du 25 mars 1818 enjoignait déjà au maître, avant de recevoir un ouvrier, de se faire remettre le livret de celui-ci, d'y inscrire le jour de son entrée et de le faire viser dans les vingt-quatre heures au commissariat de police de son quartier. C'était là une mesure qui devait déplaire aux ouvriers, mais qui, en somme ne leur imposait pas une gêne personnelle puisque l'exécution en était à la charge des patrons.

L'ord. de 1831 ne jugeant pas que la surveillance ainsi exercée, fut pleinement efficace prescrivit ce qui suit : « Tout ouvrier sortant d'une manufacture, d'une fabrique, d'un atelier ou d'une boutique, après avoir rempli ses engagements, sera tenu de faire viser sa sortie à la préfecture de police, bureau des passeports, section des livrets ». Donc au bas de la signature du chef de l'établissement doit s'apposer le visa de la préfecture. Au point de vue seul des dérangements qu'elle occasionne, cette disposition est émi-

nemment nuisible, s'est-on rendu compte de la perte de temps subie par les ouvriers et du préjudice matériel que leur causeront ces courses nombreuses qui peuvent, pour certains d'entre eux, se renouveler plusieurs fois par semaine. Quant au point de vue de la dignité morale, cette obligation du visa à l'entrée et à la sortie est exorbitante, aucune autre classe de la société n'est assujettie à une surveillance de ce genre et l'indignation des ouvriers se conçoit, d'avoir ainsi été assimilés à des condamnés libérés.

L'ordonnance de 1834 voulut bien reconnaître que la centralisation des visas dont il s'agit au bureau des livrets de la préfecture de police, entraînait pour un grand nombre d'ouvriers, des déplacements et des pertes de temps qui portaient préjudice à leurs intérêts, surtout aux époques où les travaux ont de l'activité. Aussi « désirant rendre le moins onéreux possible l'accomplissement des formalités prescrites par les lois et règlements » l'ordonnance rapportait l'art. 7 ci-dessus et n'obligeait plus l'ouvrier qu'à faire viser son livret par le commissaire de police de son quartier, au lieu de s'adresser à cet effet à la préfecture de police.

En pratique les règlements furent toujours éludés, les patrons qui avaient la charge du visa d'entrée et qui ressentaient l'ennui de ces démarches, ne se faisaient pas faute de désobéir aux ordonnances, et les ouvriers de leur côté, se souciaient peu d'aller quémàn-

der un visa de sortie, fût-ce même chez le commissaire de police. Le livret acquitté par le maître précédent était ordinairement déposé entre les mains du patron chez lequel l'homme venait travailler, il y restait sans visa jusqu'à la sortie et passait sans visa chez un autre patron.

Il était donc à prévoir que malgré les tentatives du Gouvernement les obligations imposées par la loi tomberaient en oubli dans la majeure partie des professions, le seul résultat auquel aboutissaient les mesures nouvelles, c'était d'accroître l'effervescence et d'amener des chômages qui se terminaient ordinairement par des arrestations et des condamnations.

§. 3. — *Projet de loi sur les livrets. Discussion à la Chambre des pairs. La Révolution de 1848.*

Le Gouvernement voyant que la législation existante ne pouvait plus suffire au but pour lequel on l'avait créée, résolut d'en opérer la révision complète et de présenter aux Chambres un projet de loi qui sût atteindre les classes ouvrières et mater toutes leurs résistances.

Les partisans du livret bien qu'admirateurs fervents de l'œuvre consulaire, critiquaient son insuffisance et lui adressaient principalement trois reproches (1). Le

1. V. Rapport Beugnot. *Monit. Univ.* 1845, p. 1377.

premier c'était de ne s'appliquer qu'aux ouvriers employés dans les manufactures, fabriques et ateliers ; sans doute en 1803 cette énumération comprenait les plus importantes professions industrielles, mais depuis, le cercle s'était agrandi et la bonne majorité des ouvriers échappaient à la loi.

Le second reproche, c'était de manquer de sanction pénale soit contre les ouvriers soit contre les fabricants, en cas de contravention aux dispositions d'ordre public. La loi de l'an XI et l'arrêté de l'an XII interdisent bien au maître de recevoir un ouvrier qui n'es point porteur d'un livret revêtu du congé de son dernier maître, et ont soin d'imposer à tout ouvrier l'obligation de se pourvoir d'un livret, mais ces actes législatifs ne prononcent aucune peine pécuniaire ni corporelle contre les infractions.

Le troisième défaut, signalé avec beaucoup d'insistance, est une conséquence des deux premiers. Les ouvriers avaient, paraît-il, la possibilité de se soustraire très facilement aux obligations relatives aux livrets, soit en changeant momentanément de profession, soit en faisant disparaître leur livret qu'ils déclaraient avoir perdu et dont ils obtenaient aisément le remplacement sur la présentation de leur passeport.

Le Gouvernement avait à ménager les gros industriels qui, joints aux propriétaires fonciers, formaient la classe privilégiée de la nation, aussi autant par calcul d'intérêt personnel que par conviction, prêta-t-il

une oreille favorable aux réclamations qu'on lui adressait.

Après avoir entendu les conseils généraux de département, les chambres de commerce, les chambres consultatives et les conseils de prud'hommes, après avoir consulté les conseils généraux de l'agriculture, des manufactures et du commerce, tout comme l'avait fait le ministre de l'intérieur en 1803, M. Cunin-Gridaine déposa à la Chambre des pairs, séance du 31 janvier 1845, le projet de loi du gouvernement.

Dans l'exposé des motifs (1) le ministre constate que de l'aveu de tous les gens compétents, l'institution des livrets d'ouvriers a cessé d'être en rapport avec le développement et les besoins de l'industrie, et comme la législation relative à cette matière n'intéresse pas seulement les relations entre le fabricant et l'ouvrier mais que son influence s'étend sur l'industrie tout entière en même temps qu'elle concourt au maintien de l'ordre et de la sécurité publique, le projet de loi est destiné à fortifier, à compléter et à étendre cette institution et à faire cesser un état de choses qui n'est pas moins préjudiciable aux intérêts généraux du pays qu'aux intérêts particuliers de l'industrie et des classes ouvrières.

Il est bon de remarquer qu'on n'oublie jamais de mettre en avant cet intérêt des classes ouvrières, c'est

1. v. *Monit. Univ.* 1845 p. 242.

pour elles surtout qu'on travaille, et si elles voulaient y faire attention, elles comprendraient combien cette législation leur est avantageuse ! C'est du moins l'esprit des déclarations ministérielles dont quelques-unes ne manquent pas d'une certaine saveur.

Nous croyons utile de signaler les modifications les plus importantes que le projet de loi contenait, mais aussi brièvement que possible, réservant les commentaires pour quand nous serons arrivés à la discussion devant la Chambre des pairs.

L'article 1^{er} soumet à l'obligation du livret les hommes et les femmes, et contient dans la nomenclature des professions, outre celles prévues par la loi de germinal et le décret de 1813, les carrières, chantiers, ateliers et exploitations rurales c'est-à-dire toutes les entreprises agricoles. De plus l'article vise non seulement les ouvriers employés dans ces établissements, mais encore ceux qui travaillent au dehors pour ces mêmes établissements, donc les ouvriers en chambre.

L'article 3 § 2 crée un registre spécial d'inscription et force le maître à conserver entre ses mains le livret de l'ouvrier tant qu'il continuera de l'employer, c'est donc l'obligation de conserver le livret substituée à la simple faculté d'en exiger le dépôt, telle que l'avait établie l'arrêté du 9 frimaire art. 5.

L'art. 6, le seul dont il faille louer les dispositions, vient très heureusement restreindre une partie des abus suscités par la pratique des avances, en décidant

que la retenue totale à exercer sur le salaire par le nouveau maître, ne pourrait excéder 60 fr.

L'article 7 établit aussi une bonne règle, en édictant que le livret tiendrait lieu de passeport à l'intérieur. C'était une économie pour l'ouvrier et en même temps comme disait le ministre, cela ferait disparaître une fraude possible sous l'empire de la législation existante, l'ouvrier pouvant obtenir un second livret à l'aide du passeport.

L'article 9 § 3 rend l'énumération de l'article 1^{er} inutile, puisqu'il réserve au gouvernement le droit d'étendre à son gré la base de la loi par des règlements d'administration publique. La même disposition se trouve bien dans la loi du 22 mars 1841 relative au travail des enfants dans les manufactures (1), mais la mesure est autrement grave en matière de livrets dont un gouvernement pouvait se servir comme arme politique et dont par suite l'application ne devait pas être laissée à l'arbitraire des partis.

L'article 11 innove sur deux points. D'abord quant à la compétence ; le ministre ne crut pas devoir maintenir la disposition exceptionnelle de la loi de germinal

1. Loi du 22 mars 1841. Art. 7. « Des règlements d'administration publique pourront : 1^o Étendre à des manufactures, usines ou ateliers, autres que ceux qui sont mentionnés dans l'art. 1^{er}, l'application des dispositions de la présente loi... etc. ».

d'après laquelle les affaires de simple police entre les fabricants et les ouvriers devaient être jugées administrativement, les poursuites seront portées devant le tribunal compétent suivant les règles ordinaires. Cette décision est très naturelle, elle entraînera bien quelques lenteurs dans l'expédition des affaires mais les garanties de justice sont complètement sauvegardées et en somme ça remet les choses dans le droit commun.

La seconde innovation est bien moins justifiée à nos yeux, quoiqu'elle ait paru capitale aux partisans du livret et qu'elle ait décidé pour une grande part le dépôt du projet, c'est là évidemment le complément nécessaire d'une loi de police qui avait pour but d'assurer l'ordre. « Les contraventions seront punies d'une amende de 1 à 15 fr. sans préjudice de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu, et en plus il pourra être prononcé selon les circonstances, un emprisonnement d'un jour à cinq jours ». Donc la pénalité pécuniaire n'est même pas jugée suffisante, on y joint une pénalité plus odieuse, une pénalité qui démoralise et flétrit, la pénalité de l'emprisonnement. Le ministre disait bien d'ailleurs qu'elle serait facultative, mais ce dernier caractère n'était pas goûté des ouvriers qui sentaient qu'on laissait ainsi la porte ouverte au favoritisme et à l'arbitraire (1).

1. « Nous sommes tellement habitués, MM. les Pairs, à voir les prescriptions des lois pénales peser plus lourdement à mesure qu'elles descendent l'échelle sociale, qu'il n'y a pas

Enfin l'article 12 abroge toutes les dispositions antérieures à la présente loi et relatives aux livrets d'ouvriers.

∴

La Commission de la Chambre des pairs étudia le projet de loi et lui fit subir quelques changements. Elle crut bon d'astreindre au livret les apprentis ; la loi obligeait ces derniers à demander un congé d'acquit lorsqu'ils avaient terminé leur apprentissage, au lieu d'une feuille volante ils auront dorénavant un livret. Ça ne les changera pas beaucoup et ça pourra leur inspirer des idées d'ordre et de bonne conduite.

Par contre la Commission rayait de l'énumération des professions assujetties les exploitations rurales, jugeant la mesure tout à fait inutile « S'il s'agit des bergers, charretiers, gens de labour ou valets de ferme, comme ce sont moins des ouvriers que des domestiques, le maître a l'habitude de prendre sur leur compte des renseignements nombreux et précis qu'on ne trouverait pas sur le livret... S'il s'agit au contraire

eu chez nous le moindre doute sur la portée de cet article. Nous nous sommes rappelés que les coalitions de maîtres punies d'un mois de prison et de 500 fr. d'amende, étaient frappées quelquefois chez les nôtres, de cinq ans d'emprisonnement. Nous avons donc compris qu'ici l'amende était pour les fabricants, et la prison pour nous. » *Pétition des ouvriers de Paris, l'Atelier*. N° de mars, 1845.

des journaliers qui louent leur travail au moment des moissons ou de la vendange, quand le fermier a besoin pour son exploitation d'un plus grand nombre de travailleurs, la vie nomade de ces ouvriers et la nature des engagements qu'ils contractent, rendraient à leur égard, la garantie du livret complètement illusoire (1)».

Le projet du Gouvernement laissait à des ordonnances royales le soin de déterminer la forme des livrets et les règles à suivre pour leur délivrance, leur tenue et leur renouvellement. La Commission fixa les mentions que le maître devait inscrire sur le livret : la date d'entrée, celle de sortie, l'acquit des engagements de l'ouvrier et le montant des avances dont celui-ci pourrait être redevable.

De même la Commission prit soin de décider que si à l'expiration de l'engagement, le chef d'établissement refusait de remettre à l'ouvrier son livret ou s'il le remettait sans que les mentions prescrites y eussent été portées, le conseil de prud'hommes, et dans les lieux où cette juridiction n'était pas établie, le juge de paix, délivrerait gratuitement à l'ouvrier un congé provisoire sur lequel il inscrirait le montant des avances dont le chef d'établissement déclarerait l'ouvrier débiteur. Le congé provisoire avait pour but de tenir lieu de livret à l'ouvrier jusqu'au moment où le juge compétent aurait prononcé sur la contestation.

1. Rapport Beugnot, loc. cit.

Ence qui concerne le privilège des avances, la Commission réduisait à 30 fr. le chiffre de 60 proposé par le ministre, et quant au règlement des contestations elle enlevait toute compétence au maire pour l'attribuer au conseil de prud'hommes et à défaut au juge de paix.

∴

Le projet ainsi retouché, superficiellement pourrait-on dire, car la Commission n'y apporta en somme que des modifications de détail, fut soumis à l'appréciation de la Chambre des Pairs.

La discussion des articles ne donna pas lieu à grands débats, la majorité de l'assemblée étant en communion d'idées avec le ministre ; cependant il convient de citer deux orateurs, MM. De Boissy et Dubouchage qui y prirent une part très active, après avoir affirmé que le principe de l'aristocratie « c'est de vouloir le bien des masses, des'occuper d'elles et de les protéger ».

L'art. 1^{er} fut naturellement le plus discuté. On attaqua la disposition qui enjoignait aux femmes d'avoir un livret, bien que le ministre eût affirmé qu'on ne ferait que continuer ce qui se pratiquait « Lorsque la loi a été proclamée, la désignation ne s'y trouvait pas et cela a donné lieu à quelques scrupules, ces scrupules ont été levés au moyen d'instructions données alors aux préfets par le ministre de l'intérieur ». A en croire M. Cunin-Gridaine, la législation de l'an XI imposait le livret aux femmes, c'est là une affirmation un peu... ministé-

rielle, si les femmes ont été astreintes au livret, c'est par une extension illégale à la loi. Quant à dire que l'art. 1^{er} n'avait d'autre but que de consacrer par une disposition législative ce qui se pratiquait partout, il suffit de parcourir les discours des adversaires du projet pour apercevoir qu'il l'attaquaient bel et bien comme une disposition nouvelle, sinon dans les villes, au moins dans les campagnes.

M. Dubouchage en particulier, déclarait la chose immorale et impolitique, et les accents de sa vertueuse indignation sont assez touchants pour que je rapporte quelques-unes de ses paroles : « Immorale, messieurs ! Eh quelle est donc l'histoire des villes où il y a beaucoup de fabriques et de manufactures ? Vous la connaissez, je n'ai pas besoin de vous la retracer. Combien de maîtres, combien de fabricants sont coupables de funestes exigences ! Voyez à présent l'article de votre loi. Eh quoi ! vous obligerez de jeunes femmes à déposer leurs livrets entre les mains de maîtres qui ne sont pas tous des saints (on rit) qui ne sont pas tous très-moraux. Pour leur rendre ces livrets, que de difficultés ne peuvent-ils pas faire (murmures) (1).

1. Le marquis de Boissy appuyait fortement la proposition du vicomte Dubouchage et dénonçait « l'immoralité pouvant résulter de l'obligation pour les femmes et les filles de réclamer un livret qu'on pouvait ne leur rendre qu'à certaines conditions (Murmures).... Sans me poser en homme trop

« J'ajoute que la loi serait impolitique, et voici pourquoi : Les femmes, Dieu merci, ne se mêlent plus de politique, elles sont totalement indifférentes aux questions économiques et politiques qui s'agitent de notre temps. Eh bien ! voulez-vous les assujettir au livret ? elles regarderont cela comme une vexation et l'on sait l'empire qu'elles exercent sur leurs frères et leurs maris. Elles se mêleraient aux émeutes, et Dieu sait quelle énergie elles montrent dans ces cas (mouvements divers) ».

J'avoue que les arguments basés sur le côté immoral de la disposition me convainquent médiocrement, sans doute le cas signalé par l'honorable orateur n'avait rien d'impossible, mais enfin si le maître, ou plutôt les contre maîtres et surveillants tenaient absolument à manifester ces exigences spéciales, il est présumable qu'ils n'attendraient pas jusqu'à la dernière minute ; les orateurs à mon avis s'effrayaient pour les ouvrières à l'instant même où les frayeurs auraient dû cesser « lorsqu'une ouvrière va quitter l'atelier, certes, ce n'est pas le moment que le chef d'établissement choisirait pour obtenir ce qu'il n'aurait pas obtenu pendant tout le temps où l'ouvrière a travaillé dans ses ateliers » (1).

moral, trop sage, je crois qu'il faut affranchir les femmes et les filles de cette obligation d'aller réclamer un livret entre quatre-z-yeux, comme on dit » *Monit. Univ.*, 1846, p. 327.

1. Baron Dupin. *Monit. Univ. Ibid.*

Il y a d'autres raisons pour condamner une semblable disposition, et d'abord rien que la crainte d'exposer la femme à la tentation des avances, il lui serait si facile d'emprunter sans l'intervention du mari, et de diminuer ainsi les faibles ressources du budget de famille. Et puis, la remarque a été faite par M. de Boissy, dans beaucoup d'endroits la femme travaille en même temps que son mari et avec son mari. Si tous deux à la fois réclament leurs livrets et que le mari seul l'obtienne, comment se tirera-t-on de cette difficulté?

Le ministre ne prit même pas la peine de justifier cette extension qu'il proposait et s'en tint à son affirmation première, c'était la consécration d'une pratique générale; mais dans le fond il pensait que c'était un bon moyen de tenir les ouvriers que d'enchaîner à la fois l'homme et la femme. Faire voter aux Chambres la simple obligation du livret et par des ordonnances successives au fur et à mesure des besoins, augmenter le nombre des formalités et les rigueurs de la surveillance, n'était-ce pas assurer la tranquillité du gouvernement et couper court à toute tentative populaire.

Pour les apprentis, la mesure était beaucoup moins importante, ceux travaillant dans un atelier mentionné par la loi sur le travail dans les manufactures, étaient déjà soumis au livret. Les autres devaient obtenir un congé d'acquit au moyen duquel sortis d'apprentissage, ils recevaient un livret. Dans le but de leur inculquer de

bons principes, on les assimilait tous à des ouvriers véritables, ce dont ils ne pouvaient qu'être fiers, et du même coup la police y gagnait.

En ce qui concerne les ouvriers en chambre, on établit une distinction. Le projet ministériel portait « Seront tenus de se munir d'un livret les ouvriers de l'un et de l'autre sexe employés dans les manufactures... ou travaillant pour ces établissements » c'est-à-dire chez eux pour un ou plusieurs patrons. La Commission fit remarquer qu'il serait bien difficile d'imposer la loi aux ouvriers en chambre travaillant habituellement pour plusieurs maisons. En effet ou bien on ne saura quel maître charger de la conservation du livret, ou bien si on laisse le livret entre les mains de l'ouvrier, la garantie offerte par la loi n'existera plus. D'un autre côté il est bien certain que par exemple les ouvriers bijoutiers, tailleurs ou cordonniers ne peuvent faire autrement que de travailler à la fois pour plusieurs maîtres, et ce serait ruiner leur gagne pain que de leur imposer « l'obligation de ne prendre de l'ouvrage de l'un qu'après avoir rempli leurs engagements envers l'autre (1). »

Quelques-uns sans doute sont plus faciles à surveiller comme les tisseurs de laine, de soie ou de coton, parce que s'ils travaillent pour plusieurs, ce n'est pas simultanément, mais successivement. Néanmoins la

1. Rapport Beugnot, *loc. cit.*

Commission prévoyant les difficultés qui s'élèveraient dans la pratique, ne voulut créer aucune distinction et se mit d'accord avec le gouvernement pour ne proposer d'assujettir à la loi que les ouvriers travaillant pour un seul chef d'établissement.

M. de Montalembert critiqua la disposition même réduite. « Je ne conçois pas l'application du livret pour les ouvriers en chambre. Je sais qu'il y a parmi eux quelques célibataires mais la plupart sont des gens mariés, des pères de famille... Comment vous ne trouvez pas assez de garantie dans la position de ces ouvriers qui sont chez eux, dans un domicile stable et régulier, logés dans leurs meubles, avec leurs familles leurs enfants, quel besoin avez vous d'exiger d'eux un morceau de papier qu'ils remettent à leur maître pour qu'ils puissent se livrer à une industrie quelconque, rétribuée par un maître au domicile duquel ils ne travaillent pas. Pour moi je ne conçois pas qu'on veuille imposer à un honnête ouvrier, à un père de famille habitant soit dans sa chaumière à la campagne, soit dans sa chambre à Paris et dans les grandes villes, cette dépendance outrée, excessive envers un maître qui n'a pas les mêmes engagements envers lui » (1).

Et puis, faisait remarquer le comte Daru, sera-t-il possible d'avoir action sur des individus ainsi éparpillés, sans liens durables envers les maîtres qu'ils servent momentanément. Il leur sera facile d'échapper à

1. *Moniteur Universel* 1846. p. 528.

tout contrôle s'ils le désirent, lorsqu'on leur demandera leur livret, ils répondront qu'ils ont des commandes de plusieurs maîtres, et alors on les croira sur parole ou on sera obligé de se livrer à des mesures inquisitoriales sans nombre.

Malgré les efforts de ces orateurs, la Chambre des Pairs accepta la rédaction de l'art. 1^{er} amendé par la Commission et on passa à la discussion des autres.

L'art. 4 qui fut voté, oblige le maître à conserver le livret et à tenir un registre spécial reproduisant les mentions qui y sont contenues. Alors pourquoi ce dépôt nécessaire entre les mains du patron puisqu'il a un registre ayant tout l'air d'un second livret, ça lui en fera deux et à l'ouvrier aucun ? On aurait dû au moins donner à chacun le sien « On a paru considérer le livret sous un double aspect : 1^o comme une garantie donnée aux parties contractantes pour l'acquit des engagements réciproquement consentis. 2^o Comme assurant le remboursement des avances qui peuvent avoir été faites, soit en argent par le maître à l'ouvrier, soit en travail par l'ouvrier au maître (1) ». Donc en théorie les garanties devaient être égales, mais la loi avait un but trop précis pour qu'on observât les règles de la justice. Cependant il faut dire que le projet de la Commission de la Chambre des députés, déposé en 1847, tout en maintenant la tenue du registre et la conservation

1. Discours du comte Daru, *ibid.*

du livret entre les mains du patron, obligeait ce dernier à en délivrer un récépissé à l'ouvrier, ce n'était pas grand chose mais enfin ça constituait un léger progrès.

L'article 6 consacra l'établissement du congé provisoire. Dans le système de la Commission, la délivrance de ce congé était attribuée aux conseils de prud'hommes et à leur défaut aux juges de paix. La Chambre préféra en charger le maire considérant avec juste raison que ce n'était pas là un acte de juridiction mais plutôt d'administration. Le maire n'a pas à juger de ce qui a pu donner lieu à la sortie de l'atelier, cela reste dans les attributions des conseils de prud'hommes ou du juge de paix, les termes de la loi sont impératifs, le maire est tenu de délivrer le congé provisoire immédiatement sans examen du fond et sur la simple demande de l'ouvrier qui pourra ainsi utiliser son travail en attendant le jugement de la contestation.

La Chambre décida que les contestations seraient jugées par les conseils de prud'hommes et dans les lieux où cette juridiction n'est pas établie par les juges de paix. M. Dubouchage vint dire qu'il eût été préférable de donner compétence au juge de paix seul, mais le motif ingénieux qu'il invoquait, ne fut pas admis (1).

1. « L'ouvrier ne participe pas à l'élection du conseil de prud'hommes, or ce dernier doit servir d'arbitre, du moment qu'on envoie les ouvriers devant un conseil d'arbitre, il faut

Le reste des articles fut adopté sans discussion, et le ministre s'empessa d'effectuer la présentation du projet à la Chambre des députés (séance du 16 mars 1846), mais la révolution qui grondait éclata sans qu'on pût achever l'œuvre commencée; la loi sur les livrets en rendant le gouvernement suspect aux classes ouvrières, contribua pour beaucoup au renversement d'un régime qui avait trahi tous ses engagements.

Comment faut-il apprécier cette tentative de réglementation ? A en croire l'auteur du projet de loi et les rapporteurs des deux Chambres, l'œuvre est excellente et dans son principe, et dans ses fruits. Par lui-même le livret présente des avantages qu'on ne saurait trop mettre en évidence. « Il fournit à l'ouvrier le titre le plus précieux auquel un homme puisse aspirer de nos jours, car il reçoit et conserve l'histoire complète des travaux de sa vie. Il le suit dans ses fréquentes pérégrinations, l'y soutient et l'y protège, lui procure l'entrée des ateliers où il est le plus inconnu, et lui prête un appui également fidèle dans les relations les plus étrangères à son industrie. C'est pour lui un frein contre les mauvais penchants, une excitation vers le bien, un agent puissant et infatigable de moralisation, l'espoir et la consolation de ses mauvais jours, le lustre et l'honneur des temps de sa prospérité » (1).

nécessairement qu'ils aient concouru à la nomination de ce conseil ».

1. Rapport Salveton *Monit. Univ.* 1847 p, 2103

Cet éloge dithyrambique, à l'usage des ouvriers, nous paraît aussi creux et aussi faux que l'affirmation du ministre dans son exposé : « La pensée qui domine cette institution n'est point de favoriser soit le maître aux dépens de l'ouvrier, soit l'ouvrier aux dépens du maître, mais de fournir à l'un et l'autre des garanties positives en tenant la balance égale entre eux sans préjudice ni injustice. » Une pareille affirmation ne mérite pas d'être discutée, la lecture seule du projet suffit à la condamner.

On alla jusqu'à donner comme motif à l'extension proposée, les réclamations des ouvriers eux-mêmes ; ceux-ci, au moins les bons, comprenant tout l'avantage qu'ils pouvaient retirer du livret, auraient demandé la faveur d'en posséder un. En admettant le fait quelque invraisemblable soit-il, nous répondrons que le mieux alors c'était de s'en rapporter à l'intérêt éclairé des uns et des autres. Si les bons ouvriers veulent un livret, ils n'ont qu'à en réclamer un, l'usage peut s'établir sans nécessiter une loi pour le sanctionner, imposer aux ouvriers un livret même dans leur soi disant intérêt, ce n'est pas très utile, ce n'est pas non plus très logique. On présente le livret comme une mesure toute favorable aux ouvriers, donc tous sans exception devraient en être dotés, or dans la discussion des articles on décide qu'il ne sera pas « imposé » à ceux qu'il est impossible de « contraindre » à l'exécution de cette formalité. Voilà des termes qui ne se concilient guère

avec la théorie, et on ne supposerait pas au premier abord qu'il faille à ce point employer la rigueur pour amener les gens à user d'un moyen si simple d'être heureux.

En réalité si on compare les diverses législations, on voit que la loi proposée était plus dure que les édits antérieurs à 1789 et que la loi de germinal ou l'arrêté de frimaire. Elle aggrave le sort des ouvriers, elle rend la surveillance plus générale et plus arbitraire, elle tend à faire de la population laborieuse une classe plus que jamais distincte, une classe légalement inférieure, propre seulement à servir d'instrument aux autres (1). La loi sur le livret est une loi de défiance contre l'ouvrier et non une loi qui lui dispense des

1.«Que penser de ces épais optimistes qui chaque fois que ces questions sont revenues à l'ordre du jour, ont eu l'impudence de présenter comme nous étant très favorables des mesures vexatoires contre lesquelles nous avons été unanimes à protester ? A toutes les objections on n'a su répondre que par les banalités de sollicitude paternelle du pouvoir, bienveillance du gouvernement, comme si nous n'avions à invoquer que des droits à la protection bénévole et philanthropique de la caste dominante...

Il ne faut pas que des charlatans de philanthropie viennent se poser à la tribune comme protecteurs de l'ouvrier, en soutenant des mesures odieuses qui portent encore le cachet du servage ; il faut que le pouvoir soit mis en demeure de déclarer s'il entend oui ou non prendre au sérieux

faveurs. C'est pour l'ouvrier un frein qui doit le rendre plus souple, plus réservé, plus disciplinable au profit du maître et du gouvernement auquel on laisse carte blanche et qui s'empressera d'en abuser « C'est une loi de police et rien de plus, c'est une espèce de carte de sûreté introduite par une nouvelle loi de suspects »(1).

Le but était d'assujettir la masse des prolétaires, mais le gouvernement de juillet oubliait deux grands faits, la révolution de 1789 et celle de 1830 qui l'avait créé pour la défense des libertés. A toutes les époques, la mesure qu'il essaya d'introduire, eût été taxée d'exagération, mais à cette époque de fermentation, c'était plus qu'une mesure exagérée, c'était une imprudence, que la monarchie constitutionnelle devait chèrement payer (2).

le premier article de la Charte-vérité « tous les Français sont égaux devant la loi ».

Livrets et Prudhommes, G. Duchène, typographe, brochure, juillet 1847.

1. Garnier Pagès, discussion dans les bureaux de la Chambre, l'*Atelier*, n° de mars 1847.

2. Nous ne voulons pas dire que le gouvernement de Juillet soit tombé sur la question des livrets, il y a d'autres causes à sa chute, plus générales et plus immédiates, notamment la politique extérieure du ministère et le refus de toute réforme électorale. Mais il ne faut pas oublier que les masses populaires séduites par les nouvelles théories socialistes et

rêvant d'une condition meilleure, nourrissaient une forte rancune contre ce régime qui ne leur avait rien accordé; on s'explique ainsi l'enthousiasme avec lequel elles devaient s'ébranler au premier souffle de révolution et tenter de précipiter, cette fois pour leur propre compte, la chute de la monarchie.

CINQUIÈME PARTIE

LA LÉGISLATION DU SECOND EMPIRE

CHAPITRE I

§ 1. — *Proposition Lanjuinais et Seydoux. Projet du gouvernement. La loi du 14 mai 1851.*

On comprend qu'au lendemain de la révolution, la question des livrets ait été reléguée au second plan, il y avait des problèmes autrement graves à discuter. Après avoir proclamé le suffrage universel, le Gouvernement provisoire venait de reconnaître le droit au travail et de décréter l'établissement d'ateliers nationaux. La limitation des heures de travail, la suppression du marchandage furent les premiers résultats de la création de la commission du Luxembourg, la question des livrets présentait une moindre importance et ne devait être remise en discussion que deux années plus tard.

En 1850, MM. Lanjuinais et Seydoux déposèrent une proposition ayant pour objet d'abroger les art. 7, 8 et 9

de l'arrêté du 9 frimaire de l'an XII relatif aux livrets. Voici le texte de cette proposition très courte et pourtant très grosse d'innovations.

« Art. 1. — Les art. 7, 8 et 9 de l'arrêté du 9 frimaire an XII sont abrogés. »

« Art. 2. — L'ouvrier ne pourra exiger son congé et la remise de son livret qu'après avoir livré le travail qu'il se sera engagé à faire, et rempli tous les engagements de son contrat de louage.

« Art. 3. — Les art. 7, 8 et 9 de l'arrêté du 9 frimaire continueront à recevoir leur exécution pour le montant des avances dues par les ouvriers à leurs patrons antérieurement à la promulgation de la présente loi.

« A cet effet le montant de ces avances sera arrêté et inscrit sur le livret de l'ouvrier. L'inscription ainsi faite sera légalisée par le président du conseil des prud'hommes, ou à son défaut par le juge de paix, dans le délai de deux mois, à partir de la promulgation de la présente loi.

Toutes les avances qui n'auront pas été constatées suivant les formes et dans les délais énoncés dans le paragraphe précédent seront soumises au droit commun ».

Remettons-nous en mémoire ce qui se passait sous l'empire de la législation de l'an XII. L'ouvrier qui a contracté l'engagement de travailler un certain temps ne peut exiger la remise de son livret et la délivrance de son congé qu'après avoir rempli cet engagement. Jusque-là rien que de très naturel, mais il y a autre

chose. Si l'ouvrier a reçu des avances sur son salaire, que ces avances se rapportent au contrat actuel ou à des contrats antérieurs, ou même qu'elles soient étrangères aux relations nécessaires de l'ouvrier et de son patron, l'ouvrier sera tenu, si son maître l'exige, de rester dans l'atelier et de n'en sortir qu'après avoir acquitté sa dette par son travail.

Au cas où le maître autorise l'ouvrier à se retirer ou que ce dernier y soit obligé, son livret et son congé lui sont remis encore qu'il n'ait pas remboursé les avances qui lui ont été faites, seulement le créancier aura le droit de mentionner la dette sur le livret, et le fabricant qui prendra cet ouvrier à son service aura l'obligation de lui faire subir sur son salaire une retenue des deux dixièmes au profit du patron créancier.

Quelle est la portée exacte de la proposition de MM. Lanjuinais et Seydoux, elle est intéressante à connaître (1).

L'ouvrier, comme toujours, ne pourra exiger son congé qu'après avoir livré le travail qu'il se sera engagé à faire, mais d'un autre côté le maître n'aura le droit de retenir le livret de l'ouvrier qu'au seul cas où ce dernier n'aurait pas rempli ses engagements de travail. Le non remboursement des avances ne lui

1. V. le rapport de M. Chegaray, au nom de la 7^e Commission d'initiative parlementaire, *Monit. Univ.* 1850, p. 738.

permet plus d'exiger que l'ouvrier acquitte sa dette par son travail et par suite de lui refuser pour ce motif la remise de son livret.

M. Lanjuinais et Seydoux n'interdisent pas les avances, mais ne voulant pas qu'elles servent à enchaîner la liberté de l'individu, ils suppriment pour le maître qui les a faites, le droit de retenir l'ouvrier après l'exécution de son travail, et le droit de mentionner la dette sur le livret qu'il lui rend. La retenue des deux dixièmes ne pourra plus être faite par celui qui emploiera l'ouvrier ultérieurement, le privilège a donc disparu.

Déjà en 1845 et 1847, les Commissions législatives avaient proposé de le réduire, la Chambre des Pairs avait voté un article stipulant que le maximum des avances susceptibles d'être garanties par l'inscription au livret et par la retenue ne dépasserait pas 30 fr. C'était un grand pas de fait, mais le privilège subsistait toujours, la proposition nouvelle le supprime complètement. Voyons quel est alors le système de garanties destiné à assurer au maître le remboursement de ses avances, à proprement parler il n'y en a pas, nous voulons dire de spécial, on revient aux règles du droit commun, les avances n'étant plus considérées que comme prêts ordinaires. La seule qui soit garantie, et encore d'une façon indirecte, par la retenue du livret, c'est celle faite sur le contrat de louage en cours d'exécution. « Si par exemple l'ouvrier avait promis

de tisser une pièce d'étoffe au prix de 120 fr, il serait licite de lui faire sur cet engagement une avance de 50, 60 ou 80 fr. et de retenir le livret pour garantie tant de l'avance que de l'exécution du marché(1) ».

En résumé la proposition de MM. Lanjuinais et Seydoux avait donc pour objet : 1° d'abroger les trois articles 7, 8 et 9 de l'arrêté de frimaire ; 2° de décider qu'à l'avenir le droit du patron se réduirait à la faculté de retenir le livret de l'ouvrier qui n'aurait pas « livré le travail qu'il se serait engagé à faire et rempli tous les engagements de son contrat de louage ». C'était la suppression d'un privilège que les mauvais patrons avaient transformé en moyen odieux d'oppression contre l'ouvrier, c'était une innovation parfaite qu'on eût souhaité voir aboutir.

∴

Le jour où le projet de loi de MM. Lanjuinais et Seydoux devait venir en discussion devant l'Assemblée nationale, le ministre de l'agriculture et du commerce, M. Dumas, proposa de le retirer de l'ordre du jour en donnant cette raison que le Gouvernement avait préparé un autre projet de loi qui après avoir été examiné par le Conseil d'État, avait été envoyé à tous les Conseils de prud'hommes « avec une série de questions tendant à obtenir leur avis sur les dispositions

1. Rapport Chegaray, *loc. cit.*

de ce projet de loi et sur les modifications à apporter à quelques-unes des dispositions relatives aux livrets des ouvriers ». La Commission chargée d'examiner la proposition Lanjuinais et Seydoux désirant soumettre aux mêmes corps des questions présentées dans un autre ordre d'idées, consentait à l'ajournement de la discussion, lequel fut prononcé.

En quoi consistait le projet du Gouvernement. Le ministre dans son exposé des motifs rappelait que malgré les avantages qu'il offrait à l'ouvrier, le livret avait été l'objet de plusieurs critiques et « ces critiques se sont fait entendre surtout avec quelque énergie, à la suite des agitations qui dans ces derniers temps ont profondément remué le pays ». Il était donc nécessaire de réviser l'institution, non pas en entier, mais dans ses dispositions les plus critiquables, c'est-à-dire celles concernant les avances et le privilège accordé au maître. Le projet gouvernemental visait donc les mêmes abus que la proposition de MM. Lanjuinais et Seydoux, mais leurs conclusions n'étaient pas identiques.

Tous les deux précisaient bien les conditions de remise ou les cas de rétention des livrets, mais tandis que la proposition due à l'initiative parlementaire supprimait l'inscription des avances et la retenue, le projet du Gouvernement ne faisait que les limiter, c'était la reproduction à peu près exacte des dispositions relatives aux avances votées par la Chambre des pairs en 1846.

L'ouvrier qui aurait reçu des matières premières pour les mettre en œuvre ou contracté l'engagement de travailler un certain temps ne pourrait réclamer son congé et la remise de son livret qu'après avoir livré le travail qu'il se serait engagé à fournir et rempli tous les engagements de son contrat. Les avances ne devaient plus constituer un empêchement à la remise du livret et l'ouvrier ne serait plus obligé de rester dans l'atelier jusqu'à ce qu'il eût acquitté sa dette par son travail.

Le projet du Gouvernement maintenait le système des avances, la dette de l'ouvrier serait mentionnée sur son livret, il fallait bien, disait le ministre, favoriser les avances que certains accidents peuvent rendre indispensables. Mais d'un autre côté pour supprimer la spéculation chez les maîtres et rendre impossibles les prêts excessifs qui enchaînent ensuite les mouvements de celui qui les a reçus, le projet restreignait la force du privilège et ramenait à la limite de 30 fr. le maximum des avances soumises à retenue, le droit du patron illimité dans la législation de frimaire, ne s'exercerait plus dorénavant que jusqu'à concurrence de 30 fr. Une disposition accessoire portait que la retenue ne serait plus que du dixième du prix des salaires, au lieu du cinquième.

Il est facile de constater les différences essentielles qui existent entre le projet du Gouvernement et la proposition de MM. Lanjuinais et Seydoux. L'un mo-

diffie les trois articles, l'autre les abroge, il n'y a plus de mentions de dette possibles sur le livret, ni de retenue sur le salaire ; l'une était une mesure intermédiaire, l'autre une mesure radicale.

∴

La Commission étudia les deux projets soumis à son examen et présenta une rédaction nouvelle qui, votée par l'Assemblée nationale, devint la loi du 14 mai 1851. C'était à peu de chose près la consécration du projet gouvernemental dont on modifia seulement quelques détails.

La discussion ne prit que deux séances et encore la première fut-elle remplie par des attaques très vives dirigées contre le principe même du livret.

M. Nadaud proposa un amendement ainsi conçu : « Articles unique. Les dispositions de la loi du 22 germinal et du décret du 9 frimaire relatives au livret des ouvriers sont abrogées ».

Dans le développement de son amendement, qui était plutôt un contre-projet, M. Nadaud qualifia la loi sur le livret de « loi d'humiliation, d'immoralité, de despotisme, de tyrannie ». Cette loi dans l'esprit de ceux qui la mirent en vigueur était « une démarcation éternelle posée entre les patrons et les ouvriers, entre les minorités qui exploitent et les majorités qui se laissent trop facilement exploiter » — « Je dis, Messieurs, que pour les travailleurs de l'industrie, le livret est une double chaîne ; il enchaîne, il rive par un pied

l'ouvrier au capital, et par l'autre à la police » (1).

Ces attaques quoique sincères étaient peut-être trop accentuées pour pouvoir agir sur l'esprit de l'Assemblée et les paroles de M. Nadaud n'eurent qu'un résultat, celui de précipiter le vote des articles. Cependant à bien considérer, ce qu'avancait l'orateur était exact ; M. Chauffour, dans une forme plus mesurée, vint critiquer à son tour le livret, il rappela que la délivrance en appartenait à la police, que non seulement l'ouvrier était obligé de faire viser son livret par la police chaque fois qu'il changeait de résidence, chaque fois qu'il quittait une commune pour aller dans une autre, mais encore qu'à Paris en vertu d'arrêtés, d'ordonnances du préfet de police « ordonnances illégales autant qu'elles sont monstrueuses », l'ouvrier était obligé de faire viser son livret chaque fois qu'il changeait d'atelier « Quelle différence voyez-vous entre la surveillance de la haute police qui a pour conséquence que celui qui y est soumis, est obligé d'indiquer la résidence qu'il veut choisir, de se présenter à certaines époques déterminées par la loi devant l'autorité de police pour constater sa présence, quelle différence faites-vous entre cette législation et la législation des livrets telle que l'ont faite la loi de germinal d'abord, l'arrêté de frimaire, ensuite les ordonnances des préfets de police, toutes ces mesures qui obligent l'ouvrier à chercher le visa de la

1. *Monit. Univ.*, p. 1293.

police sur son livret, non seulement quand il change de résidence, mais simplement quand il change d'atelier (1)».

L'Assemblée repoussa l'amendement Nadaud qui recueillit toutefois une importante minorité de 189 voix sur 445 votants.

Les articles du projet furent très rapidement votés. On maintint le privilège des avances jusqu'à concurrence de 30 fr. Le rapporteur de la commission répondant au reproche qu'on adressait aux avances, d'encourager et d'entretenir l'esprit d'imprévoyance et de dissipation, affirma qu'il serait peu sage de fermer entièrement à l'ouvrier la bourse du maître. « Peut-on nier les chômages, les maladies, les accroissements subits de charges, les embarras accidentels de famille et de fortune ? ». Abolir le privilège, c'était risquer de supprimer les ressources, ce qu'il y avait à craindre, c'était l'excès, or, on le prévenait en posant des bornes au privilège.

A ces raisons on pouvait toujours objecter que l'avance doit être un prêt comme tous les prêts qui se font dans la société, en somme il y a beaucoup de personnes qui en obtiennent sans avoir de livret ni de garantie spéciale. M. Michot-Boutet fit observer que lorsqu'un patron fait crédit, c'est le plus souvent parce qu'il connaît l'ouvrier et non parce qu'il a un livret. Il critiqua aussi le chiffre de 30 fr. disant qu'il ne corres-

1. *Ibidem*, p. 1300.

pondait à rien, des ouvriers le gagnant en quatre ou cinq jours, d'autres en quinze ou vingt. Enfin, ajoutait-il, le privilège ne s'explique pas, mais « s'il devait y en avoir un, ce devait être au profit du logeur qui, lui, fait régulièrement crédit à l'ouvrier alors que dans la généralité des cas le patron n'avance rien, c'est au contraire l'ouvrier qui fait au patron l'avance de son temps ».

L'Assemblée donna raison au rapporteur de sa Commission, et accepta le privilège, puis elle consacra trois modifications accessoires du projet gouvernemental.

L'art. 3 portait bien que les avances ne seraient remboursables par privilège que jusqu'à concurrence de 30 fr., mais il ne limitait pas au même chiffre la quantité de la dette à inscrire, en d'autres termes le projet maintenait pour le patron le droit de mentionner sur le livret la dette tout entière. Pourquoi permettre une telle inscription et dans quel intérêt? La mention est prescrite pour ouvrir un privilège, le chiffre de l'inscription dépassant celui du privilège ferait ressortir un excédent qui ne pourrait être qu'une créance ordinaire, il est donc logique de ne mentionner sur le livret que les dettes susceptibles d'être privilégiées.

Le texte du projet portait en outre que les retenues à opérer ne pourraient dépasser en aucun cas le dixième du produit journalier. M. Salmon considéra cette disposition comme une atteinte à la liberté des conventions, elle laisse le patron libre de consentir à une retenue inférieure, mais elle n'envisage pas le cas

où l'ouvrier demanderait qu'on lui retînt plus du dixième. L'Assemblée se rendit à l'observation, l'art. 5 de la loi décide simplement que la retenue « sera du dixième du salaire journalier » ce qui n'exclut pas les conventions contraires.

Enfin le projet du gouvernement disait que les art. 7, 8 et 9, de l'arrêté définitif continueraient à recevoir leur exécution pour le montant des avances dues par les ouvriers à leurs patrons, antérieurement à la promulgation de la présente loi, donc sur ce point l'ancienne législation devait rester en vigueur, les patrons conserveraient le droit de refuser la délivrance du congé et la remise du livret tant que l'ouvrier n'aurait pas remboursé sa dette, et ce remboursement, les patrons pourraient, s'ils le voulaient, l'exiger en travail. L'Assemblée ajouta à l'article un paragraphe stipulant qu'en aucun cas les livrets ne pourraient être retenus pour assurer le remboursement des avances et que les patrons ne pourraient se refuser à le recevoir en argent.

Compétence fut attribuée aux conseils de prud'hommes et à leur défaut, aux juges de paix pour le règlement des contestations qui s'élèveraient relativement à la délivrance des congés ou à la remise des livrets. Les attributions conférées aux maires en cette matière par la loi du 22 germinal, leur étaient enlevées et la question de compétence agitée depuis si longtemps, se trouvait définitivement résolue en faveur des conseils de prud'hommes chez lesquels le rapporteur déclarait

trouver des garanties de moralité et de science difficiles à découvrir chez des juges municipaux.

En résumé la loi du 14 mai 1851 a modifié les dispositions réglementaires de l'arrêté de frimaire, en ce qui concerne les avances faites par les maîtres aux ouvriers, les difficultés relatives à la remise du livret et à la délivrance du congé, et la juridiction qui doit connaître de ces difficultés. Nous en reproduisons immédiatement le texte :

∴

Loi du 14 mai 1851, qui modifie l'arrêté du 9 frimaire an XII en ce qui concerne les avances aux ouvriers.

Art. 1. — Les art. 7, 8 et 9 de l'arrêté du 9 frimaire an XII sont modifiés ainsi qu'il suit :

2. — L'ouvrier qui a terminé et livré l'ouvrage qu'il s'était engagé à faire pour le patron ; qui a travaillé pour lui pendant le temps réglé, soit par le contrat de louage, soit par l'usage des lieux ; ou à qui le patron refuse de l'ouvrage ou son salaire, a le droit d'exiger la remise de son livret et la délivrance de son congé, lors même qu'il n'a pas acquitté les avances qu'il a reçues.

3. — De son côté, le patron qui exécute les conventions arrêtées entre lui et l'ouvrier a le droit de retenir le livret de celui-ci, jusqu'à ce que le travail, objet de ces conventions, soit terminé et livré, à moins que l'ouvrier pour des

causes indépendantes de sa volonté, ne se trouve dans l'impossibilité de travailler ou de remplir les conditions de son contrat.

4. — Les avances faites par le patron à l'ouvrier ne peuvent être inscrites sur le livret de celui-ci et ne sont remboursables au moyen de la retenue que jusqu'à concurrence de 30 fr.

5. — La retenue sera du dixième du salaire quotidien de l'ouvrier.

6. — Les art. 7, 8 et 9 de l'arrêté du 9 frimaire an XII continueront néanmoins à recevoir leur application pour le montant des avances dues par les ouvriers à leurs patrons antérieurement à la promulgation de la présente loi, sans que en aucun cas les livrets puissent être retenus pour assurer le remboursement de ces avances, ou que les patrons puissent se refuser à le recevoir en argent.

A cet effet, le montant de ces avances sera arrêté et inscrit sur le livret de l'ouvrier.

L'inscription ainsi faite sera légalisée par le président du conseil des prud'hommes ou à son défaut, par le juge de paix dans le délai de deux mois, à partir de la promulgation de la présente loi.

Toutes les avances qui n'auront pas été constatées suivant les formes et dans les délais énoncés dans le paragraphe précédent seront soumises au droit commun.

7. — Les contestations qui pourraient s'élever relativement à la délivrance des congés ou à la rétention des livrets seront jugées par les conseils de prud'hommes, et dans les lieux où ces tribunaux ne sont pas établis, par les juges de paix, en se conformant aux règles de compétence et de

procédure prescrites par les lois, décrets, ordonnances et règlements.

8. — Les juges de paix prononceront, les parties présentes ou appelées par voie de simple avertissement, la décision sera exécutoire sur minute et sans aucun délai,

CHAPITRE II

La loi du 22 Juin 1854.

La discussion de la loi n'avait pas attiré l'attention des ouvriers, il semblait qu'ils acceptassent sans récriminations la législation qui leur était hostile, aucune pétition n'avait circulé dans les ateliers, aucune manifestation dans un sens ou dans l'autre n'avait salué le dépôt du projet gouvernemental. Aussi beaucoup de députés prenant ce silence pour un acquiescement tacite avaient-ils jugé étrange l'amendement Nadaud venant réclamer l'abrogation d'une loi dont l'application ne soulevait aucune plainte, et l'échec de cette proposition fut très vraisemblablement le résultat de l'indifférence et de l'apathie des classes ouvrières.

Quelle était donc la cause profonde de leur désintéressement ? Certes non pas un goût marqué pour la législation de 1803 ou les ordonnances de police postérieures à cette date, mais plutôt comme en 1845 et même plus encore, cette espèce de désuétude dans laquelle étaient tombées les prescriptions relatives au livret.

Depuis 1848, les trois quarts des ouvriers ne se souciaient plus d'y obéir et la loi était devenue pour ainsi dire lettre morte. Bien des patrons laissaient les ouvriers agir à leur guise, bien des ouvriers omettaient de tenir leurs livrets en règle ; ceux que leur maître forçait à exécuter la loi, s'y pliaient jusqu'au moment où ils pouvaient s'embaucher dans un autre atelier. Souvent les livrets disparaissaient, surtout quand leur tenue n'était plus régulière, l'ouvrier déclarait le sien perdu et en obtenait un neuf, débarrassé de toutes les indications gênantes. D'autres fois l'ouvrier s'engageait dans une profession non assujettie au livret, y restait un certain temps et reprenait son ancien métier sans avoir de compte à rendre à son patron.

C'était une lutte générale sourde contre l'institution détestée, et l'absence de toute sanction pénale favorisait pleinement les menées des indociles. La loi subsistait toujours en théorie, mais la pratique journalière tendait à l'évincer, et peu d'ouvriers, au fond, avaient à en souffrir (1). Cet état de choses ne devait pas durer longtemps.

1. « Reconnaissons dès à présent, puisqu'il y a du moins accord sur ce point, que la législation sur les livrets n'est que très imparfaitement exécutée, que la plupart de ses dispositions sont négligées et même ignorées par ceux qu'elles régissent ; que beaucoup d'entre elles sont insuffisantes pour répondre aux besoins de l'industrie, aux habitudes nouvelles du commerce, aux mœurs, à l'état social de la

Louis Napoléon, président de la République, affichait volontiers des tendances sympathiques pour les classes ouvrières, mais une fois le coup d'Etat accompli, lui et son entourage ne dissimulèrent plus leur franche prédilection pour les mesures de police et montrèrent qu'ils avaient compris tout le parti qu'ils pourraient tirer au point de vue de l'ordre public, qui leur était cher, d'une loi sur les livrets.

M. Mettetal dans sa déposition devant la commission d'Enquête de 1868 rappela que la première chose que fit M. Piétri, en entrant à la préfecture de police, à la suite des événements de 1851, fut de demander au ministre de vouloir bien profiter de la période dictatoriale où l'on se trouvait entre le coup d'Etat et l'élaboration de la constitution, pour faire régulariser la loi sur les livrets qui comptait parmi les grandes préoccupations de son administration et du Gouvernement.

En 1852 le même préfet écrivait au ministre de l'intérieur et à celui du commerce pour leur dire qu'il insistait de la façon la plus pressante sur la précédente demande et qu'il formulait le vœu qu'un projet de loi

population ouvrière et à son immense accroissement ; enfin que l'absence de sanction pénale explique en partie cette indifférence des maîtres et des ouvriers pour une loi qui doit être pour eux d'un si grand intérêt ».

Rapport Bertrand D. 57. 4. 118.

sur les livrets fut promptement déposé au Corps législatif (1).

Le dépôt qui réalisait ses désirs, fut effectué au mois de mars 1854 « Le livret, disait l'exposé des motifs, est maintenant passé dans les mœurs » ! et le projet de loi avait pour objet de compléter les dispositions de loi existantes et d'en assurer l'exécution par une sanction pénale « modérée, mais dont tout porte à prévoir l'efficacité ».

Les dispositions étaient en grande partie celles contenues dans les projets déjà élaborés, sauf les modifications apportées par la loi du 14 mai 1851. Le Gouvernement se réservait le soin de déterminer par des règlements d'administration publique les formalités relatives à la délivrance, à la forme, à la tenue et au renouvellement des livrets. Que la loi agrandît son cercle d'application et fixât une pénalité, c'était tout ce qu'on lui demandait, l'Administration se chargeait d'en tirer bon parti et de multiplier les prescriptions accessoires auxquelles elle tenait essentiellement.

Or le Corps législatif n'ayant d'autre mission que d'enregistrer les volontés du pouvoir, le vote ne devait être qu'une affaire de temps. La Commission étudia le projet, déposa deux rapports, le Corps législatif consacra une demi-séance à la discussion et la loi fut votée

1. V. Commission d'enquête sur les conseils de prud'hommes et les livrets d'ouvriers. Séance du 15 déc. 1868.

le 22 juin 1854. Complétée par le décret du 30 avril 1855 et à Paris par un arrêté de police du 15 octobre de la même année, c'est le dernier monument de la législation sur les livrets, ce titre nous oblige à en étudier les détails.

∴

§ 1. *Personnes soumises à l'obligation du livret.*

L'art. 1^{er} de la loi dispose que seront tenus de se pourvoir d'un livret « les ouvriers de l'un et de l'autre sexe attachés aux manufactures, fabriques, usines, mines, minières, carrières, chantiers, ateliers et autres établissements industriels, ou travaillant chez eux pour un ou plusieurs patrons ». En un mot tout individu employé comme ouvrier à un travail industriel, est atteint par la loi, c'est là une généralisation considérable de l'usage du livret dont il nous faut apprécier et préciser les termes.

Et d'abord la loi s'étend aux ouvriers des deux sexes. L'arrêté du 9 frimaire n'était applicable ni aux femmes ni aux filles, mais par une extension illégale, la pratique du livret leur avait été imposée dans certaines régions. M. Cunin-Gridaine en 1846 disait à la tribune que les scrupules à ce sujet n'avaient pas raison d'être et qu'en votant la disposition assimilant les ouvrières aux ouvriers, on ne ferait que confirmer une vieille habitude logiquement déduite de la législation de 1803.

Dans son exposé des motifs, le Gouvernement du se-

cond Empire se montra moins affirmatif, bien que ce ne fût pas une nouveauté qu'il proposât, puisqu'il existait à sa connaissance un certain nombre de fabriques où les femmes étaient soumises au livret tout comme les hommes ; il fit valoir que grâce à la multiplication des grandes manufactures et à l'emploi des moyens mécaniques, les femmes pouvaient accomplir des tâches qui, auparavant leur étaient impossibles, et que par suite leur nombre avait augmenté dans une proportion remarquable « Toutes les raisons de l'ordre économique et industriel qui justifient l'emploi du livret pour les hommes, subsistent également pour les femmes ». On se souvient des attaques violentes de MM. De Boissy et Dubouché à la Chambre des pairs contre une telle assimilation, cette fois ni la Commission ni le Corps législatif ne firent de difficulté pour en admettre le principe.

Il s'agit dans la loi uniquement des ouvriers. Quelques membres de la Commission d'accord avec les conseils supérieurs de l'industrie, des manufactures et du commerce, auraient voulu que toute personne louant ses bras, à quelque sexe qu'elle appartînt, fût tenue de se munir d'un livret. Avec une rédaction aussi large, l'exécution de la loi aurait été pour ainsi dire impossible, et la Commission repoussa la demande.

Ceux qui travaillent pour un individu en qualité de domestiques, ne sont donc pas astreints à l'obligation du livret « Les domestiques ont avec les maîtres qu'ils

servent, des rapports d'une nature particulière qui ne sauraient être régis par une loi qui s'occupe exclusivement des intérêts de l'industrie » (1). De même n'y sont pas soumis les gens allant en journée comme les couturières ou les lingères.

Si la loi généralise l'usage du livret, elle ne le fait pas cependant sortir du cercle de l'industrie. Les ouvriers assujettis sont ceux appartenant aux établissements industriels. La Commission n'admit pas l'extension de l'obligation du livret à tous les ouvriers sans distinction, elle ne voulut pas non plus l'étendre aux ouvriers et journaliers de l'agriculture, bien que plusieurs conseils généraux l'eussent réclamé. Les motifs du refus sont les mêmes que ceux invoqués en 1846. Les ouvriers agricoles sont de deux espèces, ceux qui sont loués pour des époques périodiques, attachés à demeure à l'exploitation, faisant pour ainsi dire partie de la famille ; les garanties sont suffisantes quant à ceux-là. Les autres sont des ouvriers accidentels qui arrivent par masses, aux époques de récoltes ou de vendanges pour suppléer à l'insuffisance des bras dans ces travaux extraordinaires ; pour eux l'obligation du livret serait impraticable et la garantie complètement illusoire.

La loi n'est donc pas applicable aux rapports existant entre les cultivateurs et leurs domestiques, valets

1. Rapp. Bertrand, *loc. cit.*

ou serviteurs à gages. Ainsi n'est point passible des peines portées par cette loi, le cultivateur qui a reçu chez lui, comme garçon de ferme, un ouvrier sorti d'un établissement industriel sans être muni d'un livret en règle (S. 58. 1. 248).

Les mots « établissements industriels » ont été mis par le législateur en opposition aux exploitations agricoles, mais les ouvriers de ces dernières n'échappent à la loi que s'ils accomplissent un travail exclusivement agricole. Dès lors qu'ils sont employés dans des dépendances présentant un caractère industriel, l'obligation s'impose à eux d'être munis d'un livret « La Commission tenait à insérer dans la loi un mot qui permît à l'autorité d'en étendre l'application aux ouvriers des annexes industrielles d'une exploitation agricole, telles que fabrique de sucre, distillerie, féculerie, ou tout autre établissement du même genre ». C'est pourquoi on ajouta ces mots : et autres établissements industriels.

Même parmi les individus qui se livrent à un travail industriel, tous n'ont pas besoin de se munir d'un livret, ainsi le contremaître que la loi de germinal ne visait pas non plus, ainsi les apprentis dont le contrat avec leur patron est régi par la loi du 21 février 1851.

Relativement aux ouvriers qui travaillent chez eux pour les patrons, la Commission n'admit pas la distinction votée par la Chambre des pairs et que le projet

du Gouvernement reprenait pour son compte, en disant que parmi les ouvriers en chambre ceux-là seuls participeraient à l'obligation du livret qui seraient employés par un seul patron.

Les difficultés d'application jugées insurmontables en 1846, n'effrayèrent par la Commission. « Si le livret est pour l'ouvrier une institution protectrice et bienveillante, s'il doit lui servir de titre à la confiance de ceux auxquels il s'adresse,.... pourquoi en priver ceux qui précisément doivent se trouver en rapport avec un plus grand nombre de patrons ? Si le livret doit être, en certain cas, un élément utile à l'autorité pour s'éclairer sur l'état de l'industrie et le nombre d'ouvriers qu'elle occupe, pourquoi en affaiblir le mérite ? » (1) D'ailleurs presque tous les ouvriers en chambre travaillent pour un seul patron, sauf dans les grandes villes où le luxe occupe beaucoup de bras. Et encore ce nombre est peu considérable, d'autant que la loi n'atteint que ceux travaillant pour les établissements industriels. La Commission imposa donc le livret à tous les ouvriers en chambre, nous verrons bientôt quelle modification importante cette disposition devait introduire dans le projet du Gouvernement.

Quant aux ouvriers qui travaillent chez eux pour des consommateurs, directement et sans intermédiaires, on ne doit pas les considérer comme des ouvriers, mais

1. Rapp. Bertrand, *loc. cit.*

comme des fabricants, qu'ils soient patentés ou non, par conséquent le livret ne leur est pas imposable.

Notons enfin que la loi ne vise que les ouvriers « attachés » aux manufactures, fabriques, etc., la prescription du livret eût été excessive si elle eût été imposée à toute personne qui travaille accidentellement ou sans continuité dans l'un des établissements spécifiés et il eût été superflu d'exiger que les simples journaliers venant par hasard faire quelques journées fussent porteurs d'un livret.

∴

§ 2. — *Délivrance des livrets, forme, tenue et renouvellement.*

L'article 1^{er} désigne les autorités chargées de la délivrance du livret : ce sont les maires dans les communes, le préfet de police à Paris et dans le ressort de la préfecture, le préfet du Rhône à Lyon et dans les autres communes dans lesquelles il remplit les fonctions qui lui sont attribuées par la loi du 19 juin 1851.

Des observations furent adressées à la Commission sur la perte de temps, les dérangements et les inconvénients de toute nature qu'occasionne aux ouvriers et particulièrement aux ouvrières l'obligation d'aller prendre leurs livrets dans les bureaux de la préfecture de police. Dans son rapport à la Chambre des députés en 1847, M. Salveton s'en était ému et avait proposé

de faire délivrer les livrets par les maires d'arrondissement dans Paris et par les mairies dans les autres communes. La Commission de 1854 n'admit pas une modification de ce genre. « Elle a reconnu que la préfecture de police réunissait à Paris, dans ses bureaux, tous les éléments qui constituent la police municipale dans les villes, et qu'elle possédait seule les renseignements et les moyens de contrôle pour opérer avec sûreté la délivrance du livret » (1). Il n'est perçà pour la délivrance des livrets que le prix de confection qui ne peut dépasser 25 centimes.

Le livret est en papier blanc, coté et parafé par les fonctionnaires chargés de le délivrer, il est revêtu de leur sceau. Sur les premiers feuillets sont imprimés textuellement la loi précitée, le décret du 30 avril 1855, la loi du 14 mai 1851 et les articles 153 et 463 du Code pénal.

Il énonce : 1^o Le nom et les prénoms de l'ouvrier son âge, le lieu de sa naissance, son signalement, sa profession.

2^o Si l'ouvrier travaille habituellement pour plusieurs patrons, ou s'il est attaché à un seul établissement.

3^o Dans ce dernier cas, le nom et la demeure du chef d'établissement chez lequel il travaille ou a travaillé en dernier lieu.

1. « A l'avenir les livrets seront exclusivement délivrés à la préfecture de police, tant pour Paris que pour la banlieue et les communes rurales ». *Ord. pol.* 15 octobre 1855 art. 2.

4° Les pièces, s'il en est produit, sur lesquelles le livret est délivré (D. 30 avril 1855, art. 1).

Dans chaque commune, il est tenu un registre sur lequel sont relatés au moment de leur délivrance, les livrets et les visas de voyage prescrits par l'article 11 de la loi. Le préfet de police jugeant que la mesure resterait inefficace dans un centre comme Paris, si elle se bornait à l'inscription des livrets obtenus à la préfecture seule, reproduisit dans son ordonnance du 15 octobre 1855 une disposition ancienne aux termes de laquelle les livrets délivrés en province devaient être également enregistrés, formalité constatée par un visa spécial : « Conformément à l'ordonnance de police du 1^{er} avril 1831 tout ouvrier porteur d'un livret régulier, mais délivré hors de notre circonscription administrative sera tenu, avant de faire usage de ce livret dans le département de la Seine, de le soumettre au visa de la préfecture de police, où ledit livret sera vérifié et inscrit ».

Le registre prescrit par le décret de 1855 doit porter la signature des impétrants ou la mention qu'ils ne savent ou ne peuvent signer. Le premier livret d'un ouvrier lui est délivré sur la constatation de son identité et de sa position (D. 1855 art. 3) c'est-à-dire soit par la présentation de son acquit d'apprentissage, la demande de la personne chez laquelle il aura travaillé, la demande de celle qui veut l'employer, l'affirmation de deux témoins patentés (Arrêté du 9 frim. an XII)

l'attestation de deux témoins ordinaires (*Ord. pol.* 1^{er} avril 1831) ou tous autres documents analogues.

Il peut arriver que l'ouvrier soit hors d'état de faire les justifications usuelles, ou que les garanties offertes ne soient pas jugées suffisantes par l'autorité appelée à délivrer le livret ; en ce cas elle peut exiger de l'ouvrier une déclaration écrite sous la sanction de l'art. 13 de la loi dont il lui est donné lecture. En prescrivant cette lecture du texte pénal, le Gouvernement a voulu que l'ouvrier pesât la gravité de ses paroles et se rendît compte de l'importance de la déclaration faite à ses risques et périls.

A Paris les livrets sont délivrés sur la production d'un certificat du commissaire de police, et ce certificat est dressé sur les justifications précédemment énoncées, à défaut sur la déclaration dont il vient d'être parlé.

Lorsque le livret est rempli ou hors d'état de servir il est remplacé par un nouveau sur lequel sont reportés 1° la date et le lieu de la délivrance de l'ancien livret ; 2° le nom et la demeure du chef d'établissement chez lequel l'ouvrier travaille ou a travaillé en dernier lieu ; 3° le montant des avances dont l'ouvrier resterait débiteur. Le remplacement est mentionné sur le livret hors d'usage qui est laissé entre les mains de l'ouvrier (D. 1855, art 4).

L'ouvrier qui a perdu son livret peut en obtenir un nouveau sous les garanties mentionnées en l'art. 3.

Le nouveau livret reproduit les mentions indiquées en l'art. 4.

L'ouvrier ne peut être admis dans un établissement que sur la présentation d'un livret et il ne peut le quitter qu'après avoir obtenu un congé régulier qu'il doit à Paris, faire viser dans les vingt-quatre heures de sa sortie par le commissaire de police de la résidence du patron. Cette disposition ne concerne que l'ouvrier attaché à un seul établissement ; l'ouvrier travaillant habituellement pour plusieurs patrons peut sans cet acquit, obtenir du travail d'un ou de plusieurs patrons. Evidemment, sinon la nécessité de se pourvoir d'un congé d'acquit, l'aurait obligé à ne travailler que pour un seul patron à la fois.

L'ouvrier est tenu de représenter son livret à toute réquisition des agents de l'autorité. « Sous l'ancienne législation, l'obligation d'avoir un livret n'ayant qu'une sanction civile, ou refusait toute action à l'autorité publique pour poursuivre les contraventions de cette nature, et on pouvait par suite lui refuser qualité pour constater le fait en exigeant la production de cette pièce. Aujourd'hui qu'une sanction pénale a été donnée à la prescription de la loi, on a dû soumettre l'ouvrier à l'obligation de représenter son livret à toute réquisition des agents de l'autorité » (1).

..

1. Férard-Giraud, *Législation française concernant les ouvriers*, 1856, p. 157.

§ 3. — *Obligations qui incombent aux chefs d'établissement. Interdiction de recevoir les ouvriers dont les livrets ne seraient pas en règle. Inscription des mentions. Tenue d'un registre.*

Aux termes de l'article 3 de la loi, les chefs ou directeurs des établissements spécifiés en l'article 1^{er} ne peuvent employer un ouvrier soumis à l'obligation prescrite par cet article s'il n'est porteur d'un livret en règle « Il ne suffisait pas d'imposer à l'ouvrier l'obligation de se munir d'un livret, il fallait aussi faire aux chefs d'établissement la défense de recevoir l'ouvrier qui ne pourrait produire un livret régulier. Cette seconde disposition est la conséquence et la sanction obligatoire de la première. Elle existait dans les lettres patentes de 1749, elle ne se retrouve dans aucune des lois postérieures. Il était utile de la faire revivre et d'y attacher une pénalité qui en assurât l'exécution » (1). Cette prohibition absolue a pour objet essentiel de prévenir l'embauchage des ouvriers en mépris et en fraude d'engagements antérieurs.

Le maître est donc tenu d'examiner avec soin si le livret qu'on lui présente est bien en règle, c'est-à-dire s'il contient toutes les indications exigées par la loi et

1. Rapp. Bertrand, *loc. cit.*

les règlements tant au point de vue de la délivrance que de la tenue (1).

Les chefs d'établissement sont personnellement responsables des infractions qui ont pu être commises, quand bien même l'ouvrier porteur d'un livret non régulier aurait été reçu par un de leurs commis et non par eux-mêmes. Une seule exception est faite pour le directeur qui en l'absence du maître et avec sa délégation le représente dans l'établissement et y exerce en son nom une autorité dont il doit porter la responsabilité.

Après s'être fait présenter le livret de l'ouvrier, le patron est tenu d'y inscrire certaines mentions, différentes selon que l'ouvrier travaille pour un seul établissement ou au contraire pour plusieurs patrons.

Dans le premier cas, le chef ou directeur inscrit sur le livret la date d'entrée de l'ouvrier, dans le second cas il note le jour où il lui confie de l'ouvrage, mais dans les deux cas, le patron doit indiquer en quelle qualité il emploie l'ouvrier. A Paris, d'après l'ord. pol.

1. Le fait pour un fabricant de recevoir dans sa fabrique plusieurs ouvriers dépourvus de livrets, ou d'omettre l'inscription d'ouvriers sur le registre à ce destiné, constitue autant de contraventions distinctes qu'il y a eu d'ouvriers admis ou non inscrits. En effet l'art. 365 C. inst. crim. qui interdit le cumul des peines en cas de crimes ou de délits, ne s'applique pas aux simples contraventions de police.

V. CC. S. 58-1.781.

15 octobre 1855 le visa d'entrée pour l'ouvrier de la 1^{re} catégorie est ainsi conçu « admis par moi comme ouvrier attaché à un seul établissement », et pour l'ouvrier de la 2^e catégorie « occupé par moi comme ouvrier travaillant habituellement pour plusieurs établissements ». Cette dernière mention n'est obligatoire pour le patron que lorsqu'il emploie l'ouvrier pour la première fois.

Après avoir inscrit sur le livret soit la date de l'entrée soit le jour où il lui aura confié de l'ouvrage pour la première fois, le chef d'établissement devra, toujours à Paris, soumettre cette inscription dans le délai de vingt-quatre heures, au visa du commissaire de police (1).

Si l'ouvrier est quitte envers son patron, celui-ci, lorsqu'il cesse de l'employer, doit inscrire sur le livret la date de la sortie et l'acquit des engagements, ce qu'on appelle en termes d'atelier le congé d'acquit.

Il y ajoute, s'il a lieu, dit la loi art 4 § 4, le montant des avances dont l'ouvrier resterait débiteur envers lui, dans les limites fixées par la loi du 14 mai 1854, c'est-à-dire jusqu'à concurrence de 30 fr. Nous ne revien-

1. « Cette mesure est fort gênante pour les chefs d'industrie, surtout quand il s'agit d'ouvriers pris à l'essai et qu'ils ne sont pas sûrs de conserver, et il est douteux qu'elle rentre dans la limite des pouvoirs réglementaires que l'art. 18 de la loi du 22 juin 1854 a confiés à l'administration. »

Dalloz, Rep. 1869 art. ouvriers n° 74.

drons pas sur cette disposition, notons seulement qu'à la différence de la Commission de 1851, celle de 1854 aurait voulu que le montant intégral de la dette pût être inscrit sur le livret (1), mais elle ne parvint pas à faire partager sa conviction au Conseil d'Etat.

Lorsque le chef ou directeur de l'établissement ne peut inscrire sur le livret la date de la sortie et l'acquit des engagement, on suppose un empêchement naturel comme la maladie ou l'absence, l'ouvrier n'a qu'à s'adresser au maire ou au commissaire de police qui, après avoir constaté la cause de l'empêchement, inscrit sans frais le congé d'acquit. Il en serait de même du cas où le maître refuserait pour un motif, légitime ou non, d'accomplir cette formalité. Les contestations qui

1. « Cette mention ne porterait nulle atteinte à la liberté de l'ouvrier ; elle n'ajouterait rien aux droits du créancier, mais elle les établirait ; elle n'augmenterait pas non plus la responsabilité du maître chargé d'opérer la retenue, mais elle appellerait son attention sur les avances faites à l'ouvrier, elle lui en ferait rechercher et apprécier les causes qui seraient pour lui la mesure du degré de confiance à lui accorder ». A l'inverse, la Commission de 1851 pensait qu'ainsi constatée, la créance tiendrait du caractère de ces notes défavorables qu'il n'est point permis de consigner dans les livrets « elle rendrait le placement de l'ouvrier plus difficile en présentant celui-ci comme un fardeau pour le patron qui l'accueillerait dans ses ateliers, et le frapperait de discrédit en affectant de révéler sans nécessité ses embarras ».

pourraient s'élever relativement à la remise du livret ou à la délivrance du congé seront portées devant les conseils de prud'hommes et dans les lieux où ces tribunaux n'existent pas, devant les juges de paix.

..

La loi prescrit aux patrons la tenue d'un registre spécial sur lequel ils doivent transcrire les nom, prénoms et position de l'ouvrier attaché à l'établissement, le nom et le domicile du patron qui l'aura employé précédemment, et le montant des avances dont l'ouvrier serait resté débiteur envers celui-ci. Si l'ouvrier travaille habituellement pour plusieurs patrons, ils y mentionnent ses nom, prénoms, domicile et profession. La prescription de ce registre fut très appréciée : « Egalement utile au maître et à l'ouvrier, il permet à l'un de produire à tout moment, à la justice et à l'administration, l'état des ouvriers qu'il occupe et donne à l'autre s'il vient à perdre son livret, la facilité de le recomposer à l'aide de ce même registre tenu dans chacun des établissements où il a travaillé » (1).

Un décret relativement ancien, celui du 3 janvier 1813 sur les mines utilisait déjà ce moyen de contrôle (2), peut-être s'en est-on inspiré, en tout cas l'obli-

1. Rapp. Bertrand, *loc. cit.*

2. Art. 27. — « Indépendamment des livrets et registres d'inscriptions à la mairie, il sera tenu dans chaque exploitation un contrôle exact et journalier des ouvriers qui tra-

gation du registre se trouve dans le projet voté par la Chambre des pairs (Art. 4).

Les registres dressés sur un modèle réglementaire sont cotés et paraphés sans frais par les fonctionnaires chargés de la délivrance des livrets, à Paris par le commissaire de police de la section. Ils sont tenus d'une manière lisible, sans aucun blanc ni interligne et ne sont soumis à aucun visa périodique, toutefois ainsi que les livrets, ils doivent être communiqués à toute réquisition, au maire et au commissaire de police, mais sans déplacement et dans les établissements mêmes.

∴

§ 4. — *Conservation du livret par l'ouvrier.*

Le premier projet du Gouvernement ordonnait le dépôt du livret entre les mains du chef d'établissement à charge pour ce dernier d'en délivrer un récépissé à l'ouvrier. D'autre part comme il jugeait matériellement impossible d'exiger ce dépôt des ouvriers en chambre travaillant habituellement pour plusieurs patrons, le projet laissait ces ouvriers en dehors de la loi.

vaillent soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des mines, minières, usines et ateliers en dépendants, ces contrôles seront inscrits sur un registre qui sera coté par le maire et paraphé par lui tous les trois mois ».

La Commission du Corps législatif tenait par contre à les assujettir au livret, mais se heurtant à la même impossibilité matérielle du dépôt, elle décida tout en leur imposant le livret, qu'ils le conserveraient par devers eux. C'est alors que le Gouvernement pris d'un beau mouvement et ne voulant pas créer deux catégories d'ouvriers et imposer aux uns une mesure qu'on n'aurait pas pu imposer aux autres, se rendant d'ailleurs compte que le registre prescrit aux chefs d'établissement présentait des garanties suffisamment sérieuses, supprima dans une nouvelle rédaction du projet l'obligation de la remise du livret.

Les deux solutions avaient toujours été très discutées. Les partisans du dépôt obligatoire qui avaient triomphé en 1846 et en 1851 soutenaient que le dépôt est une chose bonne et utile. Elle met l'ouvrier à l'abri de tous les moyens de séduction et d'embauchage que certaines rivalités pourraient exercer à son égard, et elle lui permet d'obtenir des avances de fonds dont ce dépôt est la première et la plus sûre garantie. Quant au chef d'établissement, il y trouve la certitude que l'ouvrage qu'il a confié à l'ouvrier ne sera pas abandonné, que les matières qu'il lui a remises ne seront pas employées au profit d'un autre ; que le travail sera achevé dans le temps donné, qu'enfin ses intérêts ne seront pas compromis. La Commission de 1854 s'appuyant sur les mêmes raisons, affirmait dans son premier rapport la nécessité de maintenir l'obligation pour

le maître de recevoir le livret et d'en donner récépissé « C'est un usage entré dans les habitudes de l'industrie, il a pour lui la consécration du passé et ce n'est que depuis peu d'années que les susceptibilités des ouvriers ont été éveillées au point de leur faire voir, dans une mesure toute conservatrice, une humiliante inégalité ».

Les adversaires du dépôt déclaraient de leur côté qu'il était tout naturel que le livret restât dans les mains de l'ouvrier, parce que c'est son titre à lui, son moyen de séjour, sa garantie, et on ne comprendrait pas comment ce livret qui est la preuve du rapport qui existe entre le chef de l'établissement et l'ouvrier serait déposé pendant toute la durée de cet engagement dans les mains du maître tout seul.

Lorsque le Gouvernement apporta son projet de modification, la Commission l'accepta avec autant d'empressement qu'elle avait accepté la disposition contraire, mais au Corps législatif, l'amendement fut critiqué « Il s'agit, disait M. Levavasseur, de donner des garanties réciproques au patron et à l'ouvrier. Les garanties offertes par le patron sont la fixité du domicile, la patente, la considération dont il jouit en général dans le lieu où il exerce son industrie. La garantie que présente l'ouvrier pour l'exécution de ses engagements, c'est son livret qui était remis au patron. Si le livret doit rester désormais entre les mains de l'ouvrier, le

patron n'aura plus aucune garantie, l'ouvrier au moins mécontentement pourra quitter l'atelier ».

On peut répondre à ces arguments que le dépôt du livret n'est pas nécessaire, puisque le chef d'établissement a un registre sur lequel seront inscrits la date de l'entrée de l'ouvrier dans la manufacture, la date de sa sortie et les engagements pécuniaires qu'il peut avoir contractés pour les avances qui lui auraient été faites par le maître, ce registre est en réalité un second livret.

Quant aux départs subits de l'ouvrier et à l'abandon de son travail, ils ne sont plus à craindre. L'article 3 interdit formellement aux patrons d'employer des ouvriers qui ne seraient pas porteurs d'un livret en règle. Donc tant que le livret n'est pas revêtu de l'acquit des engagements, il n'a aucune valeur et ne peut être d'aucun usage pour l'ouvrier. D'ailleurs, les sanctions pénales établies par la loi sont là pour empêcher toute tentative de fraude de part et d'autre. Et puis en définitive, comme l'observait M. Bertrand, le livret n'est qu'un simple moyen de justification donné à l'ouvrier pour constater son identité et établir sa situation quand il vient demander du travail dans un atelier, il est donc juste qu'il le conserve.

La proposition fut adoptée et passa dans le texte de la loi.

§ 5. — *Interdiction des annotations.*

Dans sa circulaire aux préfets du 20 avril 1807, le ministre de l'Intérieur, M. de Montalivet, disait que s'il n'est pas permis d'inscrire sur les livrets des notes défavorables, rien n'empêche de délivrer des congés favorables.

Avec ce système, nous l'avons fait remarquer, l'absence seule de notes favorables serait par cela même une chose défavorable.

A la Chambre des pairs on réclama l'interdiction complète de toute annotation « Qui peut donner l'éloge a le droit de blâmer, et la nécessité du certificat de bonne conduite aurait assurément donné aux maîtres une arme trop suspecte » Ces sortes d'annotations ne sauraient en effet procurer grande confiance, rien ne pouvant garantir qu'elles soient l'expression libre ou impartiale de la pensée de celui qui les a écrites. Autoriser les annotations, c'est mettre l'ouvrier dans l'entière dépendance du maître, l'interdiction de toute note favorable ou défavorable est donc absolument nécessaire, « les législateurs de 1847 pénétrés de l'importance de cette disposition dans l'intérêt de l'ouvrier avaient exprimé le vœu de la voir insérée dans la loi », le Corps législatif y répondit en votant l'art. 8 « Dans tous les cas il n'est fait sur le livret aucune annotation favorable ou défavorable à l'ouvrier ».

Les contraventions à cette règle sanctionnée par l'art. 11 sont punies d'une amende de 1 à 15 fr. sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu.

Il a été jugé en ce sens qu'un patron avait agi sans droit et contrairement aux prescriptions de la loi, en se permettant d'inscrire sur le livret d'un ouvrier : « Je certifie que le porteur est entré infirme et sorti de même », cette mention ayant été mise certainement dans le but de nuire au porteur en le faisant passer pour incapable de fournir un bon travail.

Remarquons que la loi se sert de l'expression générale « annotation » sans distinguer celle exprimée par des mots ou celle qui serait exprimée par des signes. Il est évident que ces deux modes d'annotation peuvent entraîner les mêmes conséquences, et devenir s'ils sont compris comme défavorables, une entrave à l'indépendance de l'ouvrier et à la liberté du travail « A la suite d'une petite manifestation pour le prix des salaires, on avait indiqué sur les livrets, par un signe fait en forme de M ou de B, (bons ou mauvais) les ouvriers qui s'étaient montrés les plus récalcitrants, et c'était pour eux une marque d'exclusion des autres ateliers » (1).

1. Enquête de 1868, déposition de M. Parent. Séance du 26 nov. 1888, p. 533.

« Attendu que le jugement attaqué (rendu par le trib. correct. d'Aubusson le 14 mars 1864), constate en fait et après instruction à l'audience, que les demandeurs apposaient

Cette défense d'annoter les livrets est générale et s'applique à tout le monde. Dans une circulaire aux préfets, le ministre de l'Intérieur rappelle que les ouvriers, auxquels il est délivré un passe-port à l'étranger, peuvent être laissés en possession de leur livret, à la charge de mentionner sur chacun de ces titres l'existence de l'autre et le ministre ajoute « Vous voudrez bien faire connaître aux maires qu'ils ne doivent pas y inscrire les attestations qui leur sont demandées par l'ouvrier touchant sa moralité et sa conduite » (1).

sur les livrets de certains de leurs ouvriers et dans la signature d'acquit de leurs engagements, trois points affectant une certaine disposition matérielle facilement reconnaissable ; que ce même jugement déclare également que la présence de ces trois points amenait tous jours pour l'ouvrier venant demander du travail à un autre établissement industriel, ou un chômage, ou une suspension d'admission, ou des conditions de soumissions à faire à l'ancien patron ; attendu que le jugement a pu justement conclure de ces faits que, dans les trois points en question, dont la signification était connue des autres fabricants de la même ville, résidait une note ou signe d'un sens ou caractère défavorable à l'ouvrier ; qu'ainsi les défenses de la loi avaient été violées, et les peines qu'elle prononce encourues, qu'en le décidant ainsi le dit jugement a fait de la loi une saine application ; Rejette ». CC. Ch. crim. 30 juillet 1864, D. 65, 4, 42.

1. Circ. 4 sept, 1858, D. 59, 3, 54.

§ 6. — *Avantages attachés à la possession du livret.*

Le livret visé gratuitement par le maire de la commune ou travaille l'ouvrier, à Paris et dans le ressort de la préfecture de police par le préfet de police, à Lyon et dans les communes spécifiées par la loi du 19 juin 1851 par le préfet du Rhône, tient lieu de passeport à l'intérieur sous les conditions déterminées par les règlements administratifs.

Cette faveur évite à l'ouvrier des dérangements et le débours du prix d'un passeport. Le livret pour remplir ce rôle, doit être visé spécialement, le visa du départ indique toujours une destination fixe et ne vaut que pour cette destination.

Le visa n'est accordé que sur la mention de l'acquit des engagements prescrite par les art. 4 et 5 de la loi du 22 juin 1854 et sous les conditions déterminées par les règlements administratifs, conformément à l'art. 9 de la même loi.

La loi n'ayant voulu favoriser que les travailleurs, le visa est refusé si l'ouvrier a interrompu l'exercice de sa profession ou s'il s'est écoulé plus d'une année depuis le dernier certificat de sortie inscrit sur le livret.

Ajoutons que le livret est valable comme passeport, mais seulement à l'intérieur et qu'il ne dispense jamais l'ouvrier qui veut sortir de France de se pourvoir d'un

passport à l'étranger assujetti au visa des agents diplomatiques ou consulaires compétents.

∴

L'art. 15 de la loi fait à l'ouvrier soumis au livret une obligation de le produire pour être inscrit sur les listes électorales destinées à la formation des conseils de Prud'hommes (1). La Commission voyait dans cette disposition une prime d'encouragement qui serait vivement appréciée par l'ouvrier ; nous lui conserverons cette qualité quoiqu'on pourrait aussi bien la comprendre comme sanction d'un autre ordre que celle prévue dans les art. 11, 12 à 13, à l'obligation de se munir d'un livret, surtout que la disposition avait été réclamée l'année précédente lors de l'examen du projet de loi sur les conseils de Prud'hommes. En réalité c'est une sanction prise dans le domaine même des intérêts industriels.

∴

1. « Sont électeurs : 1^o les patrons, 2^o les chefs d'atelier, contre-mâîtres et ouvriers âgés de vingt-cinq ans accomplis, exerçant leur industrie depuis cinq ans au moins et domiciliés depuis trois ans dans la circonscription du conseil. »
Loi du 4 juin 1853, art. 4.

§ 7. — *Contraventions. Pénalités.*

Avant 1854, lorsque l'ouvrier se présentait sans un livret ou avec un livret irrégulier et que le patron l'accueillait sans exiger les justifications prescrites, ils n'étaient passibles l'un et l'autre d'aucune peine, la loi n'autorisait que l'action civile et n'accordait que des dommages-intérêts. Le projet de 1846 contenait une sanction pénale, l'amende dans tous les cas et un emprisonnement facultatif de un à cinq jours. La loi de 1854, dans son article 11 en reproduisit les dispositions (1). « Les contraventions aux articles 1, 3, 4, 5 et 8 de la présente loi sont poursuivies devant les tribunaux de simple police et punies d'une amende de 1 à 15 fr. sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu..... »

Ainsi l'absence du livret dans les mains de l'ouvrier, son admission irrégulière par le maître, l'absence de registre, le défaut d'inscription des mentions prescrites sur le livret ou sur le registre par la loi ou les règlements légaux, sont passibles en premier lieu d'une amende.

1. « Toutes les améliorations, dont nous posons le germe dans la loi, deviendraient stériles si son exécution n'était assurée par une sanction pénale. Cette condition essentielle manquait aux lois antérieures sur les livrets. C'est elle qui doit donner à la loi que nous allons voter sa force et son efficacité ». Rapp. Bertrand, *loc. cit.*

Mais ce n'est pas tout, la loi ajoute. « Il peut de plus être prononcé suivant les circonstances un emprisonnement d'un à cinq jours ». Dans la pensée du législateur, cette peine évidemment ne devrait être appliquée que dans les cas qui offriraient des circonstances d'une gravité particulière, quand il apparaîtrait par exemple qu'une négligence calculée ou des intentions blâmables se seraient mêlées aux contraventions.

Toujours est-il que la loi place les contrevenants sous la menace continuelle d'une condamnation trop forte et il eût été bien suffisant, à notre avis, d'élever la quotité de l'amende pour punir les contraventions résultant de l'oubli de certaines formalités.

Deux amendements furent proposés dans la discussion à la Commission et au Corps législatif. Les auteurs du premier demandaient la suppression complète du paragraphe relatif à l'emprisonnement, ils l'auraient volontiers accepté s'il n'eût visé que les ouvriers, mais il atteignait aussi les patrons « On ne semble pas tenir assez compte de l'inégalité nécessaire qui doit exister entre le maître et ses ouvriers, ni des résultats bien différents de la même condamnation prononcée contre les uns ou les autres ». Les ouvriers n'éprouveraient, paraît-il, ni honte ni embarras à subir un emprisonnement en matière de simple police, tandis que pour les maîtres cet emprisonnement aurait précisément ces fâcheux effets « Il leur ferait perdre aux yeux de leurs inférieurs ce droit au respect sans lequel il n'y a pas de

subordination, il peut leur causer un dommage souvent considérable dans leurs affaires par une absence forcée de cinq jours ».

La Commission répondit très justement que si la loi se montrait sévère pour les contraventions commises par les maîtres, c'est qu'étant généralement plus capables de comprendre la loi et d'en apprécier la portée, ils étaient plus coupables aussi de la violer on d'en négliger l'exécution.

Le second amendement, beaucoup plus intéressant, présenté par M. de Champagny, consistait à remplacer le dernier paragraphe de l'art. 11 par celui-ci : « Dans les cas de récidive prévus par l'art. 483 C. pén. il pourra en outre être prononcé un emprisonnement d'un à cinq jours ». La Commission s'était ralliée à l'amendement, mais les commissaires du Gouvernement firent remarquer que la proposition ainsi formulée menacerait le maître seul, alors que l'ouvrier pourrait toujours s'y soustraire. L'art. 483 C. pén. porte en effet « Il y a récidive dans tous les cas prévus par le présent livre, lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, un premier jugement pour contravention de police commise dans le ressort du même tribunal ». Il serait toujours facile dans ces conditions d'atteindre le chef dont l'établissement et le domicile ne se déplacent que difficilement, tandis que l'ouvrier échapperait à la récidive « attendu qu'il lui serait toujours facile de s'éloigner du ressort judiciaire dans le-

quel il aurait été condamné une première fois, il éviterait toujours de commettre deux contraventions dans le même arrondissement et se mettrait ainsi en règle avec l'art. 483 du code pénal ».

Alors M. Legrand pour déterminer l'adoption de l'amendement Champagny demanda qu'on modifiât l'art. 483 en ce sens qu'à l'avenir la peine de la récidive pourrait être appliquée quand même la seconde contravention aurait été commise hors de l'arrondissement du tribunal qui aurait prononcé la première peine.

M. Vuillefroy, commissaire du Gouvernement expliqua que l'ouvrier pourrait toujours faire disparaître son livret, qu'on ne saurait d'où il viendrait, qu'il serait impossible de constater la première condamnation et par conséquent de décider s'il y avait ou non récidive. A ces raisons peu concluantes M. Vuillefroy ajoutait « Toute la loi est dans l'art. 11 », c'était dire que le Gouvernement tenait à pouvoir disposer d'une pénalité très forte, aussi malgré l'intervention de plusieurs députés qui estimaient que la pénalité serait suffisante, même restreinte à une simple amende, malgré le maintien par M. de Champagny de son amendement n'autorisant l'emprisonnement qu'au cas de récidive, la disposition fut votée telle que le Gouvernement l'exigeait.

La loi dans les art. 12 et 13 vise des délits autrement graves, et réprime les faux, falsifications et fraudes commises en matière de livret. Tout individu coupable

d'avoir fabriqué un faux livret ou falsifié un livret originairement véritable, ou fait sciemment usage d'un livret faux ou falsifié est puni de peines portées en l'art. 153 C. pén. (1).

Tout ouvrier coupable de s'être fait délivrer un livret soit sous un faux nom soit au moyen de fausses déclarations ou de faux certificats ou d'avoir fait usage d'un livret qui ne lui appartenait pas, est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an. D'après l'esprit de la loi il faut conclure qu'une fausse déclaration faite par un ouvrier en demandant la délivrance d'un livret, ne tombe sous l'application de l'article 13 que lorsqu'elle a lieu dans le but d'obtenir le livret. Ainsi il a été jugé que l'article 13 n'est pas applicable au cas d'une fausse déclaration d'âge lorsqu'elle a eu simplement pour objet de tromper des tiers sur l'âge de l'impétrant et par exemple de le faire passer à leurs yeux pour majeur (2).

1. — Art. 153 C. pén. « Quiconque fabriquera un faux passeport ou falsifiera un passeport originairement véritable, ou fera usage d'un passeport fabriqué ou falsifié sera puni d'un emprisonnement d'une année au moins et de cinq ans au plus ». — Peine réduite à un emprisonnement de six mois à trois ans. Mod. L. 13 mai 1863.

2. « Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que la prévenue avait d'abord obtenu un livret, en se déclarant, comme elle l'était en effet, mineure de seize ans ; que si ensuite, en demandant un autre livret, elle s'est dite faussement âgée

La connaissance des contraventions à l'article 11 appartient au tribunal de simple police, c'est-à-dire au juge de paix siégeant comme juge de police ; la voie de l'appel est ouverte devant le tribunal de 1^{re} instance, contre les condamnations à l'emprisonnement ou à une amende excédant la somme de cinq francs.

Les faits prévus par les articles 12 et 13 sont de la compétence des tribunaux correctionnels, avec appel devant la Cour.

Dans tous les cas prévus par les articles 12 et 13 de la loi, les juges ont la faculté d'appliquer l'article 463 C. pén. pour adoucir la sévérité de la peine en cas de circonstances atténuantes.

..

L'art. 16 et dernier de la loi apporte une dérogation importante aux prescriptions de l'article 2 ; il n'est pas dérogé, dit-il, à l'art. 12 du décret du 26 mars 1852 relatif aux sociétés de secours mutuels.

de vingt et un ans, cette déclaration n'a pas été faite pour obtenir le livret, qui pouvait lui être accordé malgré son état de minorité, mais afin de se présenter comme majeure dans une maison de débauche. Attendu qu'en cet état de fait, l'arrêt en refusant d'appliquer ledit article 13 qui exige que la déclaration mensongère ait été le moyen d'obtention du livret, loin d'avoir violé la loi, s'est au contraire, conformé à son texte et à son esprit ; Rejette, etc. ».

CC. ch. crim. 18 janvier 1862, S. 62. 1. 552.

Ces sociétés créées par les soins du maire et du curé dans chacune des communes où l'utilité en aurait été reconnue, avaient pour but d'assurer des secours temporaires aux sociétaires malades, blessés ou infirmes et de pourvoir à leurs frais funéraires. « La sévérité des conditions d'admission, la surveillance mutuelle, la répression énergique des infractions aux statuts, garantissent la bonne conduite et font du titre de sociétaire une recommandation à l'estime et à la confiance publique. »

Pour encourager la formation de ces sociétés, le Gouvernement avait décidé (art. 12 du décret) que le diplôme délivré à chaque sociétaire participant, lui servirait de passe-port et de livret.

La Commission fit observer que le grand nombre de sociétés de secours mutuels instituées en France et représentées par autant de bureaux donnait lieu de craindre que le nombre de diplômes délivrés par eux ne vînt affaiblir les garanties d'ordre que la loi avait cru trouver dans l'action directe des autorités désignées en l'art. 2. Le Conseil d'Etat maintint la disposition dont les risques étaient d'ailleurs singulièrement atténués par les prescriptions sévères de l'arrêté du ministre de l'intérieur du 5 janvier 1853.

∴

M. Bertrand jugeait la loi parfaite. « Sous un titre modeste, elle intéresse plusieurs millions d'individus,

elle se montre protectrice, équitable, impartiale pour tous.... Elle répond à trop de besoins pour n'être pas accueillie avec confiance et satisfaction ». Et le rapporteur déclarait trouver dans le projet de loi une preuve nouvelle de la sympathie du gouvernement de l'Empereur pour la classe ouvrière et pour tout ce qui peut contribuer au bien-être et à la prospérité du pays (1).

Il est curieux de voir combien cette institution du livret était facilement acceptée par les gens qui n'avaient point à en souffrir. Avec la meilleure foi du monde, ils s'imaginaient que ce n'était qu'une série de formalités à l'accomplissement desquelles l'ouvrier ne devait rencontrer aucune gêne. C'était un fait admis, une pratique très ancienne, de tout temps l'ouvrier a été soumis au livret, à une sorte de patente comme on en impose aux commerçants, ça lui sert de titre professionnel et on ne s'expliquerait pas qu'il pût travailler sans avoir besoin de ce titre.

Sans doute en remontant à l'origine de l'institution, on pourrait découvrir quelque inégalité dans la condition des travailleurs, quelque faveur trop marquée au bénéfice des patrons, mais avec la loi nouvelle rien de tout cela n'existe plus. Le livret reste entre les mains de l'ouvrier, le patron ne peut donc plus s'en servir pour le tyranniser comme il le faisait, paraît-il, autrefois. L'ouvrier possède un titre utile, nécessaire et il le

1. Rapp. Bertrand, *loc. cit.*

conserve par devers lui : si l'inégalité est rompue, cette fois c'est plutôt à son avantage.

Voilà l'opinion générale, on ne descendait pas au fond des choses, le livret était consacré par l'usage, donc il fallait en maintenir l'obligation, d'autant qu'on l'avait dépouillé de tout ce qui pouvait nuire à l'ouvrier. On ne se rendait pas compte des violations flagrantes du droit commun, on avait l'habitude de voir des livrets, on ne savait pas au juste à quoi ça pouvait servir, mais il paraît que les ouvriers en profitaient et que le commerce en marchait mieux, alors pourquoi faire disparaître une si excellente chose !

En réalité, comment faut-il apprécier la loi de 1854. Il est certain que les patrons ont perdu beaucoup des avantages que leur conférait l'ancienne législation, toutes les mesures ayant pour but d'obliger l'ouvrier à l'accomplissement de ses engagements ont disparu ; aussi ne doit-on pas s'étonner que les patrons se soient désintéressés de l'exécution de la loi, puisqu'ils n'y trouvaient plus leurs intérêts suffisamment défendus et qu'ils envisageaient en somme le livret principalement à ce point de vue.

Le Gouvernement de l'Empire de son côté songeait surtout à lui-même et il crut bon de restreindre les privilèges patronaux afin de faire accepter plus facilement l'ensemble des mesures qui lui tenaient à cœur. C'était une loi de police qu'il désirait et ce fut une loi de police qu'il établit.

L'autorité n'apparaît, disait M. Bertrand, que dans les cas où l'ordre public est intéressé et pour veiller à l'exécution de la loi. Je doute que le rapporteur eût tenu ce langage après la publication du décret de 1855, à moins d'ajouter que l'ordre public était toujours intéressé, ce qui eût expliqué cette intervention incessante de l'autorité.

D'ailleurs le Gouvernement ne dissimulait pas ses intentions, il n'avait qu'un but, acquérir les moyens d'exercer une bonne police, et lors de la discussion au Corps législatif, M. Baroche, président du Conseil d'Etat et commissaire du Gouvernement, avouait franchement que la loi n'avait pas été faite pour flatter les passions populaires.

Nous avons déjà indiqué les formalités de police qu'elle imposait aux ouvriers et même aux patrons, tous deux étaient tenus dans leurs rapports de vivre légalement sous l'œil de la police qui voulait être avertie de l'entrée et de la sortie de l'ouvrier, comme de son embauchage et de son renvoi.

Le livret de l'ouvrier est fait pour établir la constitution de son état civil et le Gouvernement sut en faire sanctionner l'obligation par une pénalité qui n'existait pas auparavant. Le fait seul de ne pas être muni d'un livret, l'ouvrier eût-il accompli tous ses engagements envers son patron, eût-il respecté complètement la foi du contrat, le soumettait à une sanction pénale.

Le Gouvernement était donc arrivé à ce qu'il voulait. La loi de 1854 posa le principe général de l'obligation du livret, le décret de 1855 en régla l'exécution d'une façon minutieuse. Il contenait même une disposition excessive, l'art. 13 qui autorisait toutes les mesures arbitraires de l'Administration « Le présent règlement ne fait pas obstacle à ce que des dispositions spéciales aux livrets, soient prises dans les limites de leur compétence en matière de police par le préfet de police à Paris et pour le ressort de la préfecture, et dans les départements par les autorités locales ». Nous avons eu l'occasion de citer l'ordonnance de police du 15 octobre 1855, on peut dire que les lois sur les livrets avaient été à ce point transformées par l'Empire que tous les travailleurs étaient en France soumis à la surveillance de la police.

..

Il nous reste à voir comment la loi fut appliquée, et à ce sujet nous avons une source de renseignements très précieux dans l'enquête ordonnée en 1868 sur les conseils de prud'hommes et les livrets d'ouvriers, enquête à laquelle participèrent les tribunaux de commerce, les chambres de commerce, les chambres consultatives d'arts et manufactures et les conseils de prud'hommes. Or de l'ensemble des dépositions et avis recueillis, il résulte clairement qu'en général la loi ne fut pas appliquée.

Les ouvriers se plaignaient de l'obligation du livret dont ils demandaient à être affranchis, prétendant qu'il y avait là contre eux une loi d'exception « Ils se croient insultés quand on leur demande un livret, ils veulent que l'on s'en rapporte à eux ».

Le gros reproche adressé au livret, c'est d'être onéreux et vexatoire, onéreux par suite des démarches qu'impose la double formalité du visa à l'entrée et à la sortie, vexatoire en ce qu'il place les ouvriers dans un état permanent de suspicion, on n'en veut pas à cause de son caractère policier et comme dans l'idée de tout le monde il doit principalement servir de passeport et de papier d'identité, les patrons qui n'y sont guère intéressés n'en exigent pas et les ouvriers qui n'en ont pas absolument besoin, refusent de s'y soumettre.

Ainsi dans les petites localités, les ouvriers sédentaires n'en ont pas, et cela presque partout, la cause de cette dérogation, c'est que ces ouvriers sont assez connus chez eux pour se passer de livret, ils appartiennent à la localité, ils y sont mariés et domiciliés, souvent ils y sont nés, quelquefois ils sont attachés avec leur père à la même exploitation, donc toujours les patrons les connaissent; d'ailleurs les relations rapprochées des habitants permettent d'obtenir facilement des renseignements utiles quand il en est besoin. Dans un tel état de choses l'exigence du livret n'a pas en quelque sorte de raison d'être, l'ouvrier sédentaire offrant des garan-

ties de moralité et de solvabilité qui suppléent aux avantages que le livret peut présenter. Aussi les chefs d'établissement qui avaient commencé à en exiger cessèrent bientôt de le faire, parce qu'ils connaissaient leurs ouvriers et trouvaient cette formalité inutile.

En principe donc la loi n'est point observée pour les ouvriers qui ne quittent point les localités où ils travaillent et ne font que changer de patron ; il arrive même qu'elle n'est point observée pour ceux qui s'éloignent peu et exercent leur profession dans les environs tantôt dans un endroit, tantôt dans un autre, ce qui ne présente guère d'inconvénients, tous ces ouvriers étant généralement connus de l'autorité comme des personnes qui les occupent.

La loi, au contraire, est assez bien observée lorsque les ouvriers des diverses industries vont travailler hors de la localité, l'ouvrier prend alors son livret qui lui sert de titre de voyage. De même les ouvriers venant du dehors sont pour la plupart munis de livrets l'ouvrier nomade y recourt parce qu'il en sent la nécessité et qu'il en reconnaît l'utilité « les ouvriers scieurs de long qui chaque année au mois de septembre descendent de la montagne pour aller exercer leur profession dans les diverses parties de la France trouvent un grand avantage à posséder un livret, parce qu'il leur tient lieu de passeport à bon marché » (1).

1. Enq. Avis Trib. Com. de Montbrison, p. 137.

∴

Poursuivons le dépouillement de l'enquête. Dans les petites industries la loi est presque complètement tombée en désuétude; à quoi cela tient-il? D'abord le travail y est moins abondant, plus irrégulier, partant la population ouvrière est plus flottante, les ouvriers habitués à changer fréquemment de patrons, s'affranchissent de l'obligation de présenter chaque fois leurs livrets aux maîtres qui les occupent. D'un autre côté les patrons à cause du renouvellement fréquent de leur personnel et de la difficulté qu'ils éprouvent à trouver et à conserver les bons ouvriers, sont obligés de se montrer plus faciles avec eux; exiger l'exécution stricte de la loi serait créer une perturbation fâcheuse.

Dans la grande industrie la loi est mieux observée mais il s'en faut que l'emploi du livret soit général. Ainsi les ouvriers du bâtiment, maçons, menuisiers, charpentiers, etc, ne veulent pas s'y soumettre. Engagés pour une saison, ils travaillent dans un chantier sans être directement sous l'œil du maître, puis la paie se fait d'ordinaire chaque semaine, par conséquent il n'y a pas d'avance, à quoi servirait le livret? D'autant que l'inconstance de l'ouvrier dans le même chantier et sa facilité à l'abandonner du jour au lendemain pour quelques sous de plus offerts ailleurs, rendent fort difficile, sinon impossible, l'usage du livret pour cette industrie.

De même pour les ouvriers employés aux travaux d'utilité publique ; les entrepreneurs négligent de s'enquérir si leurs nombreux ouvriers sont ou non porteurs de livrets. Ils prétendent que s'ils étaient rigoureux sur l'observation de cette formalité, la marche rapide des travaux serait impossible.

Autre exemple, dans la plupart des imprimeries il y a souvent des travaux pressés. Les patrons sont obligés de prendre des ouvriers supplémentaires qui ne font que passer un ou deux jours dans leurs ateliers, l'exécution de la loi serait trop incommode.

Encore une observation du même genre pour les entreprises de travaux de chemin de fer dont les chefs ne veulent en aucune manière s'y astreindre « L'autorité compétente a bien cherché à les amener à s'y conformer, mais ils ont répondu que cela n'était pas praticable, qu'ils avaient affaire à des ouvriers qui changent pour la plupart de chantiers à chaque instant et que l'exécution de cette loi serait pour eux une charge très onéreuse, à cause des nombreuses écritures et de la grande surveillance que cela nécessiterait (1).

Les ouvrières, femmes ou filles, qu'elles soient employées dans les manufactures ou dans les petits ateliers, n'ont pas de livret ; même les ouvrières nomades n'en sont presque jamais pourvues ; le visa de police vexatoire pour les hommes, leur est tout à fait intolé-

1: Enq. Avis. Trib. Com. de Bressuire, p. 51.

rable et elles répugnent à se présenter dans les bureaux de police. Les rares ouvrières qui possèdent un livret sont astreintes à des démarches incessantes dans les susdits bureaux, démarches qui les assimilent à ces malheureuses « qui sont la honte de leur sexe ».

La résistance est aussi très forte chez les ouvriers travaillant chez eux pour différents patrons. La loi en les soumettant à l'obligation du livret, leur crée une gêne qu'ils s'efforcent toujours d'éviter. Sans compter les pertes de temps inévitables qu'ils éprouveraient, comment pourraient-ils voir presque chaque jour personnellement divers patrons et obtenir d'eux la régularisation immédiate de leur livret. Et puis il y a une question d'intérêt très importante, les ouvriers qui travaillent pour plusieurs maisons, craignent bien souvent de faire connaître à un patron qu'ils travaillent pour un autre, car, c'est à remarquer, les patrons n'aiment pas beaucoup découvrir sur le livret de l'ouvrier qu'il est occupé pour une autre maison, et on a vu des ouvriers habiles renvoyés pour ce seul motif.

Les quelques détails d'ensemble que nous venons de donner, et qu'on pourrait multiplier à l'infini, suffisent amplement à montrer le peu de succès remporté par la législation.

Les patrons eux-mêmes, cherchent à se soustraire le plus possible, à l'observation de la loi. Ils ne trouvent aucun intérêt pratique à exiger le livret, pourquoi s'en donneraient-ils la peine, le livret ne présente à leurs

yeux qu'une importance très restreinte. Comme il est défendu d'y faire aucune annotation favorable ou défavorable, ce titre ne donne aucun moyen de distinguer le bon ouvrier du mauvais : puis la loi ne permet plus au patron d'exiger la remise du livret, c'est l'ouvrier qui le conserve, alors quelle garantie peuvent y trouver les patrons, aucune. Même lorsqu'ils réclament en contravention à l'art. 6, le dépôt du livret entre leurs mains, ils n'y attachent pas grande valeur, surtout quand ils connaissent la facilité offerte à l'ouvrier muni d'un livret qui ne lui serait pas favorable, de le faire remplacer par un livret neuf.

A ce propos les patrons se plaignent de la négligence des maires et des commissaires de police qui délivrent les livrets trop légèrement et sur une simple attestation, sans s'assurer de l'identité de l'individu et de ses véritables noms ; aussi l'ouvrier en profite.

Lorsqu'une somme a été inscrite par son dernier patron sur son livret ou lorsque son patron refuse de signer le livret avant l'expiration de la semaine commencée ou du temps consacré par l'usage, l'ouvrier va déclarer à l'autorité municipale qu'il a perdu son livret. Sur cette déclaration, il en obtient immédiatement un nouveau en produisant seulement une attestation du patron qui va l'employer. Ou bien il quitte son industrie et se place quelque temps comme domestique ou journalier, quelquefois même il se fait donner par un ami qui s'intitule patron et qui n'est souvent qu'ouvrier lui-même,

un certificat de complaisance qui suffit presque toujours pour lui faire délivrer un livret neuf en remplacement de celui qu'il prétend avoir perdu.

Il arrive aussi que pas mal d'ouvriers possèdent plusieurs livrets, ils en obtiennent très facilement de nouveaux sous le prétexte que les leurs sont égarés.

On en a même signalé qui s'appropriaient ceux d'autres ouvriers qui venaient à mourir ou qui étaient appelés sous les drapeaux, ils avaient ainsi plusieurs livrets à leur disposition, il n'était pas rare de trouver des ouvriers qui en avaient deux ou trois. Le cas se présentait, paraît-il, assez fréquemment à Tourcoing, « la proximité de la Belgique permettant aux ouvriers de ce pays d'obtenir très facilement des autorités belges les pièces nécessaires pour demander un second livret en France » (1).

..

Pour les ouvriers on comprend parfaitement qu'ils aient essayé par tous les moyens possibles de se soustraire à la loi, ces règles spéciales, ces mesures de surveillance auxquelles on les soumettait, devaient leur répugner et leur opposition nous paraît très naturelle.

Ce qui étonne au premier abord, c'est la conduite des patrons ; en somme si dans toutes les industries

1. Euq. Avis du conseil de prud'hommes de Tourcoing, p.

les ouvriers ne se sont pas munis de livret, il ne faut en chercher la cause que dans la négligence des patrons. Ceux-ci n'auraient jamais trouvé de résistance s'ils s'étaient sérieusement préoccupés de l'exécution de la loi. Alors comment pourrait-on expliquer leur attitude ? Nous pensons que les infractions ont pour cause du côté des patrons l'indifférence, l'ignorance et aussi le calcul.

L'ignorance ; dans les petites industries les patrons pour la plupart savent peu écrire, ils n'inscrivent donc jamais ou presque jamais la date de l'entrée des ouvriers, ils ne tiennent pas le registre exigé et négligent d'exécuter les prescriptions de la loi.

L'indifférence ; nous avons déjà indiqué que les patrons ne trouvaient pas dans la loi la somme des avantages qu'ils avaient espéré en tirer, aussi n'exigent-ils l'observation des règles que lorsque leur intérêt est en jeu, quand par exemple ils doivent laisser à portée de l'ouvrier une matière première de quelque valeur ou qu'ils confient à ceux qui travaillent chez eux des valeurs d'une réalisation facile « On voit généralement les patrons mesurer leur sévérité à l'égard du livret au degré de confiance qu'ils ont besoin d'accorder aux ouvriers qu'ils emploient ». Toutes les formalités leur pèsent et ils ne cherchent qu'à les éviter, même celles qui pourraient à l'occasion leur être utiles. Ainsi peu de nouveaux patrons s'inquiètent de retenir sur le salaire d'un ouvrier la somme destinée à rembourser de ses avan-

ces un précédent patron, et celui qui a fait les avances légalement inscrites les perd fréquemment. Tant pis pour lui, c'est d'ailleurs un patron éloigné, ou inconnu ou même un concurrent dans la même industrie, l'envie manque de lui rendre service.

Dans les petites localités, les patrons ont une excuse à la non observation de la loi. Les grandes villes attirent les ouvriers et il est fort difficile de s'en procurer, la moindre augmentation de salaire enlève d'un atelier voisin ses ouvriers, et comme le patron lié avec sa clientèle par des engagements sérieux, veut retenir ou attirer à lui des ouvriers par tous les moyens, il en résulte qu'il se montre très faible et très conciliant.

Les patrons reçoivent donc souvent des ouvriers sans que ceux-ci soient munis de leurs livrets, ils aiment mieux sacrifier les formalités édictées que de rester sans auxiliaires lorsque la nécessité exige qu'ils en prennent.

On ne peut guère empêcher ces patrons d'agir de la sorte. Comment faire, poursuivre ? On hésite devant les froissements nombreux qui seraient la conséquence d'une répression et on ferme les yeux surtout dans la crainte de gêner des industries locales qui sont forcées d'accepter les ouvriers qui viennent dans les petits centres de population.

Le plus souvent, il faut le dire, les patrons agissent par calcul, ils n'exigent pas de livret pour pouvoir embaucher plus facilement, la concurrence les pousse à

s'arracher les ouvriers et la crainte de laisser échapper un ouvrier qui leur convient et qu'une autre maison accepterait dans les conditions où il se présente leur fait enfreindre les dispositions de la loi. « Les patrons consciencieux se plaignent de ce que les ouvriers insoumis au livret étant reçus par des concurrents moins scrupuleux, s'éloignent de leurs ateliers ou, pour mieux dire, ne s'y présentent pas et les privent ainsi de ressources qui leur seraient souvent nécessaires » (1).

Les patrons n'omettent pas seulement d'exiger un livret, ils négligent aussi les autres dispositions ; ainsi le registre prescrit par l'article 4 est rarement tenu, les patrons n'y font pas la transcription des notes du livret, les uns parce qu'ils ne savent pas écrire, les autres parce qu'ils voient dans cette formalité une perte de temps trop considérable, d'ailleurs il n'est guère possible de tenir ce registre en règle, la plupart des ouvriers n'ayant pas de livret.

..

Personne ne s'intéresse à la loi, pas même les autorités. Des critiques réitérées s'adressent aux maires qui délivrent les livrets avec une facilité surprenante et dont quelques-uns ignorent à ce point la loi qu'ils en délivrent plusieurs au même ouvrier.

L'art. 2 du décret, ordonne l'inscription de la déli-

1. Enq. Avis du Trib. Com. de Caen, p. 58.

vrance des livrets et des visas de voyage sur un registre spécial qui doit exister dans chaque commune, ce registre n'est tenu presque nulle part, on signale en outre un manque d'initiative et un défaut complet de surveillance de la part des maires et des commissaires de police qui jamais ne poursuivent d'office les contraventions.

Un point sur lequel tout le monde était d'accord, sauf le gouvernement, c'était la suppression des fonctions attribuées à la police, les ouvriers marquaient une répugnance très vive à se rendre au bureau du commissaire ; tenus de s'y présenter lorsqu'ils changeaient de patron, ils souffraient du dérangement que ce visa leur occasionnait et se rendaient bien compte que cette formalité leur était imposée dans un but de surveillance spéciale qui leur paraissait d'autant plus vexatoire.

Les chefs d'atelier se plaignaient aussi de l'intervention souvent peu polie du commissaire de police à propos des vérifications de livrets. Quant au visa qu'ils devaient faire apposer dans les vingt-quatre heures sur les livrets des ouvriers nouvellement embauchés, ils ne s'en souciaient pas, certaines maisons envoyaient tous les huit jours un employé chez le commissaire et faisaient viser en même temps tous les livrets reçus dans la semaine. « Rien ne déplaît plus à un ouvrier, et j'ajouterai à un patron que de se rendre chez un commissaire de police ; c'est cependant pres-

que toujours, je dirai même toujours, un homme honorable, mais aussitôt qu'on entre dans son cabinet on se trouve par une circonstance ou par une autre, quelquefois auprès d'un malfaiteur, quelquefois aussi auprès d'un agent de police, et il en résulte que le patron pas plus que l'ouvrier ne se soucie d'aller rendre visite à un commissaire de police. » (1)

Tout concourait à rendre la loi détestable, mais l'excès même de ses rigueurs s'opposait à son application. Les pénalités prévues à l'article 11 ne furent jamais prononcées, et leur exagération n'eut d'autre résultat que de créer la plupart des résistances sourdes que rencontra l'exécution de la loi et que le Gouvernement n'osa briser.

*.
*.

De cet examen rapide on peut conclure que dans la généralité des industries, la loi relative aux livrets n'était pas exécutée et qu'elle était tombée en désuétude (2). Les difficultés inhérentes à son exécution

1. Enq. Séance du 15 déc. 1868, paroles de M. Devinck.

2. Une statistique faite à Cherbourg donne les résultats suivants :

Nombre des patrons	416 ayant des registres.	120
—	n'en ayant pas . .	296
Nombre des ouvriers	2,111 ayant des livrets .	374
—	n'en ayant pas . .	1737
Les patrons et les ouvriers ayant des registres et des livrets		

rigoureuse par tous semblaient impliquer la convenue qu'il y aurait eu à l'abroger et à laisser ainsi aux patrons et aux ouvriers pleine liberté dans leurs arrangements et dans leurs conventions réciproques.

D'année en année les protestations des ouvriers ne faisaient que croître contre la loi de 1854 et contre la législation générale qui les régissait, elle se firent jour en 1867 après que les ouvriers eurent vu venir à l'Exposition universelle de Paris, des ouvriers anglais sans passeport, sans livret, affranchis de toute espèce d'attache à leurs patrons.

Le Gouvernement impérial déjà aux prises avec l'opposition et sentant le terrain lui échapper peu à peu, comprit qu'il était d'un intérêt puissant de se concilier les classes ouvrières qui s'étaient laissées séduire à ses premières promesses, mais qui lui en voulaient de son manque de parole.

Une Commission d'encouragement fut instituée pour faciliter les études des ouvriers à l'Exposition universelle, et des délégations ouvrières officielles émirent une série de vœux qu'on soumit à l'Empereur (1).

mal tenus ou incomplets sont compris dans la catégorie de ceux qui en ont (Enq. p. 69).

« La loi n'étant pas appliquée dans la circonscription, n'a produit aucun résultat et n'a donné aucun sujet de réclamation. Toutes les industries s'y sont soustraites » *Bayonne, Avis Trib. Com.* p. 38.

1. Voir le rapport de M. Devinck, *Moniteur* du 31 mars 1868.

Ces vœux pouvaient se ramener à quatre : formation des chambres syndicales, réforme de la juridiction des prud'hommes, abrogation de l'art. 1781 et abolition du livret, en somme l'égalité devant la loi, le droit de discussion des questions professionnelles et la liberté des contrats.

« En comparant la loi de 1854, le décret du 30 avril 1855 et les actes administratifs qui ne leur permettaient pas même de changer d'atelier sans avoir obtenu un congé de leur patron et sans la signature du commissaire de police avec la législation ou plutôt avec les usages anglais qui laissent aux travailleurs toute liberté de passer d'un atelier à un autre et de changer de résidence suivant leurs convenances ou leurs intérêts, les ouvriers de Paris firent entendre des réclamations très vives » (1).

Le Gouvernement sentit la nécessité d'agir, pour augmenter un peu sa popularité et il forma une Commission à l'effet d'étudier les modifications dont pourraient être susceptibles la loi sur les livrets comme les lois et décrets concernant les conseils de prud'hommes. L'Empereur présida la séance du Conseil d'Etat le jour de l'examen du projet de loi et rappela la loi du 25 mars 1864 qui avait modifié les art. 414, 415 et 416 du Code pénal de manière à donner aux ouvriers la faculté de se coaliser pour le maintien ou

1. Rapport Barthe J. O. 1883. Sénat. Annexes n. 188, p. 793.

l'élévation du salaire, et la loi du 2 août 1868 qui avait supprimé l'art. 1781 du Code civil.

« La suppression des livrets réclamée surtout comme une satisfaction morale afin d'affranchir les ouvriers de gênantes formalités, complètera la série des mesures qui les placent dans le droit commun et les relèvent à leurs propres yeux »(1). Ce zèle tardif ne trompa personne, car il intervenait au moment où les esprits étaient préoccupés des élections pour une nouvelle législature ; cela constituait tout bonnement, disait-on, une manœuvre électorale, un moyen de pression sur l'opinion publique en vue des prochaines élections.

Le projet de loi voté par le Conseil d'Etat le 17 mars 1869 ne devait jamais être discuté ; il sera bon toutefois d'en indiquer les termes car il contenait une réelle amélioration, en consacrant la suppression du livret obligatoire.

Loi du 22 juin 1854.

Art. 1. — Les ouvriers de l'un et de l'autre sexe attachés aux manufactures, fabriques, usines, mines, minières, carrières, chantiers, ateliers et autres établissements industriels, ou travaillant chez eux pour un ou plusieurs patrons, sont tenus de se munir d'un livret.

2. — Ces livrets sont délivrés par les maires.

Ils sont délivrés par le préfet de police à Paris et dans le

1. V. le Moniteur du 25 mars 1869.

ressort de sa préfecture, par le préfet du Rhône à Lyon et dans les autres communes dans lesquelles il remplit les fonctions qui lui sont attribuées par la loi du 19 juin 1851.

Il n'est perçu pour la délivrance des livrets que le prix de confection. Ce prix ne peut dépasser vingt-cinq centimes.

3. — Les chefs ou directeurs des établissements spécifiés en l'art. 1^{er}, ne peuvent employer un ouvrier soumis à l'obligation prescrite par cet article, s'il n'est porteur d'un livret en règle.

4. — Si l'ouvrier est attaché à l'établissement, le chef ou directeur doit au moment où il le reçoit, inscrire sur son livret la date de son entrée.

Il transcrit sur un registre non timbré, qu'il doit tenir à cet effet, les noms et prénoms de l'ouvrier, le nom et le domicile du chef de l'établissement qui l'aura employé précédemment, et le montant des avances dont l'ouvrier serait resté débiteur envers celui-ci.

Il inscrit sur le livret, à la sortie de l'ouvrier, la date de la sortie et l'acquit des engagements.

Il y ajoute s'il y a lieu, le montant des avances dont l'ouvrier resterait débiteur envers lui, dans les limites fixées par la loi du 14 mai 1851.

5. — Si l'ouvrier travaille habituellement pour plusieurs patrons, chaque patron inscrit sur le livret le jour où il lui confie de l'ouvrage, et transcrit sur le registre mentionné en l'article précédent, les noms et prénoms de l'ouvrier et son domicile.

Lorsqu'il cesse d'employer l'ouvrier, il inscrit sur le livre l'acquit des engagements, sans aucune autre énonciation.

6. — Le livret, après avoir reçu les mentions prescrites

par les deux articles qui précèdent, est remis à l'ouvrier et reste entre ses mains.

7. — Lorsque le chef ou directeur d'établissement ne peut remplir l'obligation déterminée au troisième paragraphe de l'art. 4 et au deuxième paragraphe de l'art. 5, le maire ou le commissaire de police, après avoir constaté la cause de l'empêchement inscrit, sans frais, le congé d'acquitt.

8. — Dans tous les cas, il n'est fait sur le livret aucune annotation favorable ou défavorable à l'ouvrier.

9. — Le livret, visé gratuitement par le maire de la commune où travaille l'ouvrier à Paris et dans le ressort de la préfecture de police par le préfet de police, à Lyon et dans les communes spécifiées dans la loi du 19 juin 1851 par le préfet du Rhône, tient lieu de passeport à l'intérieur, sous les conditions déterminées par les règlements administratifs.

10. — Des règlements d'administration publique déterminent tout ce qui concerne la forme, la délivrance, la tenue et le renouvellement des livrets.

Ils règlent la forme du registre prescrit par l'art. 4 et les indications qu'il doit contenir.

11. — Les contraventions aux art. 1, 3, 4, 5 et 8 de la présente loi, sont poursuivies devant le tribunal de simple police, et punies d'une amende d'un à quinze francs, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Il peut de plus être prononcé, suivant les circonstances, un emprisonnement d'un à cinq jours.

12. — Tout individu coupable d'avoir fabriqué un faux livret, ou falsifié un livret originairement véritable, ou fait sciemment usage d'un livret faux ou falsifié, est puni des peines portées en l'art. 153 du code pénal.

13. — Tout ouvrier coupable de s'être fait délivrer un livret soit sous un faux nom, soit au moyen de fausses déclarations ou de faux certificats, ou d'avoir fait usage d'un livret qui ne lui appartient pas, est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an.

14. — L'article 463 du code pénal peut être appliqué dans tous les cas prévus par les articles 12 et 13 de la présente loi.

15. — Aucun ouvrier soumis à l'obligation du livret ne sera inscrit sur les listes électorales pour la formation des conseils de prud'hommes s'il n'est pourvu d'un livret.

16. — La présente loi aura son effet à partir du 1^{er} janvier 1855. Il n'est pas dérogé, par ses dispositions, à l'art. 12 du décret du 26 mars 1852, relatif aux sociétés de secours mutuels.

..

Décret du 30 avril 1855 portant règlement sur les livrets d'ouvriers.

Napoléon, etc.

Art. 1^{er}. — Le livret est en papier blanc, coté et parafé par les fonctionnaires désignés en l'article 2 de la loi du 22 juin 1854. Il est revêtu de leur sceau. Sur les premiers feuillets sont imprimés textuellement la loi précitée, le présent décret, la loi du 14 mai 1851 et les articles 153 et 463 du code pénal. Il énonce : 1^o le nom et les prénoms de l'ouvrier, son âge, le lieu de sa naissance, son signalement, sa profession ; 2^o si l'ouvrier travaille habituellement pour plusieurs pa-

trons, ou s'il est attaché à un seul établissement ; 3° dans ce dernier cas, le nom et la demeure du chef d'établissement chez lequel il travaille ou a travaillé en dernier lieu ; 4° les pièces s'il en est produit, sur lesquelles le livret est délivré. Les livrets sont imprimés d'après le modèle annexé au présent décret.

2. — Il est tenu dans chaque commune un registre sur lequel sont relatés, au moment de leur délivrance, les livrets et les visas de voyage mentionnés ci-après. Ce registre porte la signature des impétrants ou la mention qu'ils ne savent ou ne peuvent signer.

3. — Le premier livret d'un ouvrier lui est délivré sur la constatation de son identité et de sa position. A défaut de justifications suffisantes, l'autorité appelée à délivrer le livret peut exiger de l'ouvrier une déclaration souscrite sous la sanction de l'art. 13 de la loi du 22 juin 1854, dont il lui est donné lecture.

4. — Le livret rempli ou hors d'état de servir est remplacé par un nouveau, sur lequel sont reportés, 1° la date et le lieu de la délivrance de l'ancien livret ; 2° le nom et la demeure du chef d'établissement chez lequel l'ouvrier travaille ou a travaillé en dernier lieu ; 3° le montant des avances dont l'ouvrier resterait débiteur. Le remplacement est mentionné sur le livret hors d'usage qui est laissé entre les mains de l'ouvrier.

5. — L'ouvrier qui a perdu son livret peut en obtenir un nouveau sous les garanties mentionnées en l'art. 3. Le nouveau livret reproduit les mentions indiquées en l'art. 4.

6. — L'ouvrier est tenu de représenter son livret à toute réquisition des agents de l'autorité.

7. — L'ouvrier ne travaillant que pour un seul établissement doit, avant de le quitter et d'être admis dans un autre, faire inscrire sur son livret l'acquit des engagements. L'ouvrier travaillant habituellement pour plusieurs patrons peut, sans cet acquit, obtenir du travail d'un ou de plusieurs autres patrons.

8. — Le registre spécial que les chefs d'établissement doivent tenir, conformément aux art. 4 et 5 de la loi du 22 juin 1854, est dressé d'après le modèle annexé au présent décret : il est coté et parafé, sans frais, par les fonctionnaires chargés de la délivrance des livrets et communiqué, sur leur demande, au maire et au commissaire de police.

9. — Le chef d'établissement indique, tant sur son registre que sur le livret, si l'ouvrier travaille pour un seul établissement ou pour plusieurs patrons, le chef d'établissement n'est tenu de remplir les formalités du paragraphe précédent que lorsqu'il l'emploie pour la première fois.

10. — Si l'ouvrier est quitte envers le chef d'établissement, celui-ci, lorsqu'il cesse de l'employer, doit inscrire sur le livret l'acquit des engagements.

11. — Lorsque le livret, spécialement visé à cet effet, doit tenir lieu de passeport à l'intérieur, le visa du départ indique toujours une destination fixe, et ne vaut que pour cette destination. Ce visa n'est accordé que sur la mention de l'acquit des engagements prescrits par les art. 4 et 5 de la loi du 22 juin 1854, et sous les conditions déterminées par les règlements administratifs, conformément à l'art. 9 de la même loi.

12. — Le livret ne peut être visé pour servir de passeport à l'intérieur, si l'ouvrier a interrompu l'exercice de sa pro-

fession, ou s'il s'est écoulé plus d'une année depuis le dernier certificat de sortie inscrit audit livret.

13. — Le présent règlement ne fait pas obstacle à ce que des dispositions spéciales soient prises dans les limites de leur compétence en matière de police, par le préfet de police à Paris, et pour le ressort de la préfecture et dans les départements par les autorités locales.

14. — Sont abrogées toutes les dispositions des règlements antérieurs contraires au présent décret.

..

Modèle du livret.

Article 1 du décret du 30 avril 1855.

Dimension du livret : hauteur, 16 centimètres ; largeur, 11 centimètres ; couverture cartonnée.

Les sept premières pages du livret contiennent au-dessous de ces mots, Livret d'ouvrier : 1^o la loi du 22 juin 1854 ; 2^o le décret du 30 avril 1855 ; 3^o la loi du 14 mai 1851 ; 4^o les art. 153 et 463 C. pén.

Ensuite, et en regard, sur deux pages :

DÉPARTEMENT d		MAIRIE d		Premier feuillet A obtenu le présent livret contenant quatorze feuillets cotés et paraphés par premier et dernier sur (1) A la charge par de se conformer aux lois et règlements concernant les ouvriers. Le porteur (2) occupé en qualité d'ouvrier (3) Signature de l'ouvrier, LE MAIRE, Sceau de la Mairie. (1) Indiquer, s'il y a lieu, les pièces produites. (2) Est ou a été (3) Attaché à un seul établissement chez le sieur demeurant à rue n° Ou travaillant pour plusieurs patrons.
ARRONDISSEMENT d		SÉRIE N°		
PROFESSION				
SIGNALEMENT		le 1855		
Age ans Taille : 1 mèt. c. Cheveux Sourcils Front Yeux Nez Bouche Barbe Menton Visage Teint	Né à département d demeurant à rue n° ayant justifié de son identité et de sa position.			
Signes particuliers :				

Treize autres feuillets en blanc suivent et sont numérotés au recto. Mais le dernier feuillet porte en tête du verso : « Le présent livret rempli et hors d'usage a été remplacé par un nouveau, par nous, maire de la commune d , département d , le maire

Et au bas du même verso : « *Nota.* — Le présent livret rempli et hors d'usage, sera remplacé par un nouveau portant la date et le lieu de la délivrance du présent, le nom du chef de l'établissement chez lequel l'ouvrier a travaillé en dernier lieu, et le montant des avances dont il est resté débiteur. Ces mentions seront mises dans le blanc réservé pour la mention des pièces qui auraient pu être déposées ».

Modèle du registre à tenir, par les chefs d'établissement
(Art. 8 du décret du 30 avril 1855).

Numéro d'ordre	DATE de l'entrée de l'ouvrier ou du jour où il lui a été confié de l'ou- vrage	NOM et prénoms de l'ouvrier (numéro)	DEMEURE (par rue et numéro)	INDICATION de la catégorie à laquelle appar- tient l'ouvrier. (Mentionner s'il est attaché à un seul éta- blissement ou s'il travaille en chambre pour plusieurs). (Art. 9 du décret).	LIEU de la délivrance du livret 1° commune 2° départe- ment	DATE et NUMERO de la délivrance du livret N°	NOM ET DOMICILE du chef du dernier établissement où l'ouvrier a été employé DOMICILE	INDICATIONS du montant des avances dues par l'ouvrier à son précédent patron.	DATE de la sortie de l'ouvrier ou du jour où il a cessé d'être employé	AVANCES dues par l'ouvrier à sa sortie	OBSERVATIONS

Projet de loi portant abrogation de la loi du 22 juin 1854 sur les livrets d'ouvriers.

Art. 1^{er}. — La loi du 22 juin 1854 et toutes les autres dispositions relatives aux livrets d'ouvriers sont et demeurent abrogées.

Le contrat de louage d'ouvrage entre les chefs ou directeurs des établissements industriels et leurs ouvriers est soumis aux règles du droit commun. Ce contrat peut être constaté par un livret ou carnet conventionnel.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions auxquelles ce livret ou carnet pourra servir de passeport.

Art. 2. — Toutefois continueront à être exécutées les dispositions de la loi du 18 mars 1806 sur les livrets d'acquit de la fabrique de Lyon, celles de la loi du 22 mars 1844 sur le travail des enfants dans les manufactures, et celles de la loi du 7 mars 1850 sur les livrets de compte pour le tissage et le bobinage.

Délibéré et adopté par le Conseil d'Etat dans la séance du 23 mars 1869.

SIXIÈME PARTIE

LA LOI DU 2 JUILLET 1890. SUPPRESSION DU LIVRET

M. Dautresme déposa le 11 novembre 1881 une proposition de loi dont voici la teneur :

« Art. 1^{er}. — La loi du 22 juin 1854 et toutes les autres dispositions relatives aux livrets d'ouvriers sont et demeurent abrogées.

Art. 2. — Le contrat de louage d'ouvrage entre les chefs ou directeurs des établissements industriels et leurs ouvriers est soumis aux règles du droit commun (1). »

1. Exposé des motifs. « La législation relative aux livrets d'ouvriers soulève depuis de longues années d'énergiques réclamations... Il est indiscutable qu'elle est en opposition formelle avec les principes de la justice, de l'égalité et de la liberté du travail... l'ouvrier est demeuré l'ennemi irrécconciliable du livret, et plus que jamais il le regarde comme un assujettissement et une atteinte à sa dignité... Il appartient au gouvernement de la République de faire cesser cet état de choses, le seul moyen d'y parvenir est de rentrer dans le droit commun. » *J. O.* 1831. Ch. *Doc. parl.*, Annexe n° 57, p. 1705.

M. Martin Nadaud chargé du rapport fit avec autant d'ardeur qu'en 1851, le procès de la législation du livret « en opposition formelle avec les principes de la justice, de l'égalité et de la liberté du travail » et il conclut à l'adoption du texte suivant :

« Article unique. — Toutes les dispositions concernant les livrets d'ouvriers sont abolies. En conséquence, les lois du 24 juin 1854, celle du 14 mai 1850, celles du 22 germinal et du 9 frimaire an XII sont et demeurent abolies. »

Qu'il y eût dans le rapport de M. Nadaud un certain parti pris, cela s'explique, c'est un ancien ouvrier qui parle, mais par contre la proposition qu'il formulait contenait des inexactitudes impardonnables et qui peuvent laisser rêveur sur le soin avec lequel les Commissions accomplissent leur tâche.

M. Arthur Legrand fit d'abord remarquer avec une très juste raison, que l'énumération était faite à rebours, attendu que lorsqu'on présente des énumérations dans un texte de loi, on commence par les lois les plus anciennes et on finit par les plus récentes.

Mais il y a autre chose, la loi de 1854 est du 22 juin et non du 24, on parle d'une loi du 14 mai 1850 alors qu'elle date de 1851, on indique une loi du 22 germinal an XII qui est de l'an XI et une loi du 9 frimaire qui est un arrêté consulaire,

M. Legrand rappela en outre qu'il y avait d'autres dispositions concernant les livrets que celles indiquées par la Commission, notamment la loi du 18 mars 1806

qui crée les livrets d'acquit, la loi spéciale du 7 mars 1850 qui établit un livret destiné à constater les conventions entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage, et la loi du 19 mai 1874 qui règle le travail des enfants et des filles mineures dans les manufactures et dont l'article 10 institue un livret spécial.

L'honorable député pria la Commission de s'éclairer sur le point de savoir si ces dispositions devaient être maintenues en vigueur. Le rapporteur déclara être d'accord avec son collègue et demanda le renvoi à la Commission qui formula une nouvelle rédaction ainsi conçue :

« Article unique. — Sont abrogées toutes les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers comprises dans la loi du 22 germinal an XI, les arrêtés du 9 frimaire an XII et du 10 ventôse an XII, les lois du 25 avril, 8 et 14 mai 1854 la loi du 22 juin 1854 et le décret du 30 avril 1855.

Est aussi abrogé l'article 12 du décret du 13 février 1852 sur les obligations des travailleurs aux colonies (1). »

1. Nous n'avons pas trouvé trace d'une loi du 25 avril 1851 qui s'appliquerait en la matière, ce doit être encore une erreur matérielle de la Commission.

Quant à l'article 12 du décret du 13 février 1852, voici ce qu'il contient :

« Tout individu travaillant pour autrui, soit à la tâche ou à la journée, soit en vertu d'un engagement de moins d'une

La Commission sollicita la Chambre de vouloir bien déclarer l'urgence pour que la proposition pût être votée par le Sénat avant la fin de la session et qu'ainsi fût réalisée une réforme impatiemment attendue (1); la Chambre consultée déclara l'urgence et adopta sans discussion l'article unique du projet de loi.

∴

La transmission au Sénat eut lieu le 20 juin 1882. Dans un très intéressant rapport (2), M. Barthe présenta un résumé historique de la législation et conclut à l'abrogation du livret obligatoire. « La Commission du Sénat, écrivait-il, a été également d'avis de ne soumettre les rapports entre ouvriers et patrons au sujet du contrat de louage d'ouvrage qu'aux règles de droit

année, tout individu attaché à la domesticité doit être muni d'un livret.

Un règlement spécial déterminera les droits et les obligations résultant des livrets. La forme des livrets et les règles à suivre pour leur délivrance seront déterminées dans chaque colonie par des arrêtés du gouverneur, en conseil privé. »

1. M. Barthe provoqua les rires de ses collègues du Sénat en leur disant que les Chambres belges avaient mis neuf ans à examiner la même loi. Or, les Chambres françaises donnèrent un exemple identique des lenteurs parlementaires puisque la réforme proposée en 1881 devait aboutir seulement au mois de juillet 1890.

2. Rapport Barthe, *loc. cit.*

commun et de laisser aux parties intéressées toute la liberté de constater leurs conventions dans les formes qu'il leur conviendrait d'adopter ».

C'eût été parfait si la Commission n'avait rien ajouté, et la loi eût pu être votée très rapidement, mais la Commission ne s'en tint pas à l'article unique voté par la Chambre et pensa qu'il serait utile de mettre à la portée des ouvriers des livrets facultatifs qui auraient les avantages du livret obligatoire sans en avoir les inconvénients. Les discussions qui devaient surgir à ce propos dans les deux chambres, retardèrent d'au moins neuf ans le vote de la loi.

M. Barthe fit le plus grand éloge du livret facultatif. Abstraction faite des vices et des inconvénients signalés, le livret procure certains avantages. L'ouvrier peut établir par la simple constatation du temps passé dans les ateliers où il a été employé, ses habitudes de travail, d'ordre et de moralité... La production du livret suffit pour faire apprécier sa valeur et pour lui faire ouvrir un atelier... Lorsque des agitations éclatent dans la rue, l'ouvrier trouve dans son livret un moyen de se faire reconnaître et de se mettre à l'abri des soupçons et des investigations de la police... Dans les jours de gêne, c'est un titre de crédit... qui peut même aider à la formation des sociétés coopératives en inspirant la confiance des détenteurs de capitaux.

Le livret facultatif est donc une bonne chose qui n'assurera pas sans doute nécessairement tous ces

avantages à celui qui en sera nanti, mais qui contribuera à les lui procurer « Ce livret renfermera seulement la constatation de faits matériels, le relevé des étapes de la vie industrielle de l'ouvrier, la mention soit des maisons dans lesquelles il a fait son apprentissage, soit de celles dans lesquelles il a travaillé, enfin l'indication des époques où il y est entré et des époques où il en est sorti » (1). La proposition de loi était ainsi rédigée :

Art. 1. — Sont abrogées la loi du 22 juin 1854, le décret du 30 avril 1855, la loi du 14 mai 1854, l'art. 12 du décret du 13 février 1852 sur les obligations des travailleurs aux colonies et toutes autres dispositions de lois ou décrets relatifs aux livrets d'ouvriers.

Néanmoins continueront à être exécutées les dispositions de la loi du 18 mars 1806 sur les livrets d'acquit de la fabrique de Lyon, celles de la loi du 7 mars 1850 sur les livrets de compte pour le tissage et le bobinage, et l'art. 10 de la loi du 19 mai 1874 relatif au livret des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

Art. 2. — Le contrat de louage d'ouvrage entre les chefs ou directeurs des établissements industriels et leurs ouvriers est soumis aux règles du droit commun et peut être constaté dans les formes qu'il convient aux parties contractantes d'adopter.

Art. 3. — Tout ouvrier de l'un ou de l'autre sexe, aura la faculté de faire constater par les chefs ou directeurs des éta-

1. *Rapp. Barthe, loc. cit.*

blissements où il a travaillé soit dans des certificats, soit dans des livrets ou carnets, les faits matériels suivants :

Les noms, prénoms, âge, lieu de naissance et demeure actuelle ;

Les maisons, établissements ou ateliers dans lesquels il a fait son apprentissage ou exercé sa profession ;

Enfin les époques où il est entré et les époques où il en est sorti.

Dans le cas de refus ou d'empêchement du chef ou du directeur d'un établissement de faire les constatations qui précèdent, elles seront faites par le maire sur l'affirmation de deux habitants de la commune jouissant de leurs droits civils.

Art. 4. — Les certificats, livrets ou carnets ne contenant que des énonciations de faits purements matériels établissant d'une part, l'identité individuelle, et d'une autre, des faits industriels de la nature de ceux qui sont énoncés à l'article précédent, sans annotations favorables ou défavorables pour les personnes seront affranchis de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Les signatures des chefs ou directeurs de maisons, établissements ou ateliers apposées sur les dits certificats, livrets ou carnets, seront légalisées sans frais par le maire.

Art. 5. — Les certificats, livrets ou carnets industriels, contenant les mentions et légalisations ci-dessus, tiendront lieu de passeport à l'intérieur pour les ouvriers auxquels ils appartiendront.

M. Edouard Millaud engagea le Sénat à voter les deux premiers articles, mais à repousser les autres,

comme formant une combinaison bizarre dont il ne saisissait pas l'économie. M. Barthe avait conclu en affirmant qu'il fallait abroger le livret d'ouvrier, et dans plusieurs passages de son rapport, constaté qu'il n'avait pas d'application possible, qu'il n'avait pas été appliqué malgré la loi pénale. Dans la première partie de son rapport le livret obligatoire disparaît, mais voilà que dans la seconde il institue un livret facultatif. « Nous voyons donc ceci, c'est qu'après avoir supprimé le livret, on le relève, après qu'on l'a condamné on l'approuve, après qu'on l'a déclaré odieux d'abord, dans les pages qui suivent on le déclare excellent, longuement on proclame ses avantages » (1).

M. Millaud résuma la longue énumération des avantages que le livret procurait à l'ouvrier au dire du rapporteur et demanda à ce dernier pourquoi alors il en proposait l'abrogation et pourquoi venait-il réclamer ensuite le livret facultatif. Il faut que la loi maintienne ce livret obligatoire ou le supprime, mais pas de ces formalités instituées dans les derniers articles, qu'on laisse les gens libres, si les ouvriers et les patrons veulent se servir de livrets cela les regarde, c'est affaire à eux (2).

1. J. O. 1883 Sénat Déb. parl. p. 709.

2. « Est-ce que nous avons la prétention de régler les contrats de toutes les professions ?... nous nous en tenons aux prescriptions générales du droit civil et du droit com-

M. Boucher-Cadart vint aussi critiquer la disposition de l'article 3 « Je trouve un peu naïve cette disposition de la loi qui donne à un ouvrier la faculté de faire constater par son patron certains faits ». Si le patron refuse, que devient cette faculté de l'ouvrier ? « Pour que cette première partie de la loi produise effet, il faut l'accord de deux volontés, il faut que l'ouvrier désire faire constater, et il faut que le patron consente à cette constatation. Est-il vraiment bien sérieux de faire une loi pour une pareille chose ? » (1).

L'article 3 § 2 envisageant les cas de refus ou d'empêchement du patron de faire les constatations prescrites, disait qu'elles seraient faites par le maire sur l'affirmation de deux habitants de la commune jouissant de leurs droits civils. Ainsi sur une simple affirmation, le maire qui ne peut rien constater par lui-même sera tenu de créer ce livret facultatif qui sera opposé à tous et constituera un titre d'une grande importance. Avec ce système ne doit-on pas craindre les affirmations de complaisance ! il serait très facile dans les villes industrielles, d'aller trouver le maire de la commune avec deux témoins et de lui apporter des déclarations manifestement fausses. « C'est justement ceux

merciel.... Ayons la sagesse de laisser aux intéressés le choix de leurs conceptions et notamment la liberté des formes à donner à leurs engagements » *ibidem*.

1. Sénat Déb. parl. p. 715.

qui seront le plus intéressés à cacher leurs actes, qui trouveront le plus facilement les moyens de fournir le témoignage en question » (1). Donc pour personne cette attestation municipale n'aura la valeur d'une attestation donnée par le patron.

M. Emile Lenoël avoua être l'auteur de la proposition et expliqua comment l'idée lui en était venue « En lisant les documents qui ont précédé le vote de la loi par la Chambre des députés, j'ai remarqué dans le rapport de M. Nadaud les lignes suivantes « Quelques-uns des membres de votre Commission mûs par de très louables intentions ont fait certaines réserves, notre devoir est de vous les soumettre. Ils voudraient que le livret fût non plus obligatoire mais facultatif ; la majorité de votre Commission n'a point partagé cette opinion. Elle croit que si certains ouvriers se servaient du livret pour s'embaucher, on ne tarderait pas à l'imposer en plus grand nombre. Nous n'aurions donc rien fait que de créer des ennuis, des jalousies et des haines entre les partisans d'un système et ceux de l'autre. On peut d'ailleurs être parfaitement tranquille sur ce point. Quand on saura qu'il n'y a plus de livret, on prendra d'autres moyens d'information. Les moyens sont tout trouvés et déjà pratiqués par les chambres syndicales des patrons, ce sont les certificats ou les rôles d'inscription, etc. »

1. Discours de M. Tolain, *ibid* p. 717.

Frappé de cette idée que pour M. Nadaud il y aurait à trouver un moyen à l'aide duquel les livrets obligatoires étant abolis, on pourrait justifier du travail exercé par un ouvrier dans l'atelier ou dans une manufacture, M. Lenoël chercha à le découvrir, mais sans s'arrêter à la pratique du certificat. Sans doute si l'ouvrier quitte son patron dans de bons rapports d'amitié, cela va tout seul, mais si c'est à la suite de quelques difficultés, de quelques mots un peu vifs échangés, il est pénible pour la dignité de l'ouvrier d'aller demander humblement à son patron un certificat qu'il désire produire. Sans compter que le patron peut toujours répondre par un refus et qu'il n'écouterait que trop sa mauvaise humeur. « Dès lors j'ai pensé et c'est ma conviction profonde, qu'en abolissant le livret, il pourrait être bon souvent et jamais mauvais de donner à l'ouvrier la possibilité d'avoir un certificat, une pièce quelconque, constatant le fait matériel qu'il est ouvrier et qu'il a travaillé dans telle usine, ou dans telle manufacture, en telle qualité, pendant un temps plus ou moins long ». (1) Le maire étant, de par la loi, tenu de délivrer cette pièce, l'ouvrier n'aura jamais à souffrir des refus du patron.

M. Dauphinot tenta de mettre tout le monde d'accord. Il était partisan du livret facultatif et désirait le voir figurer dans la loi, mais il pensait que jamais le

1. *Ibid.* p. 716.

maire ne pourrait constater les témoignages auxquels il était chargé de donner l'authenticité ; aussi proposait-il d'accorder à l'ouvrier non plus la faculté mais le droit, lorsqu'il le jugerait utile au point de vue de ses intérêts, d'exiger du patron la constatation du travail accompli dans ses propres ateliers et les dates d'entrée et de sortie « c'est une obligation pour le patron de ne pas refuser la constatation de renseignements qui sont indispensables ». Cet amendement et un autre de M. Denis tendant à organiser légalement le livret facultatif et à lui donner un type uniforme, furent acceptés par le Sénat, ainsi que l'ensemble du projet de loi.

Article 1. — Sont abrogés : la loi du 22 juin 1854 le décret du 30 avril 1855, la loi du 14 mai 1851, l'art. 12 du décret du 13 février 1852 sur les obligations des travailleurs aux colonies et toutes les autres dispositions de lois ou décrets relatifs aux livrets d'ouvriers.

Néanmoins continueront à être exécutées : les dispositions de la loi du 18 mars 1806, sur les livrets d'acquit de la fabrique de Lyon, celles de la loi du 7 mars 1850 sur les livrets de compte pour le tissage et le bobinage, et l'art. 10 de la loi du 19 mai 1874, relatif aux livrets des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, lequel sera applicable aux enfants et aux filles mineures employés comme apprentis ou autrement.

Art. 2. — Le contrat de louage d'ouvrage entre les chefs ou directeurs des établissements industriels et leurs ouvriers, est soumis aux règles du droit commun et peut être constaté

dans les formes qu'il convient aux parties contractantes d'adopter.

Art. 3. — Tout ouvrier de l'un ou de l'autre sexe qui jugera utile à ses intérêts d'être muni d'un livret, le demandera au maire de la commune de son domicile, qui sera tenu de le lui délivrer.

Ce livret exempt de timbre et d'enregistrement, ne contenant que les nom, prénoms, domicile, lieu de naissance et professions du titulaire, sera parafé par le maire.

Art. 4. — Tout chef ou directeur d'un établissement industriel ou d'un atelier, sera tenu si l'ouvrier qui aura travaillé chez lui et qui cessera d'y être employé le demande, de constater soit dans ce livret, soit dans un certificat ou carnet les nom, prénoms, professions et demeure de cet ouvrier, la date de son entrée dans l'établissement et celle de sa sortie.

Ce livret, certificat ou carnet, exempt de timbre et d'enregistrement, ne contiendra pas d'autres constatations.

..

Le projet de loi de retour à la Chambre le 26 novembre 1883, fit l'objet d'un rapport de M. Demarçay, (dépôt séance du 3 mars 1884). La Commission n'adoptait pas les modifications introduites par le Sénat et repoussait notamment l'art. 3, mais une année s'écoula sans que la question fût à nouveau discutée devant la Chambre; la Commission craignant de voir la législation arriver à son terme avant qu'une solution pût être obtenue du Parlement se décida à modifier ses con-

clusions et dans un rapport supplémentaire de M. Demarçay proposa purement et simplement d'accepter le texte de la proposition adoptée par le Sénat. « Si le projet du Sénat ne donne pas entière satisfaction au désir exprimé si nettement par la Chambre de supprimer d'une manière radicale la législation exceptionnelle sous laquelle vivent les ouvriers, il comporte du moins d'une façon non contestable une amélioration très sensible de cette législation » (1).

Le rapport de M. Lagrange du 25 février 1886 concluait aussi à la nécessité d'adopter sans modifications, le texte revenu du Sénat, pour mettre fin à une situation anormale et transitoire qui ne pouvait se prolonger plus longtemps. Mais la Chambre ne se rendit pas à l'opportunité des raisons formulées par ses rapporteurs, elle ne vit qu'une chose c'est que le livret d'ouvrier supprimé par elle, avait été en partie au moins, croyait-elle, rétabli par le Sénat.

L'énumération des avantages que M. Barthe attribuait au livret, fut très vivement critiquée et un ancien ouvrier, M. Lyonnais, monta à la tribune pour réfuter l'opinion de gens qui certainement étaient de très bonne foi, mais qui avaient selon lui, le grand tort de discuter sur des théories et d'ignorer complètement la pratique.

Les livrets constatent, paraît-il, les habitudes d'or-

1. J. O. 1885. Ch. Annexes, n° 3864, p. 852.

dre, de travail et de moralité de l'ouvrier ; c'est faux. Le livret ne constate absolument rien puisqu'il est interdit d'y mettre aucune indication de ce genre.

« Le livret sert à l'ouvrier de certificat industriel et l'affranchit de ces préliminaires connus sous le nom de travail à l'essai ». Erreur, l'ouvrier est pris s'il y a de l'ouvrage et c'est généralement un ami qui le fait entrer, on le voit à l'œuvre et si son travail est bon, on le garde, sinon on le règle avant la huitaine et il va chercher du travail ailleurs.

Le livret, ajoute M. Barthe, servira aux ouvriers en cas de trouble, mais ceux qui ont des livrets en règle sont précisément ceux qui se trouvent généralement dans des conditions médiocres au point de vue du temps passé dans les ateliers. D'ailleurs il n'est pas admissible qu'une loi soit faite pour donner à la police des moyens d'investigation

Il y aurait encore une autre façon de discuter. Si le livret facultatif est un avantage, pourquoi l'accorder seulement aux ouvriers d'usine et le refuser aux autres, pourquoi ne pas l'accorder aux employés de commerce, aux ouvriers agricoles, aux manœuvres ; aux domestiques ? Si au contraire c'est une charge pourquoi ne l'imposer qu'aux ouvriers des manufactures. On ne doit pas faire une loi pour douze cent mille personnes quand plus de sept millions en serait indemnes !

La vérité, c'est que le livret n'est pas utile, on n'en a pas besoin pour être embauché et il ne favorise aucunement l'ouvrier. Il est avéré qu'on ne s'en sert plus et que les lois sur la matière ne sont pas observées, alors puisque l'ancien livret est tombé en désuétude, pourquoi en créer un nouveau ? (1) le droit commun suffit pour garantir les rapports entre les patrons et les ouvriers, il n'est pas besoin de dispositions législatives spéciales. Pourquoi un livret facultatif, pourquoi cette intervention administrative, le plus grand avantage de l'abrogation de la loi de 1854 ce serait justement la disparition complète de cette intervention dans la vie de l'ouvrier « Quel besoin a-t-il d'une règle particulière pour faire constater son identité ? N'est-il pas un citoyen comme les autres, jouissant des mêmes droits, tenu aux mêmes devoirs, placé au point de vue de la vie journalière comme de la nécessité où il est parfois de voyager dans des conditions normales qui ne justifient en rien une disposition législative spéciale » (2).

Et puis il y a une contradiction évidente dans ce fait de déclarer que le livret sera facultatif et ensuite d'ajouter trois articles pour le réglementer.

1. « Il est évident que si les ouvriers avaient un intérêt aussi considérable qu'on veut bien le dire, à avoir un livret, ils ne le laisseraient pas tomber en désuétude, alors que la loi leur ordonne d'en avoir un ». M. Tolain *J. O.* 1889 Sénat *Déb. parl.* p. 86.

2. Rapport Demarçay *J. O.* 1884. Ch. Annexes, n° 2673 p. 535.

Enfin supposons que ce livret dit facultatif soit établi, ça créera immédiatement deux catégories d'ouvriers et de patrons, les uns réclamant ou exigeant le livret, les autres le repoussant, ça amènera des pressions, des exclusions fâcheuses, toute une série de complications et de dangers, on n'aura réussi qu'à séparer les ouvriers en deux camps et à semer la division.

Il semble bien que toutes ces considérations aient agité l'esprit de la Chambre, mais certes le grief le plus fort qu'elle ait soulevé contre le projet du Sénat, provient du sentiment intime qu'elle avait qu'au cas où le livret facultatif serait établi, il deviendrait forcément obligatoire. M. Nadaud l'avait laissé entendre dans son rapport « Il est certain que si les ouvriers se servaient du livret pour s'embaucher, on ne tarderait pas à l'imposer au plus grand nombre ». Le même danger avait été signalé avec une grande autorité par M. Jules Simon en 1868. « Je dis tout de suite que je n'aurais aucune objection contre l'établissement du livret facultatif si j'étais sûr qu'il fût possible.... Ce que je crains seulement, c'est que l'établissement du livret facultatif n'amène une tendance assez générale de la part des patrons à rendre le livret facultatif d'après la loi, obligatoire dans la pratique » (1). Dans le cours de la discussion, le ministre du Commerce et de l'industrie vint rappeler des faits qui à ses yeux, légitimaient des craintes

1. Enq. Séance du 26 novembre 1868, p. 502.

de cette nature et qui pourraient servir d'exemple (1), aussi la Chambre ne voulut-elle pas admettre le livret facultatif et instituer ainsi « l'hypocrisie du livret ».

Comme elle avait voté antérieurement la suppression de l'art. 2 qu'elle estimait être une superfétation, le Code civil réglant la forme des conventions et les contrats de louage, et que par conséquent le projet devrait retourner au Sénat, la Commission ne jugea plus utile de maintenir sa proposition de vote intégral et décida à une très grande majorité de revenir à la solution primitive et de réduire le projet de loi à l'art. 1^{er}, ce que la Chambre adopta.

Retour au Sénat, 19 octobre 1886.

M. Emile Lenoël défendit à nouveau le livret facul-

1. « Vous n'avez pas oublié que dans certaines circonstances, dans certains milieux, dans certaines industries les ouvriers qui font partie des chambres syndicales ont été repoussés par les patrons; il pourrait se faire de même que les ouvriers qui n'useraient pas de la faculté d'avoir un livret fussent repoussés par les patrons. Vous n'avez pas oublié non plus le fait grave auquel j'ai mis un terme dès mon arrivée au ministère : une coalition de patrons de Lille s'entendant pour empêcher le conseil de prud'hommes de fonctionner; de même qu'une coalition s'était formée pour empêcher un conseil de prud'hommes de fonctionner, de même il peut se créer une coalition pour empêcher les ouvriers non munis de livrets de travailler.. » Séance du 31 mai 1886, discours de M. Lockroy, ministre du commerce et de l'industrie. Ch. Déb. parl. p. 970.

tatif et convia le Sénat à persister dans sa précédente résolution. « La crainte exprimée à la Chambre des députés que la création d'un livret, carnet ou certificat facultatif pût ramener le rétablissement du livret obligatoire était évidemment imaginaire » néanmoins afin de dissiper jusqu'à l'ombre d'une pareille supposition, la Commission avait décidé de placer ces mots « le livret obligatoire est supprimé » en tête de l'art. 2.

La première délibération vint à l'ordre du jour le 16 novembre 1888, le Sénat semblait tout disposé à persévérer dans le vote qu'il avait émis en 1883, lorsque M. Pierre Legrand, ministre du commerce et de l'industrie, demanda à être entendu par la Commission pour se mettre d'accord avec elle sur un texte qui donnât satisfaction à la fois au Sénat et à la Chambre des députés.

Le Sénat ordonna le renvoi et le ministre se rendit au sein de la Commission.

Il lui dit que si le projet de loi était renvoyé à la Chambre dans les mêmes termes où il avait déjà été voté par le Sénat, il avait la certitude qu'elle le rejetterait comme elle l'avait déjà rejeté une première fois. Cependant il ajouta qu'à son avis il pouvait y avoir un moyen de conciliation consistant en ces deux points : d'abord à ne pas faire de distinction entre les ouvriers et les autres personnes louant leur travail, afin que les adversaires du projet ne puissent pas prétendre qu'on fait des ouvriers une classe distincte des autres ci-

toyens ; en second lieu à donner à tout employé à la sortie de l'établissement où il a loué son travail, le droit d'exiger du chef de cet établissement une déclaration constatant la date de l'entrée, celle de la sortie et la nature des travaux auxquels il aurait été occupé.

La Commission examina consciencieusement les observations du ministre et lui donna satisfaction, autant du moins que cela lui fut possible.

Elle supprima l'art. 3 qui instituait un livret délivré et paraphé par le maire « il nous en a cependant coûté de supprimer cette disposition » (1), mais le ministre avait prévu que si cet article était maintenu, il serait dans l'impossibilité de le soutenir devant la Chambre, parce qu'il aurait la certitude d'un échec. La Commission finit par reconnaître que la réglementation du livret facultatif n'était pas absolument nécessaire, l'ouvrier est libre de choisir la justification de sa capacité et de la présenter ou non, et de son côté le patron est libre également de ne pas l'admettre dans ses ateliers s'il ne la produit point.

Le Sénat approuva les modifications apportées au projet par sa Commission sur les instances du ministre et vota le texte suivant :

Art. 1^{er}. — Rédaction du premier projet.

Art. 2. — Le livret obligatoire est supprimé. (Le reste comme dans le premier projet).

1. Séance du 31 janvier 1889. Sénat, Déb. parl. p. 85.

Art. 3. — Toute personne qui engage ses services, peut à l'expiration du contrat, exiger de celui à qui elle les a loués, un certificat contenant exclusivement la date de son entrée, celle de sa sortie et l'espèce de travail auquel elle a été employée. Ce certificat est exempt de timbre et d'enregistrement.

..

Le projet revint devant la Chambre au mois de février 1889 et on pouvait espérer à ce moment-là que l'accord se ferait unanime. Il n'était plus question de livret facultatif, le Sénat ayant abandonné toute idée d'intervention administrative dans la constatation du contrat de louage d'ouvrage, idée « opposée à l'esprit même de la réforme projetée ».

La Chambre adopta bien le même texte que le Sénat sur les dispositions essentielles de la proposition : suppression du livret, droit de constater les conventions dans la forme qu'il convient aux parties contractantes de choisir, droit pour toute personne qui engage ses services d'exiger de celui à qui elle les a loués un certificat à l'expiration de son travail; mais elle se sépara du Sénat sur des points de détail.

C'était un tort, car ayant tout lieu d'être satisfaite, elle aurait dû adopter l'ensemble du projet qu'on lui renvoyait, quitte à faire quelques concessions d'ordre secondaire. Elle ne voulut pas s'y prêter et le parti-pris qu'elle manifesta devait retarder encore le vote définitif de la loi.

L'art. 1 du projet adopté par le Sénat supprimait toutes les dispositions relatives au livre¹, sauf celles qui concernaient les livrets de fabrique, les livrets de compte pour le tissage et le bobinage, et les livrets spéciaux dont il est parlé à l'art. 10 de la loi du 19 mai 1874. La Chambre convaincue de l'inutilité des lois de 1806 et de 1850, affirma sa volonté de les abroger. En outre elle fortifia les dispositions du projet, en introduisant dans l'art. 3 l'application des dommages-intérêts en faveur de l'ouvrier qui se verrait refuser le certificat auquel il avait légitimement droit (1).

..

Pour la troisième fois, la proposition revint devant le Sénat (13 février 1890). Il avait cédé sur la question du livret facultatif et s'était rangé à l'opinion de la Chambre, mais il maintint ses résolutions en ce qui concernait les lois de 1806 et de 1850.

Nouveau retour à la Chambre (13 mai 1890) qui céda cette fois pour en finir sur les conseils de son rapporteur : « Même en admettant que le maintien des lois dont il s'agit, soit préjudiciable aux diverses corporations du tissage, l'adoption du projet voté par le Sénat

1. « Quelques membres de la Commission pensaient que cette application était de droit, la majorité a décidé l'introduction d'une clause formelle qui ne laissât aucune hésitation et fit disparaître toute équivoque ». Rapport Lagrange *J. O.* 189), Ch. annexes n° 311, p. 157.

s'impose... Si les ouvriers tisserands et les ouvriers tisseurs sont momentanément exclus des avantages que la loi procurera aux travailleurs, toutes les autres corporations en pourront immédiatement profiter » (1).

Cette dernière considération décida la Chambre à voter sans modifications le texte proposé qui devint ainsi la loi du 2 juillet 1890.

Il nous faut indiquer en quelques lignes ce que sont ces trois lois maintenues en vigueur par l'art. 1^{er}.

Loi du 19 mai 1874. — Cette loi règle le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie. Succédant à la loi du 22 mars 1841, elle édicte des mesures nouvelles, assure à l'enfance une protection plus bienveillante et prend des précautions très sérieuses contre les dangers qui peuvent survenir dans les ateliers.

L'art. 10 dont il est question, porte que les maires seront tenus de délivrer aux père, mère ou tuteur un livret sur lequel sont inscrits les nom et prénoms de l'enfant, la date et le lieu de sa naissance, son domicile, le temps pendant lequel il a suivi l'école. Les chefs d'industrie ou patrons doivent de leur côté inscrire sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier ou établissement et celle de la sortie. Ils doivent égale-

1. 2^e rapport Lagrange J. O. Ch. Annexes n° 605 p. 905.

ment tenir un registre sur lequel seront mentionnées toutes les indications insérées au présent article.

Ce livret qu'il faut représenter aux inspecteurs sur leur demande, est un bon instrument de surveillance et son maintien n'a jamais donné lieu à contestation. La Chambre et le Sénat furent unanimes à reconnaître son utilité et personne ne proposa d'abroger les dispositions protectrices que contient la loi de 1874, bien mieux, l'article 10 fut déclaré applicable « aux enfants et aux filles mineures employés comme apprentis ou autrement ».

Loi du 18 mars 1806. — Au moment de sa promulgation, on distinguait dans la fabrique de soierie de Lyon, les fabricants et les chefs d'ateliers. Les fabricants recevaient les commandes et se chargeaient spécialement du choix des dessins pour les étoffes et des matières premières destinées à leur confection. Au contraire tout ce qui avait rapport à la mise en œuvre était le fait de l'ouvrier lyonnais connu sous le nom de chef d'atelier, propriétaire d'un ou de plusieurs métiers sur lesquels il travaillait lui-même ou faisait travailler sous ses ordres, ouvrier à l'égard du fabricant, patron à l'égard de ceux qu'il occupait.

La loi du 18 mai 1806 portant établissement d'un conseil de prud'hommes à Lyon, s'occupe dans son titre III du règlement de compte et de la police entre les maîtres d'ateliers et les négociants, en voici les principales dispositions : tout chef d'atelier est tenu de

se pourvoir au conseil des prud'hommes, d'un double livre d'acquit pour chacun de ses métiers. L'un de ces livres est conservé par lui, il re.net l'autre au fabricant pour lequel il fait travailler ce métier,

Lorsqu'un chef d'atelier cesse de travailler pour un négociant, ce dernier note sur le livre d'acquit qu'il a soldé son compte ou dans le cas contraire spécifie la nature et le montant de la dette. Puis le négociant, possesseur du livre d'acquit le fait viser aux autres négociants occupant des métiers dans le même atelier qui énoncent la somme due par le chef d'atelier dans le cas où il serait leur débiteur.

Lorsque le chef d'atelier reste débiteur du négociant manufacturier pour lequel il a cessé de travailler, celui qui veut lui donner de l'ouvrage, doit faire la promesse de retenir la huitième partie du prix des façons de cet ouvrage, en faveur du négociant dont la créance sera la plus ancienne, et ainsi successivement. Au cas où le chef d'atelier cesserait de travailler pour le fabricant sans son consentement ou sans cause légitime, un autre fabricant ne peut l'employer à moins de solder sa dette, en totalité pour le compte en matières et jusqu'à concurrence de 500 fr. pour le compte en argent, etc.

Lors de la discussion à la Chambre, on soutint que les méthodes comme la pratique du travail s'étant modifiées au cours du siècle, l'usage tendait de jour en jour à faire disparaître les livres d'acquit, il fallait donc

supprimer cette législation qui ne répondait plus aux exigences du travail à notre époque.

Au Sénat on reconnaissait bien que ces dispositions pourraient être modifiées ou remplacées par d'autres plus appropriées aux formes de notre législation commerciale et industrielle, mais on affirmait que la loi n'était pas inutile et qu'elle était encore appliquée.

En réalité ses dispositions ne subsistaient plus que pour aider au fonctionnement d'une institution spéciale appelée la Caisse des prêts. A l'origine le livret servait à mentionner les avances faites au tisseur par le fabricant, mais ces avances et ces retenues avaient à peu près cessé depuis qu'une ordonnance du roi du 19 mai 1832 avait autorisé cette caisse de prêts et l'avait reconnue comme établissement d'utilité publique. Les partisans de la loi disaient que supprimer inopinément le livret d'acquit, ce serait supprimer du même coup la caisse des prêts aux chefs d'atelier et les adversaires répondaient que le privilège accordé à cette caisse, de retenir un huitième des façons n'était plus nécessaire en un temps où peuvent se créer librement et où existent déjà d'autres institutions dont le but est de faciliter le prêt au travail.

Quoi qu'il en soit, la loi fut maintenue grâce à la ténacité du Sénat.

Loi du 7 juin 1850 sur les moyens de constater les conventions entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage. — Ses dispositions motivées par

l'extrême difficulté que l'ouvrier éprouve en ces matières à se rendre un compte exact de l'ouvrage, avaient pour but de lui donner les moyens d'arrêter librement et en connaissance de cause les conditions de son engagement (1).

En ce qui concerne le tissage, tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre des fils pour être tissés, doit inscrire au moment de la livraison sur un livret spécial appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains 1° le poids et la longueur de la chaîne ; 2° le poids de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface du tissu ; 3° les longueur et largeur de la pièce à fabriquer ; 4° le prix de façon soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu.

En ce qui concerne le bobinage (qui consiste à enrouler sur des bobines les fils livrés par la filature sous forme d'écheveaux, fils qui sont remis par poignées à l'ouvrier, le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire est tenu d'inscrire sur un livret spécial comme il est dit pour le tissage : 1° le poids brut et le poids net de la matière à travailler ; 2° le numéro du fil ; 3° le prix de façon soit au kilogramme de matière tra-

1. Un décret des 20 juillet-19 août 1853 étend l'application de la loi sur le tissage et le bobinage à la coupe des velours de coton, ainsi qu'à la teinture, au blanchiment et à l'apprêt des étoffes.

vaillée, soit au mètre de longueur de cette même matière.

Cette loi au dire de M. Lechevallier (1) n'a jamais été sérieusement appliquée et elle ne pouvait pas l'être. Ainsi par exemple M. Cunin-Gridaine, rapporteur de la loi à l'Assemblée nationale en 1850 mettait dans son rapport « Le tisserand n'a aucun intérêt à savoir le numéro du fil de la chaîne.... ce que le tisserand a besoin de savoir, c'est le poids des matières qui lui sont remises et dont il est responsable ». Or c'est précisément le numéro du fil de coton remis à l'ouvrier qui forme le principal élément du prix de façon à lui payer, ce qui explique bien les raisons qui ont empêché les industriels de donner satisfaction à cette loi (2).

On affirma que la disparition de ce livret de compte rendrait impossible la mission du conseil des prud'hommes qui, dans les différends, n'aurait plus pour s'éclairer que le livre d'une des deux parties, celui du fabricant, mais M. Lagrange fit observer que les patrons et les ouvriers qui sont dans la nécessité d'établir une

1. *J. O. 1890. Ch. Déb. parl.*, p. 259.

2. « En effet, si vous considérez, Messieurs, qu'en confiant à un ouvrier un kilogramme de coton filé n° 40, vous lui donnez 80.000 mètres de fil, tandis que si vous lui donnez un kilogramme de fil n° 20, il n'aura à tisser que 40.000 mètres, comment voulez-vous que l'ouvrier qui ne connaît pas le numéro du fil que vous lui donnez à tisser sache d'avance le prix que vous aurez à lui payer ? » *ibid.*

comptabilité spéciale de leurs matières et de leur travail, le font à leur guise en tenant compte des conditions particulières de la fabrication et des circonstances professionnelles, bien plus que des dispositions légales.

..

La Chambre réclama trois fois l'abrogation de ces deux lois comme étant absolument inutiles. « D'ailleurs il serait particulièrement illogique de maintenir une obligation légale qui frapperait deux corporations seulement sans atteindre d'autres industries exercées d'une manière analogue, comme celle des tailleurs, des cordonniers, des entrepreneurs de travaux de couture ou de lingerie, etc., qui exercent leur profession à domicile » (1).

Le Sénat résista jusqu'au bout et nous ne croyons pas que ce fût un tort. Les livrets spéciaux établis par les lois de 1806 et de 1850 n'ont pas pour but, et c'est à remarquer, de régler les rapports du patron et de l'ouvrier au point de vue de l'embauchage du travailleur, ils établissent un mode de comptabilité. En 1890 le Parlement était saisi de diverses propositions relatives au louage d'ouvrage ou à l'organisation des prud'hommes, il était tout naturel de renvoyer au jour de leur discussion, l'étude des difficultés soulevées par ces deux lois. « En entreprendre maintenant l'examen, disait M. Millaud, ce serait s'exposer à retarder enco-

1. Rapport Lagrange, *loc. cit.*

re le vote de la loi sur les livrets d'ouvriers, et confondre des questions de travail avec des mesures de police » (1).

Loi du 2 juillet 1890.

Art. 1. — Sont abrogés : la loi du 22 juin 1854, le décret du 30 avril 1855, la loi du 14 mai 1851, l'art. 12 du décret du 13 février 1852 sur les obligations des travailleurs aux colonies et toutes les autres dispositions de lois ou décrets relatifs aux livrets d'ouvriers.

Néanmoins continueront à être exécutés : les dispositions de la loi du 18 mars 1806 sur le livret d'acquit de la fabrique de Lyon ; celles de la loi du 7 mars 1850 sur les livrets de compte pour le tissage et le bobinage, et l'art. 10 de la loi du 19 mai 1874 relatif aux livrets des enfants et des filles mineures employés comme apprentis ou autrement.

Art. 2. — Le contrat de louage d'ouvrage entre les chefs ou directeurs des établissements industriels et leurs ouvriers est soumis aux règles du droit commun et peut être constaté dans les formes qu'il convient aux parties contractantes d'adopter.

Cette nature de contrat est exempte de timbre et d'enregistrement.

Art. 3. — Toute personne qui engage ses services, peut à l'expiration du contrat exiger de celui à qui elle les a loués, sous peine de dommages et intérêts un certificat contenant exclusivement la date de son entrée, celle de sa sortie et l'espèce de travail auquel elle a été employée.

Ce certificat est exempt de timbre et d'enregistrement.

1. Rapport Millaud. *J. O.* 1890. Sénat, Annexes n° 37. p. 83.

CONCLUSION

Le livret n'existe plus, et nous devons nous en réjouir car c'était une mauvaise chose.

Il a disparu comme doivent disparaître toutes les lois d'exception, toutes les atteintes au droit commun. On ne peut nier qu'il ait eu ce caractère d'un bout à l'autre de son existence et qu'il ait placé les classes laborieuses dans des conditions juridiques anormales.

A quelque point de vue qu'on l'envisage, cette institution n'a créé que des injustices et toujours les ouvriers en ont souffert. Nous nous sommes efforcés de le démontrer, nous n'y reviendrons pas, mais nous voudrions préciser très brièvement l'ensemble des reproches mérités par la législation du livret.

Et d'abord où le législateur a-t-il pu puiser des motifs équitables pour l'imposer ? De quel droit s'est-il autorisé pour obliger une classe de citoyens à porter une marque distinctive et à faire inscrire sur un livre, au jour le jour, le relevé de leurs actions ?

On a mis en avant l'intérêt du patron, on a affirmé que le livret était une arme nécessaire entre ses mains.

C'est inadmissible car il n'y a pas plus de raison de soumettre au livret les ouvriers que d'autres. Or certains patrons emploient une foule de commis sans réclamer de garantie spéciale, et jamais on n'a proposé d'en établir, c'est donc qu'elle n'est pas utile.

Et quand même on admettrait cette utilité, suffirait-elle à excuser les moyens de domination et de despotisme que la loi de germinal offrait aux patrons.

L'ouvrier n'exécute pas ses obligations, à quoi est-il tenu ? à des dommages-intérêts, comme tout le monde, non. Pour lui, il en est autrement, on le prive d'un congé d'acquit ce qui le met dans l'impossibilité de trouver de l'ouvrage dans une autre maison. Il faut qu'il remplisse ses engagements et la loi donne au patron le droit de ne rendre le livret à l'ouvrier que s'il estime que l'ouvrier a rempli ses engagements à son égard, le patron est donc à la fois juge et partie dans la contestation.

La loi l'autorise aussi à inscrire sur le livret de l'ouvrier les avances qu'il a pu lui faire, cela paraît naturel à bien des gens mais on oublie que cette inscription dure autant que le livret et qu'elle constitue une marque fâcheuse, alors même que la dette est des plus honorables. Si les patrons ne veulent pas prêter, libre à eux, mais ce privilège qu'on leur accorde, est exorbitant. L'avance est un prêt ordinaire et ne doit être garantie que par le droit commun, comme tous les prêts. Ici non seulement le privilège existe, mais il prime tous

les autres, puisqu'on ne tient pas compte de la date d'inscription.

On a soutenu le bien fondé de l'inscription, nous voudrions connaître l'avis des manufacturiers et des commerçants auxquels on imposerait ainsi un registre public relatant les dettes par eux contractées, nous ne pensons pas que cette mesure aurait leur agrément.

Et pourquoi ne les a-t-on pas soumis au livret, n'ont-ils pas comme les ouvriers des contrats à observer, des engagements à remplir ? La loi n'intervient pas dans le règlement des contrats des autres professions, elle n'aurait pas dû intervenir contre les ouvriers, au profit des patrons ; le droit commun est largement suffisant pour protéger les uns et les autres.

Aujourd'hui que les ouvriers sont sur le même pied d'égalité que les patrons avons-nous à regretter l'absence du livret, il serait absurde de le prétendre et la meilleure preuve, c'est qu'à l'heure actuelle, le certificat dont parle la loi de 1890 n'est presque pas usité (1). Quand on embauche un ouvrier, on lui pose quelques questions, on lui demande de quelle maison il sort, enfin on le juge d'après le travail qu'il fournit, et c'est la meilleure des références.

1. En 1883, le Sénat s'était montré très partisan du livret facultatif officiel et de son organisation légale qu'il considérerait comme une chose indispensable, il ne semble pas que la pratique lui ait donné raison.

Nous n'insistons pas, convaincu qu'on s'est rendu compte de l'état de subordination dans lequel les lois sur la matière avaient placé les ouvriers, mais nous devons flétrir une dernière fois le caractère policier dont fut entaché le livret, caractère qui ne fit que s'accroître de 1803 à 1854.

La loi de germinal et l'arrêté de frimaire cherchèrent par tous les moyens, sans oublier l'action de la police, à garantir aux patrons l'exécution des engagements contractés par leurs ouvriers, les lois postérieures développèrent encore cette action de la police et imprimèrent au livret le caractère d'une mesure politique. De là cette obligation du visa qui constitue à l'égard des ouvriers un état de perpétuelle surveillance, de là ces formalités qui blessent tous leurs sentiments de justice et de dignité.

On a donné pour motif que la police avait besoin de connaître l'identité des citoyens ? Mais alors qu'on prenne une mesure générale, applicable à tout le monde et non à une seule catégorie d'individus.

Terminons donc en disant que l'obligation du livret comme mesure industrielle et politique, mettait les ouvriers dans une classe à part, aggravait l'inimitié qui existait entre eux et leurs patrons et traçait une ligne de démarcation entre deux classes : les ouvriers et ceux qui ne l'étaient pas. Une pareille institution ne pouvait subsister sous un gouvernement républicain et la loi du 2 juillet 1890 est venue supprimer à jamais

cette classification sociale en désaccord avec les susceptibilités de la nature humaine, avec les mœurs de notre temps, avec la base essentielle de notre régime politique.

Vu : le Président,
J A Y

Vu : le Doyen,
G L A S S O N

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
G R É A R D

TABLE

INTRODUCTION	5
BIBLIOGRAPHIE	7

PREMIÈRE PARTIE. — L'ancien régime.

CHAPITRE I. — Les corporations	11
§ 1. — Formation. Réglementation intérieure	11
§ 2. — Engagement des ouvriers. Devoir imposés au maître. Obligation pour l'ouvrier de se mu- nir d'un certificat	16
§ 3. — Ingérence du pouvoir royal. Mesures de po- lice concernant la classe ouvrière	20
CHAPITRE II. — Réglementation générale	28
§ 1. — Edit du roi de 1749.	28
§ 2. — Abolition des corporations	30
§ 3. — Edit du roi de 1781. Etablissement officiel du livret	33

DEUXIÈME PARTIE. — La période révolutionnaire.

CHAPITRE I. — Liberté du travail. Désordres de la classe ou- vrière. Décret des 14, 17 juin 1791. Disparition du livret	39
---	----

TROISIÈME PARTIE. — La législation du Consulat.

CHAPITRE I	45
§ 1. — Plaintes des industriels. Exposé de la situa- tion, rapport Chaptal et rapport Regnault . .	45
§ 2. — La loi du 22 germinal an XI. L'arrêté du 9 frimaire an XII	50
§ 3. — Le livret considéré comme mesure de police. Législation générale défavorable aux ouvriers.	57
CHAPITRE II	64
§ 1. Dispositions générales de l'arrêté du 9 frimaire an XII.	64
§ 2. — Des formalités à remplir pour se procurer le livret	68
§ 3. — De l'inscription du congé sur le livret et des obligations imposées à cet égard aux ouvriers et à ceux qui les emploient.	73
§ 4. — Rétention du livret. Pratique des avances. Privilèges des patrons	76
CHAPITRE III	95
§ 1. — Caractères de la sanction pénale édictée par la loi	95
§ 2. — Des autorités chargées de statuer en matière de contestations relatives au livret	101
§ 3. — Annotations des livrets. Conclusion . . .	109

QUATRIÈME PARTIE. — La Restauration et la Monarchie de Juillet.

CHAPITRE I	115
§ 1. — Absence de sanction pénale. Ses conséquences quant à l'application de la loi	115
§ 2. — La Révolution de 1830. Agitations de la classe ouvrière	123
§ 3. — Projet de loi sur les livrets. Discussion à la Chambre des pairs. La Révolution de 1848.	128

CINQUIÈME PARTIE. — La législation du second Empire.

CHAPITRE I.	149
§ 1. — Proposition Lanjuinais et Seydoux. Projet du Gouvernement. La loi du 14 mai 1851	149
CHAPITRE II. — La loi du 22 juin 1854	164
§ 1. — Personnes soumises à l'obligation du livret.	168
§ 2. — Délivrance des livrets, forme, tenue et renouvellement	173
§ 3. — Obligations qui incombent aux chefs d'établissement. Interdiction de recevoir les ouvriers dont les livrets ne seront pas en règle. Inscriptions des mentions, tenue d'un registre.	178
§ 4. — Conservation du livret par l'ouvrier	183
§ 5. — Interdiction des annotations	187
§ 6. — Avantages attachés à la possession du livret.	190

§ 7. — Contraventions, Pénalités	192
--	-----

SIXIÈME PARTIE. — La loi du 2 juillet 1890. Suppression	
du livret.	227

CONCLUSION	257
----------------------	-----

Imprimerie JOUVE et BOYER, 15, rue Racine, Paris.
